



Emploi
et questions
sociales dans
le monde

Tendances
2024

► **Emploi et questions
sociales dans le monde**

Tendances 2024



Cet ouvrage est soumis à une licence Creative Commons Attribution 4.0 International. Les conditions applicables à cette licence sont présentées à l'adresse suivante: <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>. L'utilisateur est autorisé à réutiliser et à partager (copier et redistribuer) l'ouvrage original ou à l'adapter (le remanier, le transformer ou s'en servir pour créer un nouveau produit) conformément aux termes de ladite licence. L'utilisateur doit clairement indiquer que l'OIT est la source de l'ouvrage et faire état de toute modification apportée au contenu original. L'utilisation de l'emblème, du nom et du logo de l'OIT n'est pas autorisée dans le cadre de traductions, d'adaptations ou d'autres œuvres dérivées.

Citation – L'utilisateur doit faire état de toute modification apportée à cet ouvrage. L'ouvrage doit être cité comme suit: *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2024*, Genève: Bureau international du Travail, 2024. © OIT.

Traductions – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une traduction d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette traduction n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

Adaptations – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une adaptation d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette adaptation n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une adaptation officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette adaptation, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

Œuvres de tiers – La licence Creative Commons ne s'applique pas aux œuvres incluses dans cette publication qui ne relèvent pas du droit d'auteur de l'OIT. Lorsqu'une œuvre est attribuée à un tiers, l'utilisateur de l'œuvre est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires auprès du détenteur des droits et sera tenu pour seul responsable en cas de violation alléguée.

Tout différent auquel la présente licence pourra donner lieu et qui ne pourra pas être résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue en tant que règlement définitif du différend.

Toute question concernant les droits et licences doit être envoyée à l'Unité de gestion de la production et de l'édition des publications (Droits et licences) à l'adresse rights@ilo.org. Des informations concernant les publications et les produits numériques de l'OIT peuvent être consultées à cette adresse: www.ilo.org/publins.

ISBN 9789220400432 (imprimé); 9789220400449 (pdf Web)

ISSN 2709-7102 (imprimé); 2709-7110 (en ligne)

DOI: <https://doi.org/10.54394/BTBG2047>

marché du travail / pénurie de main-d'œuvre / conditions économiques / inflation / salaire / rapport / pub OIT

13.01.2

Données de catalogage avant publication de l'OIT

Également disponible en anglais: *World Employment and Social Outlook: Trends 2024*, ISBN 9789220400418 (imprimé), 9789220400425 (pdf Web), ISSN 2709-7080 (imprimé), 2709-7099 (en ligne), Genève, 2024; et en espagnol: *Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2024*, ISBN 9789220400456 (imprimé), 9789220400463 (pdf Web), ISSN 2709-7129 (imprimé), 2709-7137 (en ligne), Genève, 2024.

Les désignations utilisées dans les publications et bases de données de l'OIT, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tout pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites.

Les opinions et vues exprimées dans la présente publication sont propres à son ou ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions, les vues ou la politique de l'OIT.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Crédits photographiques

Couverture: © KrulUA/iStock

Préface

Cette année, le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances* évalue de manière exhaustive les dernières tendances du marché du travail, notamment le chômage, la création d'emplois, le taux d'activité et les heures travaillées. Qui plus est, il relie ces tendances à leurs résultats sur le plan social, qui sont les plus révélateurs au moment de mesurer toute l'importance de ces évolutions, tant pour l'élaboration des politiques que pour la vie des individus.

Le rapport constate que, bien que certaines données soient encourageantes, notamment en ce qui concerne la croissance et le chômage, une analyse plus approfondie met en évidence les déséquilibres du marché du travail, qui s'accentuent et freinent les progrès vers une plus grande justice sociale, dans un contexte de crises mondiales multiples et interdépendantes.

Ainsi, bien que le chômage mondial soit tombé en 2023 à son niveau le plus bas depuis le début de la pandémie, et que la pauvreté des travailleurs et l'informalité se soient rapprochées des taux antérieurs à la pandémie, ces indicateurs ne devraient enregistrer que peu de changements positifs en 2024, selon les projections du BIT.

La croissance de la productivité et les niveaux de vie ne se sont pas améliorés, malgré les progrès technologiques qui, selon les prévisions, devaient leur donner un coup de fouet. En effet, certains éléments indiquent que la nature du déploiement technologique en cours pourrait accentuer les inégalités aux niveaux national et mondial, au lieu de les réduire.

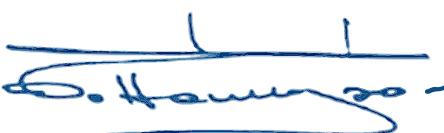
Les mesures visant à remédier aux rémunérations insuffisantes, à la mauvaise qualité des emplois et aux grandes inégalités – de genre, de salaire, de compétences – ne sont pas seulement importantes pour notre bien économique, mais sont aussi des composantes essentielles pour instaurer la justice sociale. Sans une plus grande justice sociale, nous avons peu de chances de juguler les problèmes majeurs de notre époque. Les populations ne soutiendront pas les choix drastiques qui s'imposent en matière de changement climatique, de soins de santé, de technologie et d'emploi si les coûts et les perspectives ne sont pas perçus comme étant partagés équitablement et si un travail décent n'est pas disponible pour leur donner la possibilité de construire un avenir meilleur.

Dans ce contexte ardu, les décideurs politiques sont confrontés à des décisions difficiles. Il sera essentiel de stimuler la croissance économique pour sortir du tourbillon de la crise actuelle, mais il doit s'agir d'une croissance de qualité qui non seulement crée plus d'emplois mais améliore aussi les conditions de travail, rend nos sociétés plus résilientes et notre avenir durable.

Ce qui ressort clairement de ce rapport, c'est que les problèmes auxquels nous faisons face sont trop vastes et trop complexes pour qu'un groupe, un pays ou une région puisse les résoudre seul. Les politiques et les actions choisies doivent être coordonnées et se renforcer mutuellement, au niveau tant national que multilatéral. De plus, cette coordination doit s'étendre à l'allocation de ressources financières et technologiques.

Une réponse mieux coordonnée contribuera également à nous mettre sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et des engagements pris lors de la COP28 qui, de manière encourageante et pour la première fois, mentionnent l'importance des droits du travail, du dialogue social, de la protection sociale et du travail décent pour parvenir à la transition juste dont nous avons tous besoin.

La récente décision du Conseil d'administration du BIT d'approuver une Coalition mondiale pour la justice sociale facilitera cette coordination. La coalition rassemblera les connaissances et les compétences d'un groupe unique et diversifié d'organismes et de parties prenantes à l'échelle internationale afin de promouvoir des actions concertées aux niveaux national, régional et mondial. Elle contribuera à garantir une approche centrée sur l'humain et à faire en sorte que la justice sociale soit reconnue comme la clé de voûte d'une reprise mondiale durable.



Gilbert F. Houngbo
Directeur général du BIT

Table des matières

Préface	3
Remerciements	9
Résumé analytique. La résilience de l'emploi dans un contexte de fragilité économique croissante	11
1. La résilience du marché du travail sera mise à l'épreuve à court terme	17
La croissance a résisté dans un contexte de fragilité croissante	17
La résilience économique a stabilisé la situation du marché du travail en 2023	20
À l'avenir, la création d'emplois risque de se détériorer davantage	26
Les déficits persistants de travail décent sapent les progrès à long terme	28
2. Tendances de l'emploi et des questions sociales par région	35
Vue d'ensemble	35
Afrique	36
Tendances du marché du travail en Afrique du Nord	36
Tendances du marché du travail en Afrique subsaharienne	37
La gouvernance des migrations de main-d'œuvre fondée sur des données en Afrique se heurte à un problème de collecte	38
Amériques	40
Tendances du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes	40
La croissance de la productivité du travail stagne en Amérique latine et dans les Caraïbes	40
Tendances du marché du travail en Amérique du Nord	42
États arabes	42
Tendances du marché du travail dans les États arabes	43
Répercussions des déplacements forcés sur le marché du travail	45
Asie et Pacifique	45
Tendances du marché du travail en Asie et dans le Pacifique	46
Informalité et nouvelles formes de travail en Asie et dans le Pacifique	46
Europe et Asie centrale	49
Tendances du marché du travail en Europe et en Asie centrale	49
Le chômage des jeunes en Europe: un bilan mitigé	51
Références	53

3. Pénuries de main-d'œuvre sur fond de demande insatisfaite de travail décent	59
Vue d'ensemble	59
Une demande croissante de main-d'œuvre	60
Demande de main-d'œuvre: des postes vacants non pourvus dans les économies avancées	61
Conséquences locales et mondiales des pénuries de main-d'œuvre et de compétences	62
Offre de main-d'œuvre	63
Taux d'activité: y a-t-il moins de personnes qui travaillent ou qui cherchent un emploi?	63
Heures travaillées: leur nombre moyen et leur nombre total ont divergé	65
Les marchés du travail ne parviennent-ils pas à s'adapter?	68
Les pénuries de main-d'œuvre pourraient perdurer	70
Remarques finales: priorités d'action	71
Références	73
Annexes	79
A. Classification des pays et autres territoires par région et par niveau de revenu	80
B. Estimations modélisées du BIT	83
C. Tableaux des indicateurs du marché du travail par groupes régionaux	84
Encadrés	
1.1. Les niveaux d'investissement ont légèrement baissé en raison de la hausse des coûts d'emprunt	18
1.2. Retombées mondiales: risques de détérioration du PIB susceptibles d'aggraver les difficultés en matière d'emploi	19
1.3. Explosion de la natalité versus effondrement de la natalité: l'impact de l'inflation sur le marché du travail dans les années 2020 par rapport aux années 1970	31
2.1. Répercussions du conflit entre Israël et le Hamas sur l'emploi total dans le territoire palestinien occupé	42
3.1. Partenariats mondiaux à double parcours en matière de compétences	72
Figures	
1.1. Projections de croissance du PIB en 2023, en comparant les perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2022 et celles d'octobre 2023 (pourcentages)	18
1.2. Perspectives de croissance du PIB (variation en pourcentage)	19
1.3. Évolution récente et prévue de l'inflation (pourcentages)	20
1.4. Taux d'activité total (points de pourcentage)	21
1.5. Taux de chômage (pourcentages)	22
1.6. Croissance de l'emploi, 2019-2023, par sexe et par groupe de revenus (pourcentages)	23
1.7. Moyenne des heures effectivement travaillées par semaine par personne employée, 2019 et 2023, par groupe de revenus et par sexe	24

1.8. Croissance annuelle des salaires réels en 2023 (pourcentages)	25
1.9. Croissance de l'emploi, 2023-2025, par sexe et par groupe de revenus (pourcentages)	26
1.10. Écart entre les taux d'activité des hommes et ceux des femmes, 2023 et 2025 (points de pourcentage)	28
1.11. Taux de chômage des jeunes et des adultes (pourcentages)	29
1.12. Part de l'emploi informel dans l'emploi total, 2004-2024 (pourcentages)	29
1.13. Croissance de la population âgée de 20 à 64 ans, par période et par groupe de revenus (pourcentages annuels composés)	31
2.1. Stock international de travailleurs migrants, Afrique et sous-régions, total et part des femmes, 2010-2019	39
2.2. Taux de croissance annuel moyen de la productivité, 2015-2023 (pourcentages)	41
2.3. Inégalités de genre sur le marché du travail dans les États arabes, 2023	44
2.4. Taux d'emploi informel, Asie et Pacifique et sous-régions, 2004-2023 (pourcentages)	48
2.5. Taux de chômage des jeunes, comparé aux niveaux les plus élevés et les plus bas entre 2003 et 2023, Union européenne (pourcentages)	52
3.1. Voies d'ajustement du marché du travail et déséquilibres qui en résultent	60
3.2. Offres d'emploi dans certaines économies (avancées), de janvier 2002 à septembre 2023 (écart types par rapport à la moyenne)	61
3.3. Taux d'activité des femmes par rapport à la tendance antérieure à la pandémie (écart par rapport à la tendance en points de pourcentage)	64
3.4. Taux d'activité des jeunes (pourcentages)	64
3.5. Jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (NEET), par sexe et par groupe de revenus (pourcentages de la population âgée de 15 à 24 ans)	65
3.6. Nombre total par rapport au nombre moyen d'heures effectivement travaillées par personne employée	66
3.7. Nombre de jours de maladie par travailleur et par an, et pourcentage d'augmentation, 2019-2022	67

Tableaux

1.1. Déficit d'emplois et taux d'incidence du déficit d'emplois, 2019-2023, par sexe, dans le monde et par groupe de revenus	23
1.2. Taux d'activité par groupe de revenus, 2019-2025	27
1.3. Chômage et taux de chômage, 2019-2025, par sexe, dans le monde et par groupe de revenus	27
1.4. Pauvreté au travail, 2020-2023, dans le monde et par groupe de revenus	30
2.1. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Afrique, 2010-2025	37
2.2. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Amériques, 2010-2025	41
2.3. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, États arabes, 2010-2025	43
2.4. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Asie et Pacifique, 2010-2025	47
2.5. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Europe et Asie centrale, 2010-2025	50

Remerciements

Le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2024* a été préparé par l'Unité des politiques macroéconomiques et de l'emploi du Département de la recherche du BIT, dirigée par Ekkehard Ernst. Il a été rédigé par Steven Tobin, Richard Horne, Lisa Feist, Miguel Sanchez Martinez et Pascal Kampert, sous la coordination et la conduite d'Ekkehard Ernst. Il a été produit sous la direction générale de Richard Samans, directeur du Département de la recherche du BIT. Les auteurs remercient les bureaux régionaux de l'OIT pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, les États arabes, l'Europe et l'Asie centrale pour leurs contributions et leurs suggestions.

Les estimations modélisées du BIT présentées dans ce rapport ont été réalisées par l'Unité de la production et de l'analyse des données, dirigée par Steven Kapsos, du Département de statistique du BIT, et par l'Unité des politiques macroéconomiques et de l'emploi du Département de la recherche du BIT. Les auteurs remercient tout particulièrement Evangelia Bourmpoula, Paloma Carrillo, Roger Gomis, Stefan Kühn, Avichal Mahajan et Miguel Sanchez Martinez pour leur travail de modélisation. Les estimations des indicateurs internationaux du marché du travail reposent sur une base de données préparée par l'Unité de la production et de l'analyse des données. Les auteurs remercient David Bescond, Vipasana Karkee, Quentin Mathys, Yves Perardel et Mabelin Villarreal-Fuentes pour leur travail.

James Howard, conseiller principal du Directeur général du BIT, a offert d'excellents commentaires et suggestions. Le Département de la recherche du BIT souhaite également remercier, pour leurs commentaires et suggestions, ses collègues du BIT Yukiko Arai, Marie-France Auer, Tulio Cravo, Juan Marcelo Cuautle Segovia, Suktি Dasgupta, Sara Elder, Elisenda Estruch-Puertas, Roger Gomis, Tite Habiyakare, Claire Harasty, Susan Hayter, Maren Hopfe, Aya Jaafar, Steven Kapsos, Stefan Kühn, Oliver Liang, Jesse Mertens, David Mosler, Michael Mwasikakata, Yves Perardel, Gerhard Reinecke, Dorothea Schmidt-Klau, Ken Chamuva Shawa, Sergei Suarez Dillon Soares, Theo Sparreboom, Juan Jacobo Velasco, Christian Viegelahn et Felix Weidenkaff. Les auteurs remercient également leurs collègues d'ACTEMP et d'ACTRAV pour leurs excellents commentaires et suggestions.

Les auteurs tiennent enfin à exprimer leur gratitude à Judy Rafferty et à leurs collègues de l'Unité de gestion de la production et de l'édition des publications pour leur aide, à leurs collègues du Département de la communication et de l'information du public du BIT pour leur collaboration et leur soutien continu dans la diffusion du rapport, ainsi qu'à Laurence Rizet pour la traduction française du présent rapport.



Résumé analytique

La résilience de l'emploi dans un contexte de fragilité économique croissante

La reprise économique a ralenti...

L'environnement macroéconomique s'est nettement dégradé au cours de l'année 2023. Les tensions géopolitiques ainsi que la persistance et l'aggravation de l'inflation ont poussé les banques centrales à intervenir fréquemment et agressivement. Les autorités monétaires des économies avancées et émergentes ont procédé au relèvement des taux d'intérêt le plus rapide depuis les années 1980, ce qui a eu de fortes répercussions au niveau mondial. Les grandes économies émergentes telles que la Chine, la Turquie et le Brésil ont considérablement ralenti, entraînant des retombées négatives pour l'activité industrielle, l'investissement et le commerce au niveau mondial. La croissance dans les économies avancées a été presque divisée par deux. Étant donné que l'inflation s'écarte de manière importante et très persistante des objectifs, les banques centrales ne devraient pas trop desserrer les conditions monétaires, au moins jusqu'à la fin de 2024. Par conséquent, la reprise économique et sociale après la pandémie reste inachevée et de nouvelles vulnérabilités érodent les progrès en matière de justice sociale.

... tandis que la croissance de l'emploi s'est avérée résiliente et que le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas...

Malgré le ralentissement économique, la croissance mondiale en 2023 a été légèrement supérieure aux prévisions et les marchés du travail ont fait preuve d'une étonnante résilience. Grâce à une forte croissance de l'emploi, le taux de chômage et le déficit d'emplois sont tombés au-dessous des valeurs antérieures à la pandémie. Le taux de chômage mondial a atteint 5,1 pour cent en 2023, en légère amélioration par rapport à 2022. Le déficit d'emplois s'est également atténué, mais il est resté élevé, s'établissant à près de 435 millions. En outre, en 2023 les taux d'activité se sont largement redressés si on les compare aux niveaux les plus bas atteints durant la pandémie, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche

inférieure et les pays à revenu élevé, avec toutefois de grandes différences entre les groupes sur le marché du travail, ce qui a contribué aux déséquilibres du marché du travail, notamment dans les économies avancées. Le nombre moyen d'heures de travail est demeuré inférieur à son niveau de 2019, avant la pandémie, ce qui pèse sur

... bien que les salaires réels aient baissé et que la pauvreté au travail ait atteint un niveau plancher

Malgré la baisse du chômage et la croissance positive de l'emploi, les salaires réels ont diminué dans la majorité des pays du G20, puisque les augmentations salariales n'ont pas suivi le rythme de l'inflation. En 2023, le nombre de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 2,15 dollars É.-U. par jour et par personne en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA)) a augmenté de près de 1 million dans le monde. Une tendance plus prononcée se dégage

Les conditions financières ont commencé à se détériorer, renforçant les fragilités

Derrière les tendances anodines des chiffres de l'emploi, une fragilité a commencé à émerger, qui risque de frapper en premier lieu les pays qui étaient déjà en difficulté avant la pandémie. Les pays en développement très endettés risquent tout particulièrement de se retrouver rapidement en situation de détresse financière à mesure que les conditions financières mondiales se resserrent, ce

L'investissement est resté solide...

Les taux d'investissement se sont nettement redressés depuis le creux historique de la crise financière mondiale et ont continué à le faire tout au long de la pandémie. La hausse des coûts de financement et l'augmentation du niveau d'incertitude n'ont pas empêché un retour à une activité d'investissement plus importante, en particulier dans les pays européens. Grâce à la forte mise en valeur des produits de base, les pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré une nette accélération de l'investissement

le volume global de travail disponible et provoque des déséquilibres sur le marché du travail, en particulier dans les secteurs clés des économies avancées et de certaines économies émergentes. Bien que les déséquilibres se soient quelque peu atténués en 2023, il est à craindre qu'ils soient de nature structurelle plutôt que cyclique.

... bien que les salaires réels aient baissé et que la pauvreté au travail ait atteint un niveau plancher

pour les travailleurs modérément pauvres (gagnant moins de 3,65 dollars É.-U. par jour et par personne en termes de PPA), dont le nombre a augmenté de 8,4 millions en 2023. Une baisse n'a été observée que dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Du côté positif, les taux d'informalité sont revenus aux niveaux antérieurs à la pandémie, même si le nombre de travailleurs informels s'est élevé à 2 milliards en raison de l'augmentation de la main-d'œuvre mondiale.

Les conditions financières ont commencé à se détériorer, renforçant les fragilités

qui aurait des répercussions importantes sur l'emploi, les conditions de travail et la croissance des salaires. Jusqu'à présent, ces problèmes sont restés localisés et n'ont eu que peu d'incidences régionales ou mondiales. Toutefois, si les tensions financières en venaient à toucher davantage de pays d'importance systémique, une nouvelle crise financière mondiale ne serait pas à exclure.

et devraient maintenir les taux d'investissement à l'un des niveaux les plus élevés dans cette sous-région depuis plus de trente ans. En revanche, les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont enregistré un ralentissement modéré de l'investissement, mais en partant de niveaux très élevés. Dans l'ensemble, il faut s'attendre à une baisse temporaire de l'investissement, mais les taux d'investissement mondiaux devraient demeurer nettement supérieurs aux niveaux observés au cours des années 2010.

... mais la croissance de la productivité a continué à ralentir dans un contexte de pressions croissantes sur les prix

Après une brève poussée de croissance lorsque les pays se sont relevés de la pandémie, la productivité globale du travail a rapidement repris son faible rythme observé au cours de la décennie précédente. Ce ralentissement s'est produit malgré l'accélération apparente du progrès technologique, en particulier celui des technologies numériques. À cet égard, la hausse de l'investissement dans de nombreux pays avancés et dans certains pays en développement ne semble pas avoir stimulé la croissance de la productivité, probablement en raison de la forte croissance de l'investissement dans les services à faible productivité et dans la construction.

Pendant les périodes de faible croissance de la productivité, le revenu disponible réel et les salaires réels sont souvent exposés aux variations brutales des prix. Étant donné que peu d'entreprises ont vu leurs bénéfices s'accroître, la plupart des travailleurs n'ont pas été en

mesure de demander une augmentation plus importante de leur rémunération, et ils sont donc confrontés, ainsi que leurs ménages, à une érosion accélérée de leur revenu disponible réel. En outre, compte tenu de la grande hétérogénéité des rémunérations entre les secteurs, les inégalités de revenus au sein des pays se sont encore creusées. Les responsables de la politique macroéconomique pourraient se réjouir de l'absence de spirale des salaires et des prix mais, dans un contexte de croissance déjà molle et de perte de revenus pendant la pandémie, une telle érosion du revenu disponible réel est de mauvais augure pour la demande globale et une reprise économique plus soutenue. Plus important encore, lorsque la demande faiblit, la croissance de la productivité en pâtit, car les entreprises ne parviennent pas à générer suffisamment de recettes pour investir dans les avancées technologiques les plus récentes et s'y adapter.

Les déséquilibres sur le marché du travail ont été aggravés par la faible croissance de la productivité et la baisse du nombre moyen d'heures travaillées...

Les inquiétudes concernant les pénuries de main-d'œuvre et de compétences sont restées au premier plan des préoccupations des décideurs politiques, du moins dans les économies avancées et dans certaines économies émergentes. Malgré un relèvement rapide des taux globaux d'activité, des secteurs employant des travailleurs essentiels ont éprouvé des difficultés à attirer la main-d'œuvre pour répondre à la demande croissante de soins, de transport et de travail dans le commerce de détail. Des pénuries persistantes ont également été observées dans d'autres secteurs tels que les activités de fabrication, la construction et les technologies de l'information et des communications (TIC). La pénurie de travailleurs essentiels s'explique en partie par les mauvaises conditions de travail dans ces secteurs, mais les employeurs ont du mal à offrir des salaires plus élevés en raison du ralentissement de la productivité. En outre, la restructuration de la demande entre les secteurs et une politique budgétaire favorable ont généré une surabondance de postes vacants dans certains secteurs, qu'il est difficile de pourvoir. Ce déséquilibre sectoriel a souvent été aggravé par une faible mobilité géographique, parce que les travailleurs souffrent d'un manque de logements abordables. Bien que ces pénuries semblent s'être atténuées grâce à des politiques macroéconomiques plus strictes, les déséquilibres du marché du travail persistent.

La remontée des taux d'activité aux niveaux antérieurs à la pandémie a été inégale et n'a pas profité de la même manière à tous les groupes du marché du travail. Les taux d'activité des femmes se sont redressés plus rapidement que prévu, mais l'écart entre les hommes et les femmes reste important, en particulier dans les pays émergents et en développement. La situation des jeunes est la plus préoccupante. Bien que leur taux d'activité ait dépassé la tendance, une proportion démesurée des jeunes qui ont quitté le marché du travail ne suivent aucun type de formation et se heurtent toujours à des obstacles importants pour retrouver un emploi. Le taux de jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET») demeure élevé à tous les niveaux de revenus et en particulier chez les jeunes femmes, ce qui pose de sérieuses questions quant au lien à long terme des individus au marché du travail.

Bien que les individus soient retournés sur le marché du travail, ils ne travaillent généralement pas le même nombre d'heures qu'avant la pandémie. Dans tous les pays, quel que soit le niveau de revenu, le nombre moyen d'heures travaillées a moins augmenté que le nombre total d'heures travaillées. Certains secteurs à forte intensité de contact souffrent d'une grave pénurie de main-d'œuvre. Ces pénuries sont en partie liées aux problèmes de santé qui se sont accumulés au cours des trois dernières années.

Le nombre de jours de congé de maladie a fortement augmenté par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie, ce qui indique que les effets du COVID-19 sur la santé des personnes persistent. Les mesures politiques visant à maintenir les travailleurs dans leur emploi, quel que soit le nombre d'heures travaillées, ne sont levées que lentement et ont empêché une reprise plus rapide du nombre moyen d'heures travaillées. Enfin, l'augmentation de la part d'emploi à temps partiel contribue à des réductions à plus long terme du nombre moyen d'heures travaillées, car les salariés à temps partiel ont souvent du mal à retrouver un emploi à plein temps.

À mesure que l'économie continue de ralentir, une partie de ces pénuries de main-d'œuvre sera amortie par les entreprises qui ont moins de postes vacants.

... ce qui donne une idée des problèmes structurels qui nuisent à l'ajustement du marché du travail

Alors que les facteurs cycliques ayant une incidence sur les marchés du travail se sont lentement résorbés, les questions structurelles liées à l'ajustement des marchés du travail sont devenues plus pressantes. Les dispositifs de maintien dans l'emploi (tels que ceux mis en place dans de nombreuses économies avancées) se sont avérés essentiels pour éviter que les entreprises et les travailleurs ne perdent une expérience et des compétences précieuses. Ils ont toutefois dissuadé les travailleurs de se tourner rapidement vers de nouvelles possibilités d'emploi au début de la reprise. En outre, les tendances à long terme de la productivité et du vieillissement de la population dans les économies avancées et certaines économies émergentes

Néanmoins, comme la croissance de la productivité reste faible, les pénuries de main-d'œuvre risquent de persister. Dans les pays où la population vieillit, les employeurs auront de plus en plus de mal à pourvoir leurs postes vacants malgré le ralentissement de la croissance. Comme les travailleurs plus âgés ont tendance à changer d'emploi moins fréquemment, le vieillissement de la population suppose qu'il y aura moins de personnes qui sautent d'un emploi à un autre et se retrouvent souvent parmi les candidats aux postes vacants. L'amélioration des conditions de travail et la hausse de la productivité pourraient contribuer à corriger certains de ces déséquilibres du marché du travail, de même qu'une répartition plus équitable des possibilités d'emploi dans les pays qui enregistrent un grave excès de main-d'œuvre.

L'accélération du progrès technologique met la résilience du marché du travail à l'épreuve

L'ajustement du marché du travail sera encore mis à l'épreuve par l'accélération des progrès technologiques. L'année 2023 a vu l'arrivée d'une nouvelle vague d'innovations numériques impliquant l'intelligence artificielle (IA) générative. Malgré cette avancée technologique apparente, les niveaux de vie et la croissance de la productivité ne se sont pas améliorés, ce qui donne une idée supplémentaire de la lenteur de l'ajustement du marché du travail. Le manque de compétences et les barrières à l'entrée érigées par les grands monopoles numériques pour les nouveaux arrivants ont constitué des obstacles importants à une adoption plus rapide des technologies, en particulier dans les secteurs peu productifs et les pays en développement. Les inégalités géographiques risquent de se creuser, parce qu'un petit nombre de conglomérats continuent d'attirer la majorité des investissements dans le secteur numérique. De nombreux pays, y compris

ont retardé l'ajustement nécessaire pour résorber les déséquilibres du marché du travail induits par la pandémie. Une main-d'œuvre qui est en moyenne plus âgée et moins mobile (en partie en raison des problèmes de logement décrits ci-dessus) aura moins de possibilités de changer d'emploi. Celles-ci pourraient tout simplement ne pas exister, en raison du ralentissement généralisé de la croissance de la productivité, ce qui réduira les possibilités de transition vers des emplois mieux rémunérés. Enfin, malgré les modestes améliorations enregistrées en 2023, les taux d'activité, tant pour les hommes que pour les femmes, devraient diminuer en 2024 et 2025 dans la plupart des groupes de revenus, suivant ainsi leur tendance à long terme.

parmi ceux en développement, se sont dotés de politiques visant à encourager l'adoption de l'IA. Toutefois, dans le climat actuel de tensions géopolitiques, les transferts de technologies semblent se heurter à des obstacles de plus en plus importants, ce qui entravera les stratégies des pays en développement visant à brûler les étapes pour exploiter les avantages de ces technologies numériques. Les initiatives de grande envergure en matière de compétences nécessitent d'importantes ressources budgétaires nationales, mais celles-ci ont été érodées par la pandémie, y compris dans les économies avancées. Les pays aspirant à une transformation numérique plus rapide qui profitera à l'ensemble de la société auront besoin de nouvelles approches politiques, notamment d'un modèle de développement technologique plus proactif, par exemple grâce à une politique d'innovation ciblée et à la mobilisation de ressources par le biais de fonds souverains.

Les perspectives restent sombres face aux crises multiples qui nuisent à la justice sociale

Dans un avenir proche, la situation du marché du travail devrait se dégrader, bien que modérément. Les taux de chômage mondiaux augmenteront légèrement au cours de la période de prévision, principalement en raison d'une hausse dans les économies avancées. Le chômage devrait augmenter légèrement en 2024: en raison de la baisse des taux d'activité et du ralentissement de la croissance de l'emploi, 2 millions de travailleurs supplémentaires chercheront un emploi, ce qui fera passer le taux de chômage mondial de 5,1 pour cent en 2023 à 5,2 pour cent en 2024. Bien qu'il s'atténue, le déficit mondial d'emplois est resté élevé en 2023, s'établissant à plus de 434 millions. L'érosion des salaires réels et des niveaux de vie due à des taux d'inflation élevés et persistants et à la hausse du coût du logement ne sera probablement pas compensée rapidement. Le chômage des jeunes continue d'entraver l'accélération de l'ajustement structurel et du marché du travail, en particulier dans les pays où les taux de NEET sont élevés. Le fossé creusé par la pandémie doit être comblé rapidement par des initiatives ciblées en matière de compétences afin d'empêcher que la résilience de l'emploi ne s'effrite. Les taux d'informalité ne devraient pas s'améliorer davantage et environ 58 pour cent de la main-d'œuvre mondiale sera

encore employée de manière informelle en 2024. De même, la pauvreté des travailleurs devrait persister.

Des défis majeurs doivent être relevés rapidement pour accélérer le mouvement vers la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies.

Le contexte actuel de tensions géopolitiques n'est guère favorable à une coordination internationale rapide et efficace pour relever les grands défis économiques, écologiques et sociaux. Les gouvernements doivent renforcer leur économie nationale par des initiatives visant à augmenter la croissance de la productivité et le niveau de vie. À cette fin, les gouvernements et les partenaires sociaux pourraient utiliser les instruments de coopération internationale existants afin d'encourager les initiatives régionales en matière de productivité, par exemple en renforçant les partenariats mondiaux liés aux compétences. Bien que les gouvernements aient repris les rênes de l'économie, leurs ressources ont fondu, en particulier dans les pays à faible revenu ou les pays à revenu intermédiaire. Les travaux actuels du G20 visant à favoriser la coopération internationale pour faire meilleur usage des fonds multilatéraux de développement devraient être encouragés et accélérés afin de soutenir les économies les plus fragiles.

1

La résilience du marché du travail sera mise à l'épreuve à court terme

► La croissance a résisté dans un contexte de fragilité croissante

En 2023, le PIB a mieux résisté que prévu. En octobre 2022, le Fonds monétaire international (FMI) avait limité ses perspectives relatives à la croissance du PIB (produit intérieur brut) en 2023 en raison des hausses persistantes des taux d'intérêt destinées à maîtriser l'inflation (FMI, 2022). On s'attendait à ce que les hausses fréquentes et rapides des taux freinent considérablement la croissance mondiale. Toutefois, en octobre 2023, la projection de croissance du PIB mondial pour 2023 a été revue à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions de l'année précédente, principalement en raison d'une plus forte demande de services (idem, 2023). La croissance a été révisée à la hausse de 0,4 point de pourcentage pour les économies avancées et de 0,3 point pour les marchés émergents et les économies en développement (figure 1.1). La croissance supérieure aux prévisions est également en partie due aux niveaux d'investissement, qui sont restés élevés malgré la hausse des coûts d'emprunt (encadré 1.1).

► **Figure 1.1. Projections de croissance du PIB en 2023, en comparant les perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2022 et celles d'octobre 2023 (pourcentages)**



Source: FMI (2022 et 2023).

► **Encadré 1.1. Les niveaux d'investissement ont légèrement baissé en raison de la hausse des coûts d'emprunt**

Au niveau mondial, la part de l'investissement dans le PIB en 2023 est estimée à 26,4 pour cent, soit seulement 1 point de pourcentage de moins qu'en 2022 (FMI, 2023). La baisse dans les économies avancées a été encore moins prononcée (de 23,2 pour cent en 2022 à 22,4 pour cent en 2023). Ce recul est bien faible si on le compare, par exemple, à la chute de 3 points de pourcentage dans les économies avancées en 2009, au plus fort de la crise financière mondiale. Ce maintien des investissements peut être en partie lié aux anticipations bien ancrées selon lesquelles l'inflation (et les taux d'intérêt) reviendrait aux niveaux cibles (voir encadré 1.3).

Cette résilience de l'investissement peut également être attribuée à l'action politique rapide au début de la pandémie en réaction au choc d'incertitude provoqué par la crise sanitaire. Toutefois, l'environnement macroéconomique actuel, conditionné en partie par la montée des tensions géopolitiques, a modifié la composition des investissements, qui sont passés d'investissements très innovants à des investissements à faible rendement. Cela a probablement contribué à soutenir l'activité économique et l'emploi à court terme, mais une dépendance excessive à l'égard d'investissements à faible productivité, tels que le commerce de détail, pourrait freiner la productivité et l'amélioration globale des niveaux de vie à moyen terme.

Les pressions inflationnistes se sont atténuées en 2023, mais sont restées élevées. La hausse des prix en 2021 et en 2022 a été entraînée par les fortes mesures de relance budgétaire prises par les pouvoirs publics pendant la pandémie de COVID-19, et par les pressions sur la chaîne d'approvisionnement aggravées par les événements géopolitiques, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Bien que toutes les régions et économies aient vu l'inflation augmenter depuis 2020, les économies avancées ont enregistré des niveaux inférieurs à ceux des marchés émergents et des économies en développement. Même si l'inflation a baissé par rapport à son pic de 2022, elle est restée nettement supérieure aux niveaux cibles des banques centrales tout au long de l'année 2023, s'établissant en moyenne à 4,6 pour cent dans les économies avancées et à 8,5 pour cent dans les économies en développement. Cela a eu d'importantes conséquences négatives sur la croissance des salaires réels (voir figure 1.8).

Les perspectives relatives au PIB pour 2024 se caractérisent par une grande hétérogénéité entre les groupes de revenus. C'est dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur (figure 1.2) que la résilience de la croissance du PIB en 2023 a été la plus évidente. Les pays à revenu élevé ont enregistré un ralentissement important de la croissance du PIB en 2023 par rapport à 2022; et les pays à faible revenu, un ralentissement marqué. Le PIB devrait rester stable en 2024 par rapport à 2023 au niveau mondial, et les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur devraient enregistrer une amélioration sur cette période (FMI, 2023). Toutefois, en raison de la présence et de la persistance de retombées mondiales, la croissance risque de se détériorer dans un avenir proche (encadré 1.2).

► **Figure 1.2. Perspectives de croissance du PIB (variation en pourcentage)**

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Monde	-3,0	6,2	3,4	2,9	2,9	3,2
Pays à faible revenu	-0,5	2,2	2,9	0,6	3,7	5,1
Pays à revenu intermédiaire inférieur	-3,1	6,2	5,1	4,6	5,1	5,4
Pays à revenu intermédiaire supérieur	-1,3	7,3	3,1	4,0	3,5	3,5
Pays à revenu élevé	-4,3	5,6	3,0	1,5	1,6	2,0

Note: Les estimations du PIB sont basées sur les dollars É.-U. internationaux constants de 2017.

Source: Calculs des auteurs à partir de FMI (2023).

► **Encadré 1.2. Retombées mondiales: risques de détérioration du PIB susceptibles d'aggraver les difficultés en matière d'emploi**

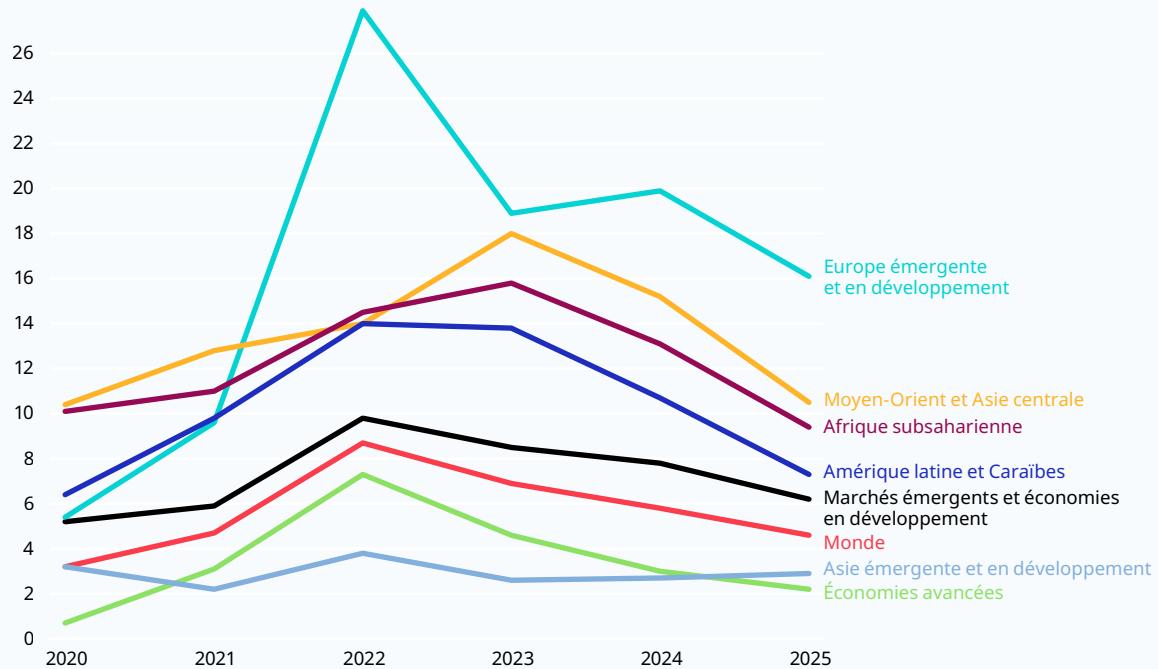
Les perspectives relatives au PIB et à l'emploi sont tributaires de plusieurs risques mondiaux. Les principaux sont les risques économiques, professionnels et sociaux ainsi que les retombées en la matière découlant du conflit entre Israël et le Hamas qui a éclaté en octobre 2023 et qui a exacerbé les tensions au Moyen-Orient. Les facteurs géopolitiques et un conflit prolongé ou étendu au Moyen-Orient pourraient également avoir des conséquences, entre autres, sur l'ampleur des crises de réfugiés, qui auraient un impact sur les pays voisins et d'autres pays en Europe et au-delà.

Un autre risque de détérioration provient des perturbations potentielles des chaînes de valeur mondiales. Un récent bulletin de la Banque des règlements internationaux (BRI) indique que, bien que les liens directs entre pays aient fortement diminué entre décembre 2021 et septembre 2023, les liens indirects ont augmenté (Qiu, Shin et Zhang, 2023). Ainsi, l'économie mondiale reste très interconnectée et est loin d'être à l'abri des évolutions régionales, contrairement aux préconisations des modèles commerciaux de «rapprochement» de la production qui ont émergé après la pandémie.

Enfin, si les taux d'intérêt restent élevés, et plus longtemps, aux États-Unis d'Amérique et dans d'autres économies avancées, ils pourraient avoir des effets d'entraînement sur la croissance mondiale en raison de niveaux plus élevés de dette souveraine et par le biais d'autres canaux de transmission dans les marchés émergents et les économies en développement. En résumé, des risques considérables pèsent sur la croissance et l'emploi dans un avenir proche.

Même atténuée, l'inflation pourrait encore s'étendre en 2024 et 2025. Les perspectives de croissance économique meilleures que prévu s'expliquent en partie par l'atténuation des pressions inflationnistes à mesure que se dissipent les chocs de coûts liés aux hausses des prix de l'énergie et des denrées alimentaires (figure 1.3). Toutefois, comme de plus en plus de secteurs sont touchés

par l'inflation, celle-ci pourrait persister, bien qu'à des niveaux inférieurs aux sommets atteints en 2022 (FMI, 2023). Étant donné que l'inflation reste tenace, les taux d'intérêt devraient rester élevés au cours de la période de prévision, ce qui pourrait continuer à freiner les perspectives en matière de salaires réels.

► **Figure 1.3. Évolution récente et prévue de l'inflation (pourcentages)**

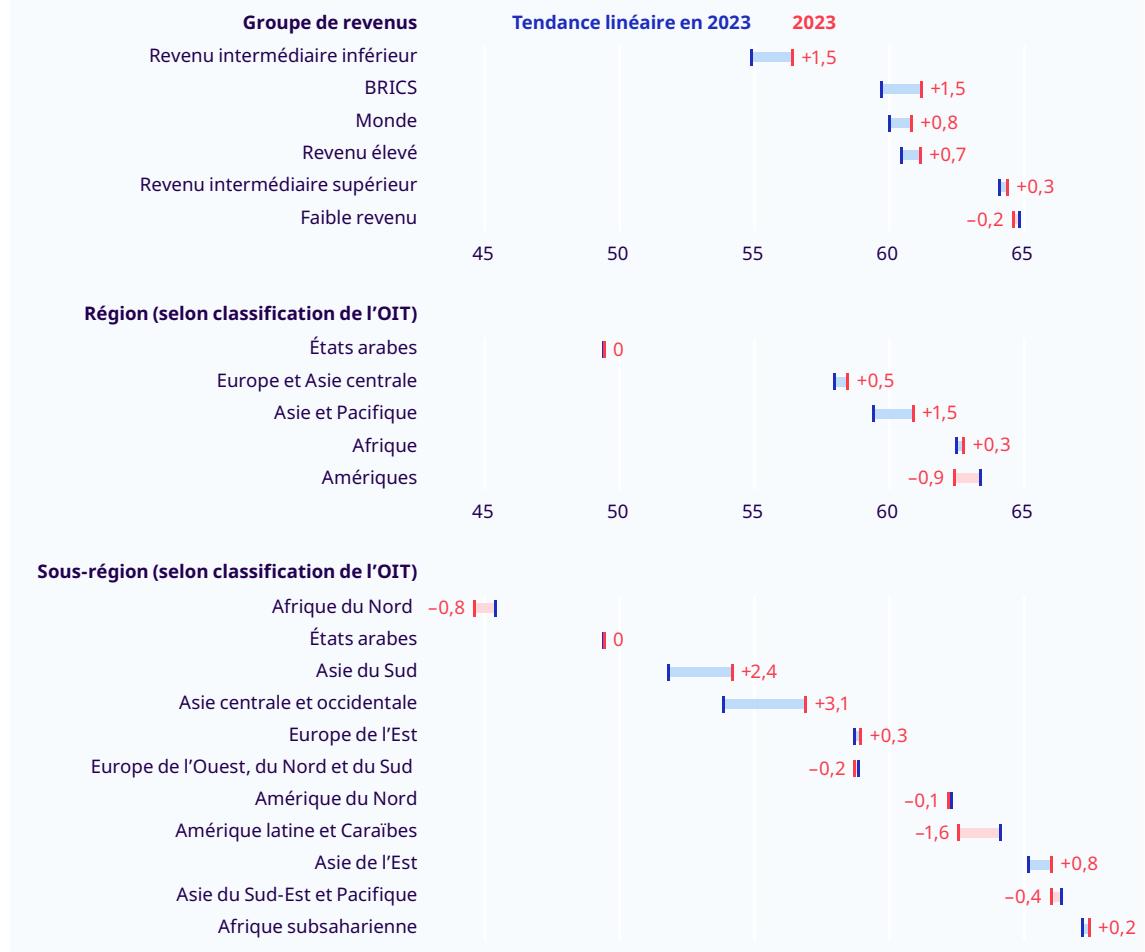
Source: Calculs à partir de FMI (2023).

► La résilience économique a stabilisé la situation du marché du travail en 2023

En raison d'une croissance économique plus forte que prévu en 2023, les taux d'activité totaux ont dépassé leur tendance linéaire à long terme¹. Peut-être portés par un marché du travail plus solide que prévu, les taux d'activité ont augmenté dans plusieurs régions en 2023, notamment dans les pays à revenu élevé (de 0,3 point de pourcentage) et dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (de 1,5 point de pourcentage) (tableau 1.2). Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire supérieur, les taux d'activité ont baissé (de 0,1 et 0,3 point de pourcentage respectivement). La comparaison des taux d'activité de 2023 avec la tendance linéaire 1991-2019 permet de faire un certain nombre d'observations (figure 1.4). Tout d'abord, sauf dans les pays à faible revenu, les taux

d'activité sont plus élevés en 2023 que la tendance linéaire 1991-2019, ce qui indique qu'ils se sont largement rétablis depuis la pandémie. Cependant, ils sont en 2023 inférieurs à leur tendance linéaire en Afrique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes et, dans une moindre mesure, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. En effet, il existe des différences notables entre les sous-régions (selon la classification établie par l'OIT) (voir chapitre 2). Plus fondamentalement, bien que la participation au marché du travail soit supérieure à la tendance, les chiffres globaux masquent un certain nombre d'écart importants. Par exemple, les femmes, les jeunes et les migrants, particulièrement touchés par la pandémie, ont toujours des taux d'activité comparativement faibles (voir le chapitre 3).

¹ En raison de la méthode d'estimation large de la tendance linéaire, seuls les écarts supérieurs à $\pm 0,5$ point de pourcentage sont considérés comme hors tendance.

► **Figure 1.4. Taux d'activité total (points de pourcentage)**

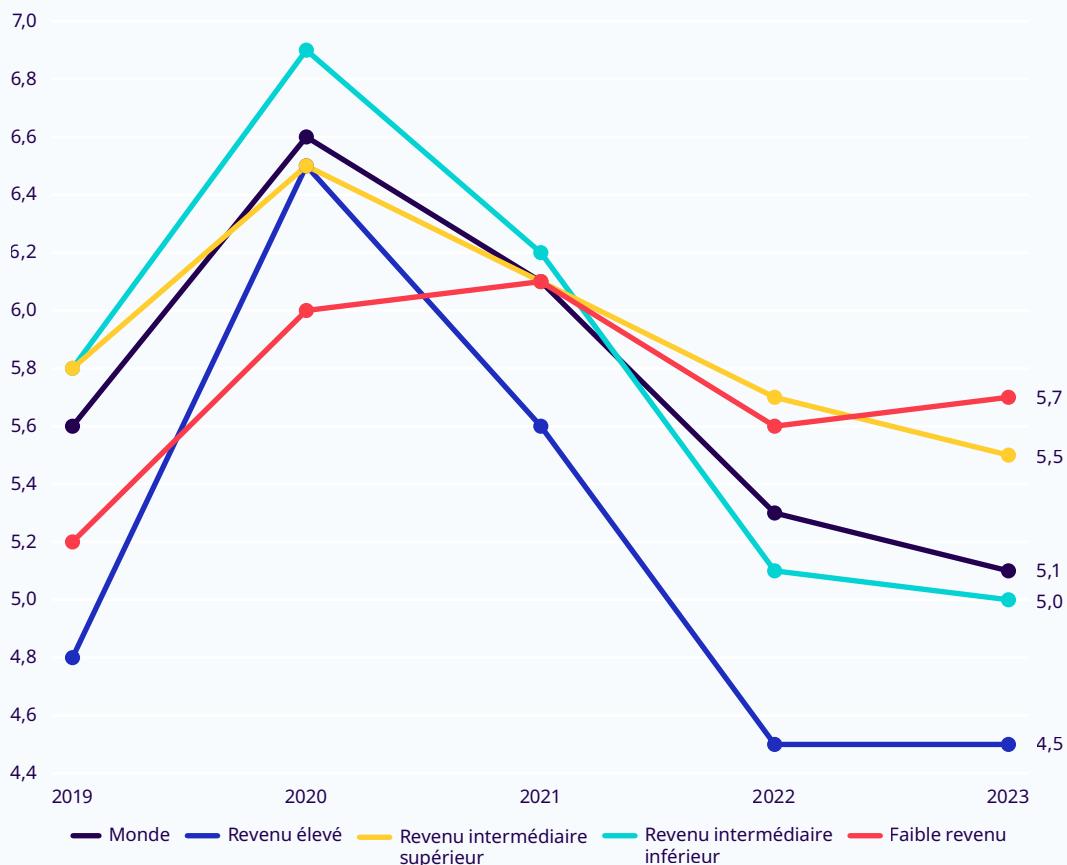
Note: La tendance linéaire est basée sur les taux d'activité de 1991 à 2019.

Source: Calculs de l'auteur à partir d'ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

La trajectoire descendante des taux de chômage s'est maintenue en 2023. Les taux de chômage ont baissé globalement de 0,2 point de pourcentage en 2023 pour atteindre 5,1 pour cent, avec des reculs dans la plupart des groupes de revenus, à l'exception des pays à faible revenu, où les taux ont augmenté, et des pays à revenu élevé, où le chômage est resté stable (figure 1.5). En outre, les taux de chômage en 2023 ont été systématiquement inférieurs aux niveaux de 2019 avant la pandémie, sauf dans les pays à faible revenu.

Le déficit d'emplois s'est amélioré ces dernières années, mais il s'est élevé à près de 435 millions en 2023². Depuis le pic de la pandémie en 2020, le déficit d'emplois a poursuivi sa tendance à la baisse et est désormais inférieur à son niveau d'avant la pandémie de 2019 (tableau 1.1). Au niveau mondial, le déficit d'emplois devrait concerner 434,8 millions de personnes en 2023, soit un taux d'incidence du déficit d'emplois de 11,1 pour cent. Cela représente une diminution de 5,6 millions par rapport à 2022. Chez les femmes, le déficit d'emplois devrait être de 220,7 millions en 2023, et

² Le «déficit d'emplois» concerne toutes les personnes qui souhaitent un emploi, indépendamment du fait qu'elles soient actuellement disponibles ou à la recherche d'un emploi. Voir OIT (2024).

► **Figure 1.5. Taux de chômage (pourcentages)**

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

chez les hommes de 214,1 millions. Le taux d'incidence du déficit d'emplois pour les femmes en 2023 était de 13,7 pour cent, contre 9,3 pour cent pour les hommes. Le déficit d'emplois des femmes est supérieur à celui des hommes dans tous les groupes de revenus, mais les différences entre les sexes sont plus prononcées dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, où le déficit d'emplois des femmes dépasse celui des hommes de près de 7 points de pourcentage. Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé, le taux d'incidence du déficit d'emplois des femmes était supérieur à celui des hommes de 3,0 et 2,3 points de pourcentage, respectivement, en 2023. Le taux a diminué dans tous les groupes de revenus depuis 2020, avec une baisse plus prononcée (3,0 points de pourcentage) dans les pays à revenu élevé.

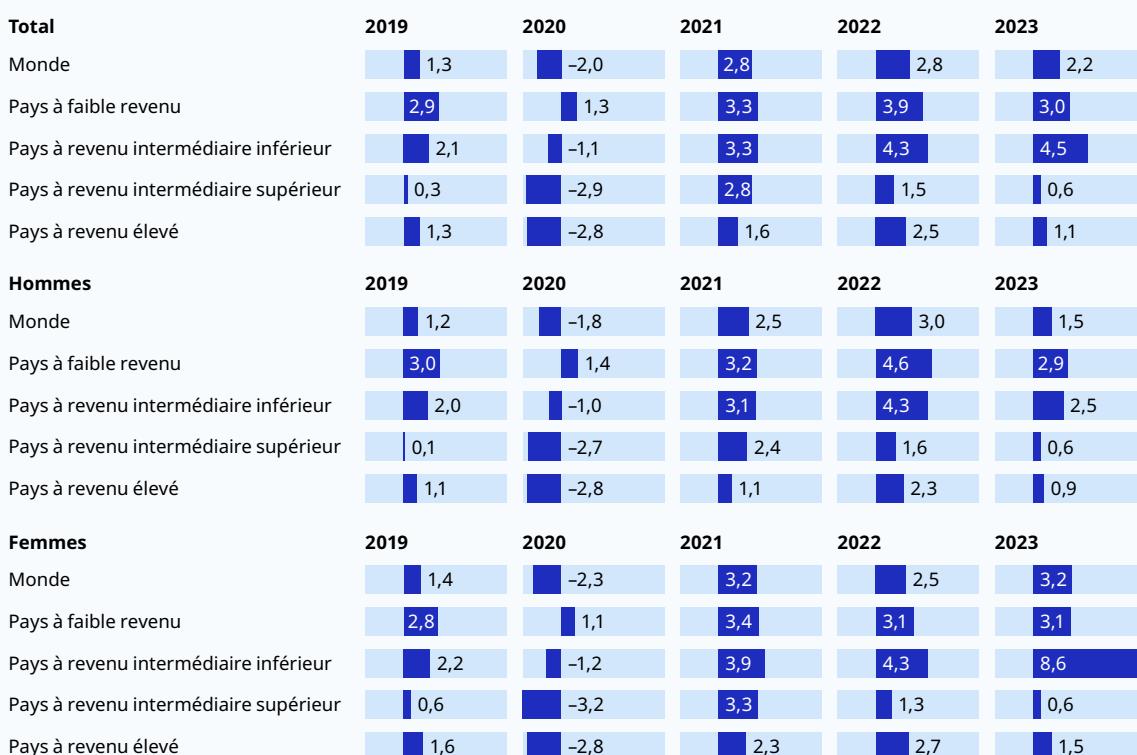
La croissance de l'emploi est restée positive dans tous les groupes de revenus malgré les vents contraires sur l'économie. En 2023, la baisse des taux de chômage s'explique par le fait que l'emploi a progressé plus rapidement que la participation au marché du travail. Néanmoins, depuis 2021, la croissance mondiale de l'emploi a globalement ralenti (figure 1.6). Si elle est restée positive en 2023, elle a reculé dans la plupart des groupes de revenus (à l'exception des pays à revenu intermédiaire inférieur). Au niveau mondial, l'emploi a augmenté de 2,2 pour cent en 2023, contre 2,8 pour cent l'année précédente. La décélération de la croissance de l'emploi a été particulièrement prononcée dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et les pays à revenu élevé. Bien que la croissance de l'emploi total ait ralenti en 2023, la croissance de l'emploi féminin a

► **Tableau 1.1. Déficit d'emplois et taux d'incidence du déficit d'emplois, 2019-2023, par sexe, dans le monde et par groupe de revenus**

Groupe de revenus	Sexe	Taux d'incidence du déficit d'emplois (pourcentages)					Déficit d'emplois (millions)				
		2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023
Monde	Femmes	14,4	16,1	15,3	14,2	13,7	219,7	244,7	238,0	223,0	220,7
	Hommes	10,0	11,6	10,7	9,6	9,3	219,3	254,8	238,3	217,5	214,1
	Total	11,8	13,4	12,6	11,5	11,1	439,0	499,5	476,4	440,4	434,8
Faible revenu	Femmes	24,1	25,5	25,1	24,4	24,3	31,7	34,7	35,2	34,9	35,7
	Hommes	16,6	17,8	17,8	17,5	17,4	25,8	28,5	29,4	30,1	30,9
	Total	20,0	21,4	21,1	20,6	20,5	57,6	63,3	64,5	65,0	66,6
Revenu intermédiaire inférieur	Femmes	16,2	17,4	16,8	16,0	15,4	67,3	72,2	72,2	71,1	73,7
	Hommes	10,1	11,6	10,5	9,1	8,9	84,0	97,3	90,1	79,6	79,5
	Total	12,1	13,5	12,6	11,4	11,1	151,3	169,4	162,3	150,6	153,2
Revenu intermédiaire supérieur	Femmes	13,2	14,8	14,0	12,6	12,0	89,8	99,8	96,4	86,7	82,4
	Hommes	9,6	11,1	10,2	9,4	9,0	81,2	93,2	86,6	80,2	77,3
	Total	11,2	12,8	11,9	10,8	10,4	171,0	193,0	183,0	166,9	159,7
Revenu élevé	Femmes	10,4	12,8	11,4	10,0	9,5	30,9	38,0	34,2	30,3	28,9
	Hommes	7,8	9,9	8,9	7,6	7,2	28,2	35,9	32,3	27,6	26,4
	Total	8,9	11,2	10,1	8,7	8,2	59,1	73,9	66,6	57,9	55,3

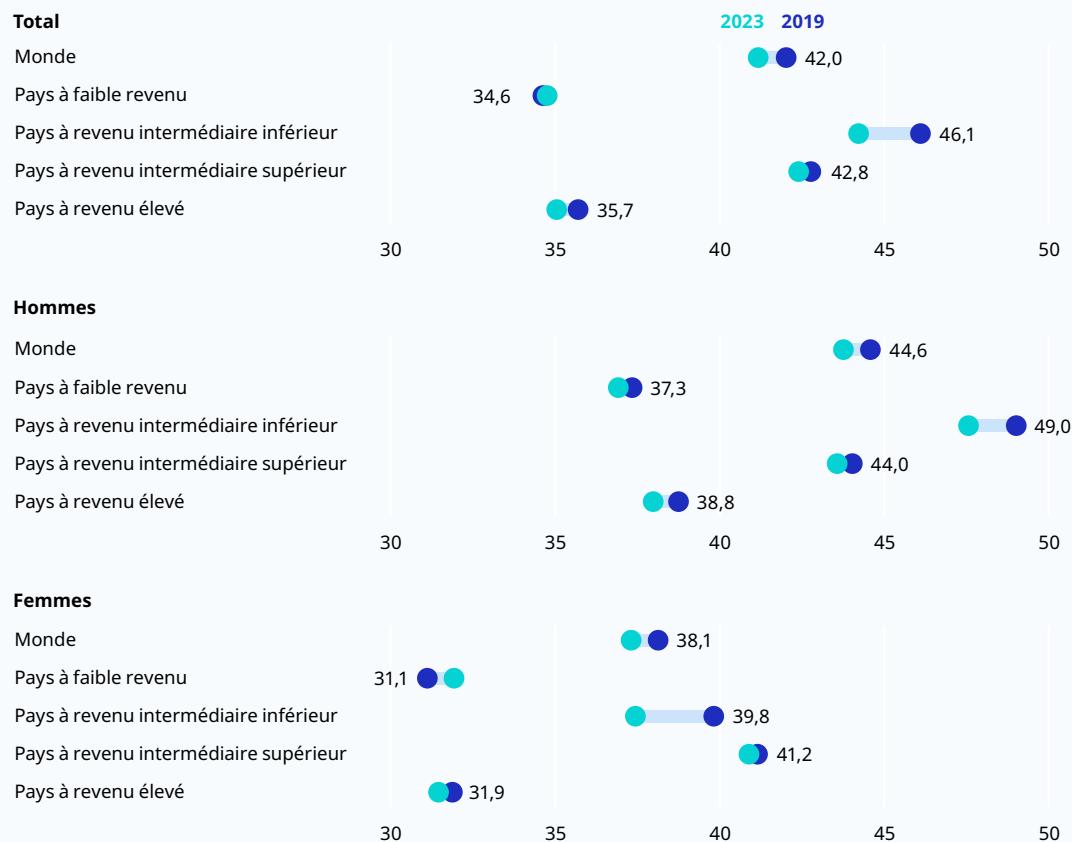
Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► **Figure 1.6. Croissance de l'emploi, 2019-2023, par sexe et par groupe de revenus (pourcentages)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► **Figure 1.7. Moyenne des heures effectivement travaillées par semaine par personne employée, 2019 et 2023, par groupe de revenus et par sexe**



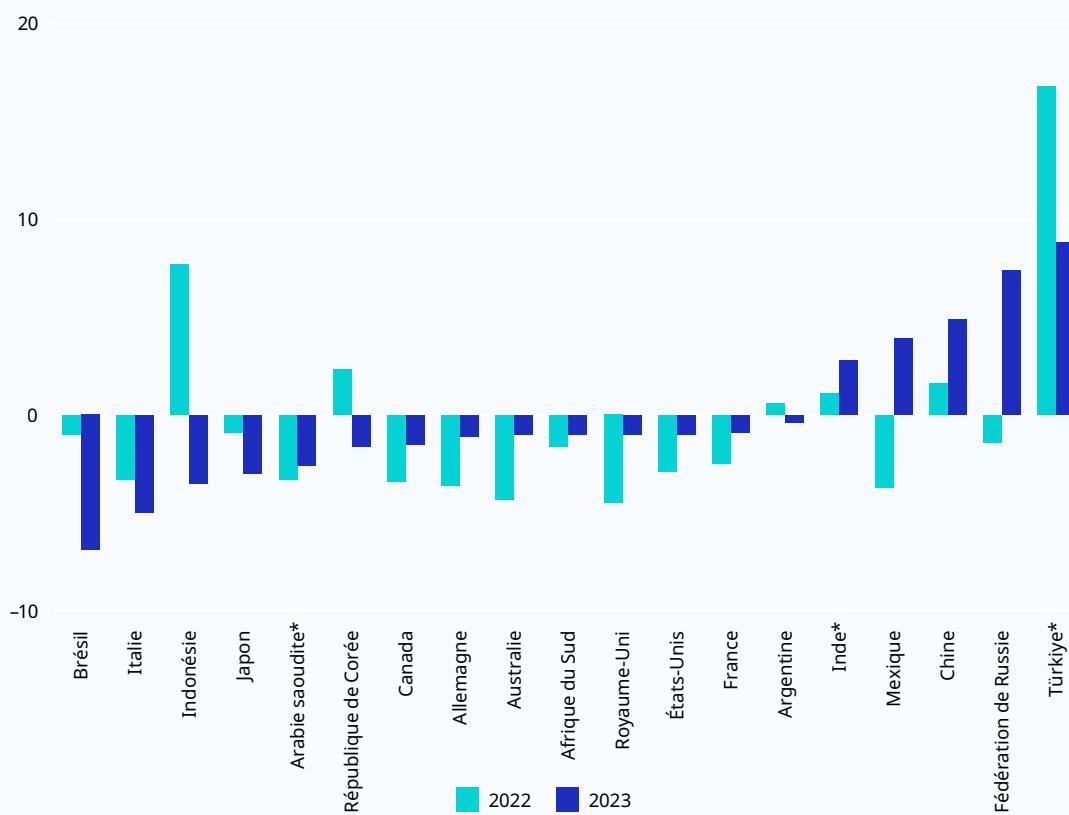
Note: Cet indicateur est basé sur la définition de la 13^e Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST). De plus amples informations sont disponibles dans la description de la base de données des estimations modélisées du BIT (ILOEST) (<https://ilo.org/fr/resources/concepts-and-definitions/ilo-modelled-estimates/>).

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

été supérieure ou égale à celle de l'emploi masculin dans tous les groupes de revenus. Malgré un ralentissement de la croissance de l'emploi, notamment dans les pays à revenu élevé, les déséquilibres du marché du travail et des compétences ont persisté dans plusieurs pays et secteurs (voir chapitre 3).

Toutefois, le nombre moyen d'heures travaillées ne s'est pas encore totalement rétabli de la pandémie. Dans un contexte de croissance positive de l'emploi, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine et par personne

employée a atteint environ 42 au niveau mondial (figure 1.7). S'il se rapproche des niveaux de 2019 dans certains cas (pays à revenu intermédiaire supérieur et à faible revenu), le nombre moyen d'heures travaillées reste constamment inférieur aux niveaux antérieurs à la pandémie, ce qui peut avoir un effet négatif sur l'offre globale de main-d'œuvre (voir chapitre 3). C'est particulièrement le cas dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Les tendances récentes du nombre moyen d'heures travaillées sont globalement régulières entre hommes et femmes.

► **Figure 1.8. Croissance annuelle des salaires réels en 2023 (pourcentages)**

Note: Pour 2023, les données correspondent à la croissance des salaires réels au premier ou au deuxième trimestre par rapport au même trimestre de 2022. Les données pour 2022 correspondent à la croissance des salaires réels sur l'ensemble de l'année par rapport à 2021.

* Les données pour l'Arabie saoudite, l'Inde et la Turquie correspondent aux évolutions entre 2022 et 2021 (plutôt qu'entre 2023 et 2022) et entre 2021 et 2020 (plutôt qu'entre 2022 et 2021).

Source: ILO Global Wage Database, la base de données mondiale du BIT sur les salaires.

Malgré un faible taux de chômage et une croissance positive de l'emploi, les salaires réels ont baissé dans les pays pour lesquels des données sont disponibles. La grande majorité des pays du G20 pour lesquels des données sur les salaires sont disponibles ont vu les salaires réels baisser en 2023, ce qui signifie que les augmentations salariales n'ont pas pu suivre le rythme de l'inflation (figure 1.8). Seuls la Chine, la Fédération de Russie et le Mexique ont enregistré une croissance positive des salaires réels en 2023.

C'est en Chine et en Fédération de Russie, où la croissance de la productivité du travail était l'une des plus élevées des pays du G20 en 2023, que la progression des salaires a été la plus forte. La croissance des salaires réels en Inde et en Turquie a également été positive, mais les données disponibles portent sur 2022 par rapport à 2021. Les autres pays du G20 ont enregistré une baisse des salaires réels, particulièrement prononcée au Brésil (6,9 pour cent), en Italie (5 pour cent) et en Indonésie (3,5 pour cent).

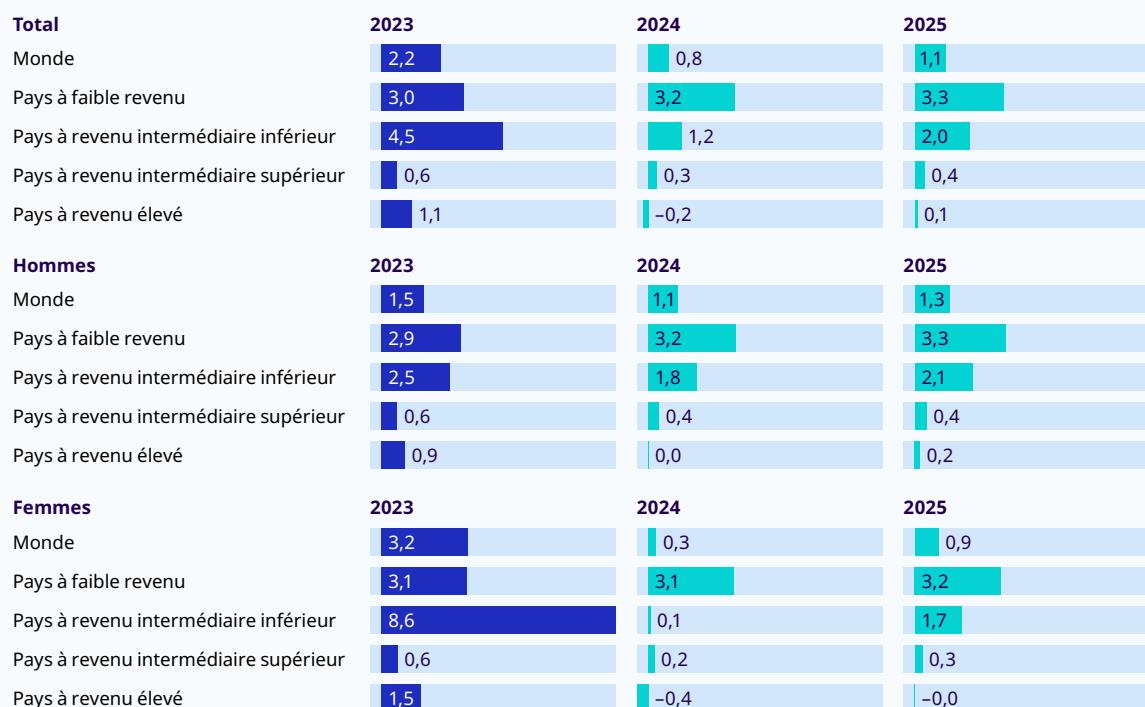
► À l'avenir, la création d'emplois risque de se détériorer davantage

Le ralentissement économique devrait finalement rattraper la création d'emplois en 2024. La résilience du marché du travail en 2023 peut en partie s'expliquer par le fait que l'emploi est généralement un indicateur retardé, de sorte que les faiblesses dans la création d'emplois se manifestent souvent quelque temps après le ralentissement de la croissance économique. Ainsi, au niveau mondial, la croissance de l'emploi devrait rester positive en 2024, mais à des taux de seulement 0,8 pour cent en 2024 et 1,1 pour cent en 2025 (moins de la moitié de la croissance enregistrée en 2023) (figure 1.9). La situation est particulièrement préoccupante dans les pays à revenu élevé, où la croissance de l'emploi devrait être négative en 2024 et ne s'améliorer que légèrement en 2025. De même, peu de gains d'emplois sont attendus dans les pays à revenu intermédiaire supérieur au cours des deux prochaines années. En revanche, ils resteront solides dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur. Contrairement à ce qui s'est passé en 2023, lorsque la croissance de l'emploi des femmes a dépassé celle des hommes, celle-ci devrait être inférieure à celle des hommes en 2024.

Malgré de modestes augmentations en 2023, les taux d'activité devraient diminuer dans les années à venir. Les récentes hausses ont probablement été soutenues par un marché de l'emploi plus fort que prévu. Toutefois, les taux d'activité devraient s'affaiblir en 2024 et 2025 dans tous les groupes de revenus (à l'exception des pays à faible revenu, où ils devraient rester stables en 2024 avant de diminuer l'année suivante) et pour les hommes comme pour les femmes (tableau 1.2). La baisse attendue des taux d'activité est plus prononcée chez les femmes, qui devraient perdre 0,7 point de pourcentage au niveau mondial entre 2023 et 2025, contre 0,1 point de pourcentage chez les hommes.

Le chômage devrait augmenter légèrement. Selon les projections, les taux de chômage devraient rester globalement stables au cours des deux prochaines années (tableau 1.3). Compte tenu de la baisse des taux d'activité et du ralentissement de la croissance de l'emploi, le taux de chômage mondial devrait rester proche des niveaux actuels, passant de 5,1 pour cent en 2023 à 5,2 pour cent en 2024 et restant inchangé en 2025. Cette hausse est principalement

► **Figure 1.9. Croissance de l'emploi, 2023-2025, par sexe et par groupe de revenus (pourcentages)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► Tableau 1.2. Taux d'activité par groupe de revenus, 2019-2025

Groupe de revenus	Sexe	Années						
		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Monde	Femmes	48,0	46,8	47,6	47,9	48,7	48,2	48,0
	Hommes	73,0	71,7	72,2	72,9	73,0	72,9	72,9
	Total	60,5	59,2	59,8	60,3	60,8	60,5	60,4
Faible revenu	Femmes	56,2	55,4	55,6	55,2	55,2	55,1	55,0
	Hommes	74,4	73,6	73,7	74,4	74,3	74,2	74,2
	Total	65,2	64,4	64,6	64,7	64,6	64,6	64,5
Revenu intermédiaire inférieur	Femmes	34,9	34,1	34,8	35,4	37,7	37,0	37,0
	Hommes	73,9	72,8	73,2	74,2	74,9	74,8	75,0
	Total	54,6	53,6	54,1	54,9	56,4	56,1	56,2
Revenu intermédiaire supérieur	Femmes	56,4	54,6	55,8	55,9	55,7	55,4	55,1
	Hommes	74,2	72,3	73,1	73,5	73,3	73,0	72,7
	Total	65,2	63,3	64,4	64,7	64,4	64,1	63,8
Revenu élevé	Femmes	53,7	53,0	53,4	54,0	54,3	54,0	53,9
	Hommes	68,5	67,5	67,6	68,0	68,1	68,0	67,9
	Total	61,0	60,2	60,4	60,9	61,2	60,9	60,8

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► Tableau 1.3. Chômage et taux de chômage, 2019-2025, par sexe, dans le monde et par groupe de revenus

Groupe de revenus	Sexe	Taux de chômage (pourcentages)							Chômage (millions)						
		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Monde	Femmes	5,7	6,6	6,2	5,5	5,3	5,3	5,3	78,5	90,0	87,0	79,2	77,9	78,5	79,4
	Hommes	5,5	6,6	6,0	5,1	5,0	5,1	5,0	115,9	137,3	126,4	110,6	110,7	112,3	113,3
	Total	5,6	6,6	6,1	5,3	5,1	5,2	5,2	194,3	227,3	213,4	189,7	188,6	190,8	192,7
Faible revenu	Femmes	5,4	6,1	6,3	5,7	5,7	5,7	5,6	5,7	6,6	7,0	6,5	6,7	6,9	7,0
	Hommes	5,1	6,0	6,0	5,6	5,7	5,7	5,6	7,0	8,3	8,7	8,4	8,9	9,2	9,3
	Total	5,2	6,0	6,1	5,6	5,7	5,7	5,6	12,7	15,0	15,7	14,9	15,6	16,1	16,3
Revenu intermédiaire inférieur	Femmes	6,1	6,8	6,6	5,8	5,4	5,4	5,4	22,5	25,2	25,2	22,7	23	22,9	23,5
	Hommes	5,7	6,9	6,1	4,7	4,7	4,7	4,7	45,6	54,8	49,5	39,8	40,7	41,4	42,1
	Total	5,8	6,9	6,2	5,1	5,0	4,9	4,9	68,2	80,0	74,7	62,5	63,7	64,4	65,5
Revenu intermédiaire supérieur	Femmes	5,7	6,4	6,1	5,7	5,4	5,4	5,4	36,1	39,0	38,4	36,1	34,5	34,5	34,5
	Hommes	5,8	6,6	6,1	5,7	5,5	5,5	5,5	47,2	52,6	49,3	47,2	45,7	45,8	45,8
	Total	5,8	6,5	6,1	5,7	5,5	5,5	5,5	83,3	91,6	87,7	83,3	80,2	80,3	80,4
Revenu élevé	Femmes	5,0	6,9	5,9	4,8	4,7	4,9	5,0	14,2	19,2	16,5	13,8	13,7	14,1	14,4
	Hommes	4,5	6,2	5,4	4,3	4,3	4,5	4,5	16,0	21,6	18,9	15,2	15,4	15,9	16,1
	Total	4,8	6,5	5,6	4,5	4,5	4,7	4,7	30,1	40,8	35,4	29,0	29,0	30,0	30,5

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

due à l'augmentation des taux de chômage attendue dans les pays à revenu élevé (de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2023, pour atteindre 4,7 pour cent en 2024).

La légère hausse du chômage devrait surtout toucher les hommes. Le taux de chômage des femmes devrait rester stable et s'établir à 5,3 pour cent tout au long de la période de prévision, tandis que celui des hommes devrait augmenter légèrement en 2024 (de 0,1 point de pourcentage), puis diminuer dans les mêmes proportions en 2025.

Le chômage mondial devrait augmenter d'environ 2 millions en 2024. La légère augmentation du taux de chômage se traduira par une augmentation du chômage mondial de 2 millions en 2024, passant de 188,6 millions de chômeurs en 2023 à 190,8 millions. Les perspectives relatives au chômage en 2024 sont globalement homogènes entre les groupes de revenus, avec une hausse attendue dans chaque groupe. C'est dans les pays à revenu élevé que l'augmentation devrait être la plus forte (1 million au total).

► Les déficits persistants de travail décent sapent les progrès à long terme

Les déficits de travail décent persistent, avec une forte hétérogénéité entre les régions et les groupes. La baisse des taux de chômage masque un manque important de possibilités d'emploi décent. Comme le montre le tableau 1.1, le déficit d'emplois s'élève à près de 435 millions au niveau mondial en 2023, soit un taux d'incidence du déficit d'emplois de 11,1 pour cent. En outre, de nombreuses personnes en emploi sont confrontées à plusieurs obstacles au travail décent, notamment la baisse des salaires réels, les niveaux élevés d'emploi informel et la détérioration des conditions de travail. Dans d'autres cas, des obstacles à la participation au marché du travail persistent, notamment pour les femmes et les jeunes, qui continuent également d'être confrontés à des niveaux de chômage plus élevés. Ensemble, ces facteurs sapent les progrès à long terme vers l'amélioration du travail décent et de la justice sociale.

Les écarts entre les taux d'activité des hommes et ceux des femmes persisteront. Au cours de la période de prévision, les taux d'activité des hommes et des femmes devraient diminuer. Étant donné que la baisse chez les femmes devrait être plus prononcée que chez les hommes, l'écart entre les taux d'activité des hommes et ceux des femmes augmentera légèrement. En 2025, les taux d'activité mondiaux des hommes dépasseront ceux des femmes de 25 points de pourcentage (l'écart sera nettement plus élevé, 38 points de pourcentage, dans les pays à revenu intermédiaire inférieur) (figure 1.10). Il existe également d'importantes différences régionales, comme l'explique le chapitre 2.

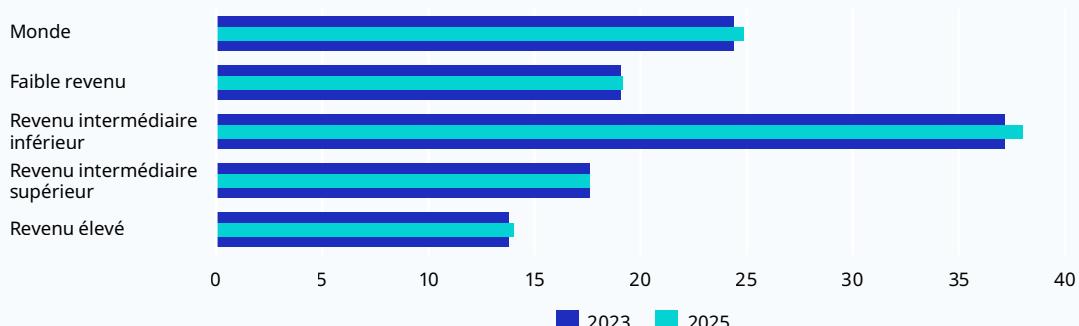
Les taux de chômage des jeunes sont près de 3,5 fois plus élevés que ceux des adultes. Au niveau mondial, le

taux de chômage des jeunes en 2023, qui s'établit à 13,3 pour cent, a largement dépassé celui des adultes, 3,9 pour cent (figure 1.11). La tendance générale au chômage plus élevé des jeunes se vérifie dans tous les groupes de revenus. Les pays à revenu intermédiaire supérieur ont enregistré le taux le plus élevé, soit 15,5 pour cent, en 2023.

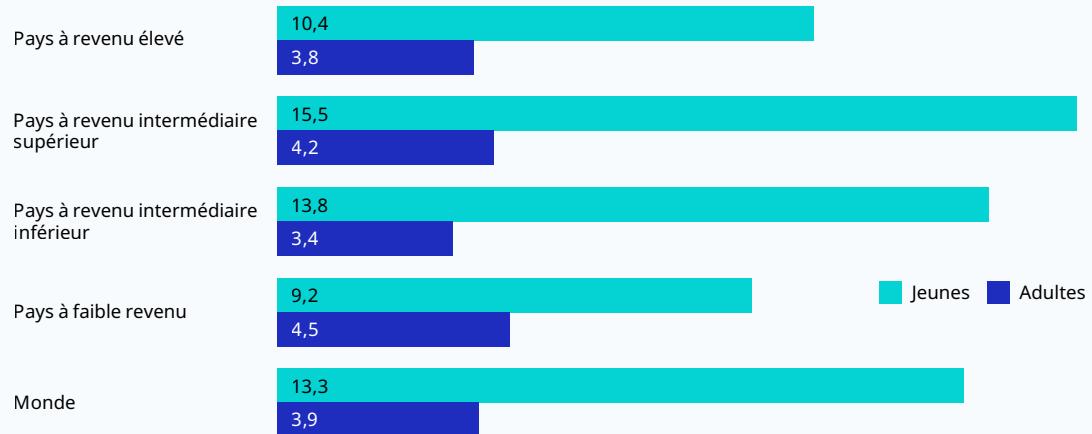
L'emploi informel recommence à diminuer, mais il demeure élevé. Depuis la crise financière mondiale, l'emploi informel avait tendance à reculer, tant pour les hommes que pour les femmes (figure 1.12). Après le début de la pandémie, il a enregistré une légère hausse, mais il devrait recommencer à diminuer en 2024. Toutefois, à mesure que la population active augmente, le nombre de travailleurs informels continue de croître. Depuis 2019, il a augmenté de plus de 120 millions, portant le total à plus de 2 milliards en 2023, soit son niveau le plus élevé depuis deux décennies. Cette ampleur du travail informel suscite des inquiétudes quant à la qualité générale des emplois, puisque beaucoup de ces travailleurs ne bénéficient pas d'une protection sociale et juridique correcte.

Près de 241 millions de travailleurs vivaient dans l'extrême pauvreté en 2023. Entre 2020 et 2021, la proportion et le nombre de travailleurs extrêmement pauvres (gagnant moins de 2,15 dollars É.-U. par jour et par personne en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA)) ont diminué (tableau 1.4). Ce résultat s'explique en grande partie par un recul important de la pauvreté au travail dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Toutefois, bien que la fréquence globale de la pauvreté extrême au travail soit restée relativement stable en 2023, voire ait diminué avec

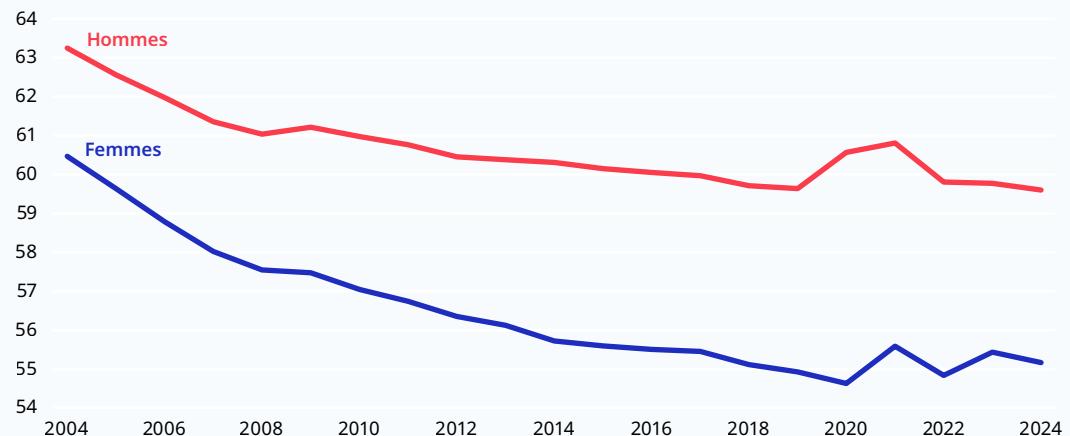
► **Figure 1.10. Écart entre les taux d'activité des hommes et ceux des femmes, 2023 et 2025 (points de pourcentage)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► **Figure 1.11. Taux de chômage des jeunes et des adultes (pourcentages)**

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► **Figure 1.12. Part de l'emploi informel dans l'emploi total, 2004-2024 (pourcentages)**

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

la croissance de l'emploi, le nombre de travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté d'environ 1 million dans le monde. Une tendance similaire se dessine pour la pauvreté modérée au travail, c'est-à-dire pour ceux qui gagnent moins de 3,65 dollars É.-U. par jour et par personne en termes de PPA. Le nombre de travailleurs modérément pauvres a augmenté de près de 8,4 millions en 2023. Il n'a diminué que dans les pays à revenu intermédiaire supérieur.

Remédier aux déséquilibres du marché du travail et des compétences pourrait aider à relever les défis à court

terme en matière d'emploi et à résoudre les problèmes structurels sous-jacents. Malgré un certain relâchement des pressions sur le marché du travail, les offres d'emploi ayant chuté après avoir atteint des niveaux record, notamment dans les pays à revenu élevé, les déséquilibres du marché du travail et des compétences persistent dans de nombreuses régions et de nombreux secteurs. Cela semble indiquer que ce problème est de plus en plus de nature structurelle, car la croissance de la main-d'œuvre mondiale ralentit et les taux d'activité des groupes sous-représentés restent faibles.

► **Tableau 1.4. Pauvreté au travail, 2020-2023, dans le monde et par groupe de revenus**

Groupe de revenus	Pauvreté au travail	Taux (pourcentages)				Nombre (millions)			
		2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023
Monde	Extrême	7,7	7,3	7,1	6,9	248,0	241,6	240,1	241,1
	Modérée	12,5	12,1	12,2	12,2	402,7	401,4	414,9	423,4
Pays à faible revenu	Extrême	38,9	38,5	38,7	39,0	90,5	92,7	96,7	100,6
	Modérée	26,6	26,4	26,5	26,7	61,9	63,5	66,3	68,9
Pays à revenu intermédiaire inférieur	Extrême	12,8	11,8	10,9	10,2	139,3	132,0	127,3	124,7
	Modérée	26,1	25,6	25,2	24,7	283,7	287,6	294,8	302,1
Pays à revenu intermédiaire supérieur	Extrême	1,4	1,2	1,2	1,1	17,9	16,7	15,9	15,6
	Modérée	4,3	3,7	3,9	3,8	56,9	50,0	53,6	52,0

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

La persistance des déséquilibres sur le marché du travail montre également combien celui-ci a nettement évolué. Puisque l'inflation a augmenté au cours des années 2021 et 2022 pour atteindre des niveaux inégalés depuis quarante ans, des parallèles ont été établis avec les années 1970: dans les deux cas, des événements géopolitiques ont eu un impact sur le prix des matières premières, en particulier celui du pétrole, et ont donc eu des répercussions sur les économies des pays avancés comme des pays en développement. Toutefois, il existe des différences frappantes (Allen et Ainsworth-Grace, 2023). En 2023, le monde est parvenu à éviter une récession, même dans un contexte d'inflation élevée, ce qui tranche nettement avec les conditions de récession qui ont accompagné l'inflation au cours des années 1970. Ce contraste traduit la relative rapidité avec laquelle les banques centrales ont réagi à l'inflation, ainsi que les différences structurelles entre le marché du travail d'aujourd'hui et celui des années 1970 (encadré 1.3).

L'action politique sera probablement limitée par l'environnement macroéconomique. La longue période d'expansion des années 2010, marquée par des taux d'intérêt très bas, a permis aux économies avancées et émergentes d'accroître leur capacité d'emprunt. La dette souveraine a atteint des niveaux inégalés depuis la période postérieure à 1945. Plusieurs pays, dont certaines économies avancées, ont vu la notation de leur dette baisser en conséquence, ce qui a augmenté les coûts d'emprunt pour les débiteurs publics et privés. Dans le même temps, peu de pays semblent avoir pris des mesures de précaution pour bloquer les taux d'intérêt à un niveau bas, de sorte qu'ils sont aujourd'hui confrontés à une augmentation rapide des coûts financiers dans leurs budgets publics, dont la capacité à fournir une aide ciblée est ainsi limitée. Les pays en

développement très endettés risquent tout particulièrement de se retrouver rapidement en situation de détresse financière à mesure que les conditions se resserrent, ce qui aurait des répercussions importantes sur la situation de leur marché du travail, la croissance des salaires et l'emploi.

La dégradation des conditions financières risque de nuire aux marchés du travail comme aux finances publiques. Tout d'abord, la hausse du chômage ne fera qu'éroder davantage les recettes et mettre en péril des positions budgétaires déjà fragiles. Ensuite, avec l'augmentation du chômage, la marge de manœuvre budgétaire sera limitée pour mettre en place des mesures indispensables au maintien des travailleurs sur le marché du travail et visant à soutenir l'amélioration des compétences et la requalification, deux éléments essentiels pour encourager une reprise économique plus rapide. Pourtant, les dépenses de cette nature devraient être considérées comme un investissement et elles contribuent à soutenir une reprise plus inclusive ainsi qu'à résoudre les problèmes structurels qui entravent la croissance de la productivité à long terme et l'amélioration des niveaux de vie. De fait, les investissements dans des programmes de compétences et de formation bien ciblés et dans d'autres mesures connexes ont des coûts d'opportunité moindres en période de ralentissement.

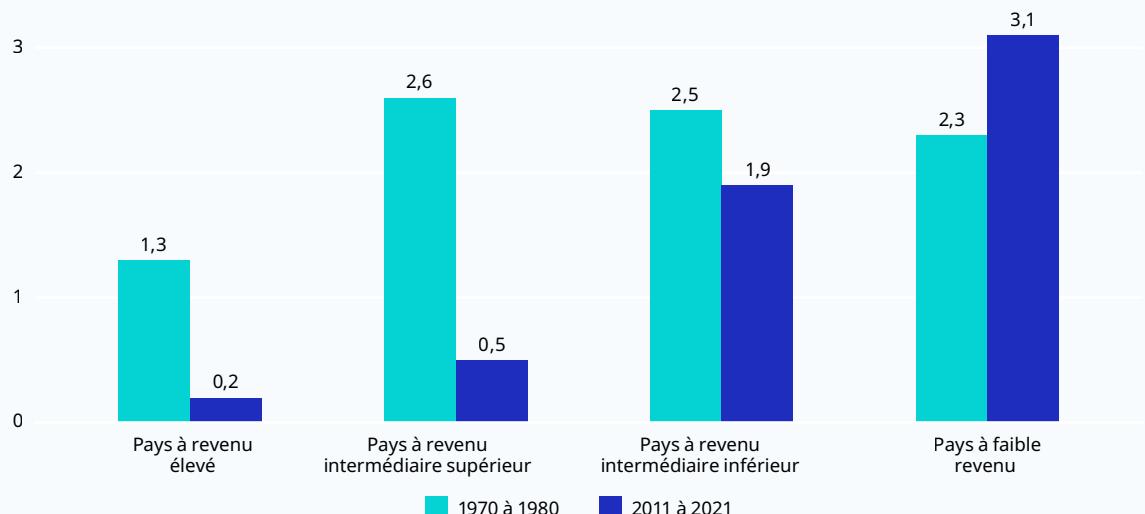
La suite de ce rapport examine plus en détail ces déficits de travail décent. Le chapitre 2 analyse l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en 2023 ainsi que les perspectives d'avenir. Il étudie les déficits de travail décent dans chaque région (selon la classification régionale établie par l'OIT) et met en évidence des domaines clés méritant une attention particulière. Le chapitre 3 examine plus en détail les déséquilibres du marché du travail.

► **Encadré 1.3. Explosion de la natalité versus effondrement de la natalité: l'impact de l'inflation sur le marché du travail dans les années 2020 par rapport aux années 1970**

L'une des raisons pour lesquelles l'impact de l'inflation sur le marché du travail est aujourd'hui modéré par rapport aux années 1970 est que l'économie est moins énergivore qu'il y a cinquante ans. La hausse des prix du pétrole n'a pas remis en cause la production industrielle et l'emploi qui en découle dans la même mesure. Les récents chocs d'approvisionnement ont été moins importants et plus temporaires que dans les années 1970, et la période inflationniste a été plutôt stimulée par le choc de demande positif qui a suivi la pandémie (De Grauwe et Ji, 2023). Une autre différence essentielle est la rapidité de réaction et l'ampleur des politiques monétaires. Dans les années 1970, les banques centrales ne considéraient pas la politique monétaire comme l'outil le plus approprié pour faire face au choc structurel provoqué par l'embargo pétrolier déclenché en 1973. Les réactions des décideurs politiques au cours des années 1970 ont été jugées «trop faibles et trop tardives» (Allen et Ainsworth-Grace, 2023). En revanche, entre le printemps-été 2022 et l'automne 2023, les banques centrales ont lancé un cycle de hausses agressives des taux d'intérêt: la Réserve fédérale et la Banque centrale européenne ont augmenté leurs taux de 525 et 450 points de base respectivement. La récente période d'inflation élevée a été précédée d'une période prolongée de faible inflation, qui a contribué à fixer les anticipations en matière d'inflation à des niveaux relativement bas. Ainsi, les politiques monétaires désinflationnistes imposées par les banques centrales ont permis de réduire l'inflation plus rapidement que durant les années 1970 et sans qu'elle entraîne une poussée du chômage (De Grauwe et Ji, 2023).

Il existe également une différence marquée dans les structures de la population en âge de travailler. En 1970, 36 pour cent de la population des pays à revenu élevé avaient moins de 19 ans et, au cours de la décennie, les plus grandes cohortes de la génération du baby-boom ont atteint l'âge de travailler et sont entrées en grand nombre dans la population active. Entre 1970 et 1980, la population âgée de 20 à 64 ans a augmenté de 1,3 pour cent par an dans les pays à revenu élevé (figure 1.13). Cette offre de main-d'œuvre abondante a probablement aggravé l'impact de l'inflation sur le chômage au cours des années 1970. En revanche, en 2021, la population était beaucoup plus âgée en moyenne et de nombreux membres de la génération du baby-boom (âgés de 57 à 75 ans en 2021) avaient commencé à quitter le marché du travail. Au cours de la décennie précédant la récente période inflationniste (2011-2021), la population âgée de 20 à 64 ans n'a augmenté que de 0,2 pour cent par an dans les pays à revenu élevé. Par conséquent, face aux pressions inflationnistes et à la hausse des taux d'intérêt, la croissance de l'emploi n'a fait que ralentir en 2023 et les pénuries de main-d'œuvre ont persisté dans un certain nombre de pays et de secteurs (voir chapitre 3).

► **Figure 1.13. Croissance de la population âgée de 20 à 64 ans, par période et par groupe de revenus (pourcentages annuels composés)**



Note: Les groupes de revenus correspondent à la catégorisation de la Banque mondiale.

Source: Calculs à partir des estimations de la Division de la population des Nations Unies, World Population Prospects 2022 (<https://population.un.org/dataportal/>).

Références

- ▶ Allen, Henry, et Cassidy Ainsworth-Grace. 2023. *Stagflation in the 1970s: Is History Repeating Itself in the 2020s?* Deutsche Bank Research.
- ▶ De Grauwe, Paul, et Yuemei Ji. 2023. «Inflation Then (1979-85) and Now (2020-23): Why It Is Easier to Fight Inflation Today». Centre for Economic Policy Research, 28 novembre 2023. <https://cepr.org/voxeu/columns/inflation-then-1979-85-and-now-2020-23-why-it-easier-fight-inflation-today>.
- ▶ FMI (Fonds monétaire international). 2022. *Perspectives de l'économie mondiale – Riposter à la crise du coût de la vie.* <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022>.
- ▶ —. 2023. *Perspectives de l'économie mondiale – Des trajectoires divergentes.* <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2023/10/10/world-economic-outlook-october-2023>.
- ▶ OIT. 2024. «ILO Modelled Estimates: Methodological Overview», janvier 2023. <https://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/TEM.pdf>.
- ▶ Qiu, Han, Hyun Song Shin et Leanne Si Ying Zhang. 2023. «Mapping the Realignment of Global Value Chains», BIS Bulletin No. 78, 3 octobre 2023. <https://www.bis.org/publ/bisbull78.htm>.

2

Tendances de l'emploi et des questions sociales par région

► Vue d'ensemble

Les principaux indicateurs du marché du travail montrent une amélioration dans la plupart des régions, avec une légère détérioration attendue en 2024 et un fort risque de baisse. L'emploi augmente dans toutes les régions, bien qu'il soit souvent soutenu par la croissance de la population en âge de travailler. Les ratios emploi-population se rapprochent des niveaux antérieurs à la pandémie (2019) dans la plupart des régions, sauf dans certaines sous-régions, comme les États arabes non-membres du CCG (Conseil de coopération du Golfe), l'Amérique du Nord, l'Asie de l'Est et l'Europe de l'Est, où ils étaient en 2023 encore inférieurs aux niveaux de 2019. Les taux de chômage retrouvent également les niveaux antérieurs à la pandémie, avec des exceptions sous-régionales similaires, notamment les États arabes non-membres du CCG et l'Asie de l'Est, où ils restent supérieurs aux niveaux de 2019. Une hétérogénéité considérable subsiste entre les sous-régions et les différentes dimensions du marché du travail. En 2024, la croissance de l'emploi devrait faiblir en raison de diverses tensions géopolitiques et du resserrement des conditions monétaires mondiales.

Puisque les principaux indicateurs ont retrouvé les niveaux antérieurs à la pandémie de COVID-19 dans de nombreuses régions, l'objectif est de réduire les déficits de longue date en matière de travail décent. Malgré les progrès réalisés pour faire reculer l'emploi informel, plus de huit personnes employées sur dix en Afrique occupaient un emploi informel en 2023, près des deux tiers en Asie et dans le Pacifique, et plus de la moitié en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2023, environ un tiers de la population employée en Afrique subsaharienne vivait dans l'extrême pauvreté (dans des ménages subsistant avec moins de 2,15 dollars É.-U. par jour et par personne en PPA), tandis qu'environ 37 pour cent de la population employée en Asie du Sud et environ 8 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté modérée (3,65 dollars É.-U. par jour et par personne en PPA). Dans de nombreuses régions, les femmes restent nettement désavantagées dans les variables du marché du travail, en particulier dans les États arabes et en Afrique du Nord. Avec l'amélioration des indicateurs principaux tels que l'emploi et le chômage, les pays font le point sur les difficultés préexistantes et élaborent des stratégies visant à faire face aux nouvelles formes de travail et à leurs répercussions sur ces déficits en matière de travail décent.

► Afrique

La croissance du PIB de l'Afrique reste soutenue, bien qu'érodée par les prix du pétrole et des produits de base non pétroliers, qui l'ont ralenti en 2023. La croissance du PIB de l'Afrique est estimée à 3,8 pour cent en 2022, après les bouleversements provoqués par la pandémie en 2020 et 2021. En 2023, elle devrait avoir ralenti à 3,1 pour cent, en raison d'une combinaison de facteurs, notamment les répercussions des tensions géopolitiques mondiales, telles que le conflit en Ukraine et son impact sur les marchés des produits de base. Les perspectives pour l'Afrique sont mitigées. En 2024, la croissance devrait repartir à la hausse pour atteindre 3,8 pour cent, soutenue en partie par l'augmentation des prix des produits de base qui profite aux pays exportateurs de la région. Toutefois, les pressions inflationnistes, les fluctuations continues des prix des produits de base et les tensions au Moyen-Orient constituent des risques de baisse.

Les problèmes structurels à long terme continuent de peser sur le potentiel économique de la région, notamment la pauvreté endémique des travailleurs, les déplacements importants de population et les effets du changement climatique. La marge de manœuvre budgétaire limitée réduit la capacité des pays africains à répondre aux chocs exogènes (FMI, 2023a). L'une des sources de préoccupation tient à leur capacité à faire preuve de résilience et à se reconstruire après les événements induits par le changement climatique, tels que les sécheresses prolongées, les mauvaises récoltes et les tempêtes, qui peuvent perturber des moteurs économiques clés comme l'activité minière et la production agricole. Le fait que la croissance actuelle du PIB ne s'accompagne pas d'une augmentation des revenus par habitant, qui progressent trop lentement pour réduire l'extrême pauvreté et la pauvreté au travail, est tout aussi préoccupant. Rien qu'en Afrique subsaharienne 145 millions de personnes étaient en situation d'extrême pauvreté (sous le seuil de 2,15 dollars É.-U. par jour, en PPA) en 2023, soit un tiers de la population active. Les revenus par habitant devraient augmenter de moins de 1 pour cent en 2023-2024, et 40 pour cent de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans des pays (dont les trois plus grandes économies) où les revenus par habitant seront plus faibles en 2024 qu'au début de la pandémie (Banque mondiale, 2023a). Plusieurs pays africains font également face à des risques sécuritaires permanents qui pourraient freiner la croissance et entraîner des retombées négatives dans les pays voisins. Par exemple, les cinq pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie) sont confrontés à des conflits actifs ou à des problèmes de sécurité. Ces conflits ont un impact sur les moyens de subsistance, et les fonds publics se détournent des investissements favorisant la croissance (Banque mondiale, 2022; BAfD, 2023a).

Tendances du marché du travail en Afrique du Nord

La croissance de cette sous-région a été sapée par une série de chocs exogènes, notamment des sécheresses, des inondations et des tremblements de terre. Le PIB de l'Afrique du Nord a augmenté de 2,7 pour cent en 2023, contre 3,7 pour cent en 2022. La croissance devrait rebondir à 3,5 pour cent en 2024 et à 4,4 pour cent en 2025. Elle varie cependant d'un pays à l'autre. Les conflits en cours continuent de peser sur la croissance de la Libye, tout comme les récentes inondations, tandis que la sécheresse et les séismes ont eu des effets négatifs sur la croissance du Maroc (BAfD, 2023b; Henson et Masters, 2023). Dans le même temps, la reprise du tourisme et du commerce a profité à d'autres pays de la région, notamment l'Égypte et la Tunisie (BAfD, 2023b).

L'Afrique du Nord affiche toujours un taux d'activité bas, en raison de la faible participation des femmes au marché du travail. Le taux d'activité en Afrique du Nord, d'environ 45 pour cent en 2023, est l'avant-dernier de toutes les sous-régions du monde, avant les États arabes non-membres du CCG (tableau 2.1). Le taux d'activité des femmes (20 pour cent) était inférieur de 49 points de pourcentage à celui des hommes (69 pour cent) en 2023. Cela se répercute sur le ratio emploi-population, qui est également faible (40 pour cent en 2023), là encore sous l'effet de ratios exceptionnellement bas parmi les femmes (16 pour cent contre 63 pour cent pour les hommes). Cette dimension de genre est également visible dans la proportion de jeunes (15-24 ans) sans emploi et qui ne suivent ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET»): la part de NEET des jeunes femmes est de 38,4 pour cent, contre 17 pour cent pour les jeunes hommes.

La création d'emplois a continué à se redresser depuis le début de la pandémie de COVID-19 en 2020. Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine et par personne employée reste relativement élevé par rapport aux normes mondiales: quarante-quatre heures en 2023. Malgré cela, la moyenne vient à peine de retrouver les niveaux antérieurs à la pandémie de 2019 et la moyenne à long terme sur la période 2010-2019. La croissance récente de l'emploi a probablement été alimentée par la reprise du secteur des services, notamment les emplois dans le tourisme et le commerce, qui ont le potentiel d'augmenter encore (OIT, 2022a).

► **Tableau 2.1. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Afrique, 2010-2025**

Région/sous-région	Nombre moyen d'heures travaillées par semaine par personne employée						Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois équivalents plein temps (ETP = 48 heures/semaine) (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024		2010	2019	2022	2023	2024	
Afrique	38,8	39,0	39,1	39,0	39,0		296	372	406	418	430	
Afrique du Nord	44,7	44,0	44,0	44,0	44,0		56	60	64	65	66	
Afrique subsaharienne	37,6	38,2	38,3	38,2	38,2		241	312	342	353	363	
	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Afrique	59,5	58,2	58,4	58,6	58,7	58,8	367	458	498	514	529	545
Afrique du Nord	42,8	39,1	39,7	39,6	39,6	39,8	60	65	70	71	72	74
Afrique subsaharienne	64,5	63,3	63,2	63,5	63,5	63,5	307	393	429	443	457	471
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Afrique	6,7	6,8	6,7	6,6	6,6	6,5	26,2	33,2	35,8	36,4	37,1	37,7
Afrique du Nord	10,5	11,4	10,9	11,3	11,3	10,9	7,0	8,3	8,5	9,0	9,2	9,1
Afrique subsaharienne	5,9	5,9	6,0	5,8	5,8	5,7	19,1	24,8	27,2	27,4	27,9	28,6
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Afrique	63,8	62,4	62,6	62,8	62,8	62,8	393	491	534	550	566	583
Afrique du Nord	47,8	44,1	44,6	44,6	44,6	44,7	67	73	78	80	81	83
Afrique subsaharienne	68,5	67,3	67,2	67,4	67,4	67,4	326	417	456	471	485	500

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

Tendances du marché du travail en Afrique subsaharienne

La croissance du PIB devrait avoir ralenti pour la seconde année consécutive en 2023, mais un rebond est attendu en 2024. Plusieurs facteurs ont contribué au ralentissement de l'expansion économique dans la sous-région, notamment l'inflation persistante, les retombées mondiales des tensions géopolitiques (dont la perturbation de la chaîne d'approvisionnement), la baisse globale de la confiance des consommateurs et les mauvaises performances économiques de plusieurs grandes économies de la sous-région (FMI, 2023a). Néanmoins, les exportateurs de pétrole ont enregistré une forte croissance sur fond de hausse importante des cours du pétrole (*ibid.*). Cette flambée des prix continuera probablement à stimuler la croissance de la sous-région en 2024, contribuant et se combinant à la forte croissance de plus de 5 pour cent dans

la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, compensant les coûts plus élevés pour les importateurs de pétrole dans la sous-région (BAFD, 2023a).

La population active de l'Afrique subsaharienne continue d'être tirée par la croissance démographique. Sa taille a augmenté de 3,3 pour cent en 2023, soit 53 millions de personnes en âge de travailler en plus dans la population active en 2023 par rapport à 2019. Le taux d'activité s'est maintenu aux alentours de 67 pour cent, à peu près au même niveau qu'avant la pandémie en 2019, bien que légèrement inférieur à la moyenne de 68 pour cent entre 2010 et 2019. La population active en Afrique subsaharienne devrait encore augmenter de 14 millions de personnes en 2024.

Le chômage est demeuré légèrement élevé depuis le début de la pandémie, les jeunes étant particulièrement exposés. Le taux de chômage moyen est estimé à 5,8 pour cent en 2023, contre 5,9 pour cent en 2019. Cela représente

un total de 27 millions de personnes. Pour les jeunes, le taux est plus élevé, 8,9 pour cent, ce qui représente 9,4 millions de personnes. Dans un contexte d'augmentation de la population en âge de travailler, les jeunes sont particulièrement exposés au risque de désillusion et de détachement du marché du travail en raison de leur impossibilité d'obtenir un emploi décent et productif dès leur entrée sur le marché du travail. En 2023, on estime qu'environ 62 millions de jeunes n'étaient ni en emploi ni en formation (NEET), soit 25,9 pour cent des jeunes, contre 22,2 pour cent en 2013.

La création d'emplois suit le rythme de croissance de la population active, mais ne s'accompagne pas nécessairement d'une amélioration de la qualité des emplois. Le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 3,4 pour cent en 2023, contre 2,8 pour cent en 2019. La croissance des emplois suit le rythme de l'augmentation de la population active. Le nombre moyen d'heures travaillées par personne employée est également identique aux niveaux antérieurs à la pandémie: 38,2 heures par semaine en 2023 comme en 2019. Étant donné que la plupart des pays de la sous-région ont un revenu faible ou intermédiaire, le faible nombre moyen d'heures travaillées indique un probable sous-emploi. Cela montre la nécessité de créer des emplois décents et productifs.

Tous les travailleurs n'occupent pas un emploi décent et productif, puisque les déficits de travail décent sont généralisés dans la sous-région. L'emploi informel représentait 86,5 pour cent de l'emploi total en 2023, soit presque la même proportion que dix ans plus tôt (87,2 pour cent en 2013). En 2023, près de 60 pour cent des travailleurs avaient un emploi, mais vivaient dans des ménages dont le revenu était inférieur au seuil international de pauvreté modérée, c'est-à-dire 3,65 dollars É.-U. par personne et par jour en PPA (contre 63,8 pour cent en 2013). Ces problèmes restent omniprésents, en particulier dans les zones rurales. Parallèlement, en 2022, la population employée était constituée à environ 75,5 pour cent de travailleurs à leur propre compte ou de travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale, des statuts d'emploi qui sont généralement plus précaires, offrent moins de sécurité de l'emploi et apportent moins de revenus réguliers que le plus stable statut de salarié. La part combinée du travail à son compte et du travail familial n'a relativement pas évolué au cours de la dernière décennie, puisqu'elle était de 76,1 pour cent en 2012.

La gouvernance des migrations de main-d'œuvre fondée sur des données en Afrique se heurte à un problème de collecte

L'Afrique compte de nombreuses voies de migration et comprend des pays de destination, de transit et d'origine. Les moteurs et les motifs de migration sont multiples: conflits et sécurité, facteurs liés au changement climatique, regroupement familial, recherche de meilleures perspectives et d'emploi, etc. Souvent, il n'existe pas de facteur déterminant unique, d'où les flux migratoires mixtes. La «migration mixte» s'entend de tous les mouvements transfrontaliers qui reposent sur un éventail de facteurs et de motivations (*Portail sur les données migratoires*, 2022). Parallèlement, la région compte plusieurs communautés économiques régionales (CER)¹. Ces CER présentent différents degrés d'engagement et de mise en œuvre en ce qui concerne la libre circulation des personnes². Avec les migrations irrégulières, la porosité des frontières et le degré élevé d'informalité sur le marché du travail, tous ces facteurs compliquent la mesure et donc la compréhension des migrations régionales, notamment celle de la main-d'œuvre.

Les estimations concernant les travailleurs migrants sont très variables dans la région. L'OIT, l'Union africaine et le Marché commun de l'Afrique orientale et austral (COMESA) ont réalisé des estimations récentes du stock total de travailleurs migrants internationaux dans la région (et les sous-régions). L'OIT l'estime dans la région à 13,7 millions en 2019 (OIT, 2021a), l'Union africaine à 14,5 millions en 2019 (Commission de l'Union africaine *et al.*, 2021) et le COMESA à 5,2 millions dans ses États membres uniquement (COMESA, 2022)³. Ces chiffres concernent les travailleurs migrants en âge de travailler (âgés de 15 ans et plus). Ils sont tous probablement sous-estimés compte tenu de l'ampleur des migrations irrégulières dans la région et des difficultés à saisir cette migration dans les données officielles.

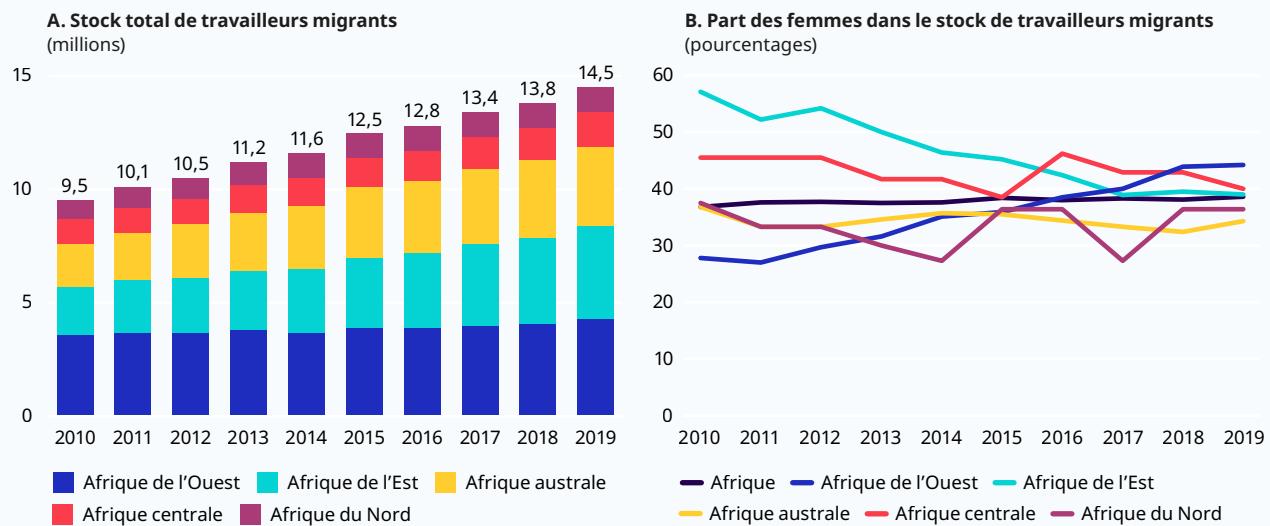
Sur les 14,5 millions de travailleurs migrants en Afrique en 2019, on estime que 4,3 millions se trouvaient en Afrique de l'Ouest, 4,1 millions en Afrique de l'Est et 3,5 millions en Afrique austral (Commission de l'Union africaine *et al.*, 2021) (figure 2.1 A). Les estimations de l'immigration sont plus courantes que celles de l'émigration, car les sources de données sous-jacentes comprennent les enquêtes sur la

1 Il s'agit, entre autres, de la Communauté des États sahéli-sahariens (CEN-SAD), de la Communauté de développement de l'Afrique austral (SADC), du Marché commun de l'Afrique orientale et austral (COMESA), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et d'une partie de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).

2 Par exemple, le Protocole du COMESA sur la libre circulation des personnes, du travail, des services, le droit d'établissement et de séjour a été adopté en 2001 par l'Autorité des chefs d'État du COMESA et est en cours de signature et de ratification. Les États membres du COMESA travaillent toujours à l'assouplissement progressif et à la suppression de l'obligation de visa (COMESA, 2023). Un projet de protocole sur la libre circulation des personnes au sein de la SADC a été introduit en 1996 et remplacé par un protocole sur la facilitation de la circulation des personnes en 1997, qui a été révisé en 2005 pour permettre l'entrée sans visa pour un maximum de quatre-vingt-dix jours. Ce protocole n'a pas été pleinement mis en œuvre – seuls certains États membres l'ont signé –, bien que la plupart des États membres s'exemptent mutuellement de l'obligation de visa (CEA, sans date).

3 L'OIT participe également aux estimations de l'Union africaine. À l'avenir, les chiffres publiés par l'Union africaine et l'OIT devraient être harmonisés.

► **Figure 2.1. Stock international de travailleurs migrants, Afrique et sous-régions, total et part des femmes, 2010-2019**



Source: Commission de l'Union africaine *et al.* (2021).

main-d'œuvre et les recensements de population, qui sont tous deux utilisés dans la plupart des pays et fournissent des estimations du stock de migrants internationaux dans un pays. Les estimations de l'émigration sont plus difficiles à obtenir, tout comme les estimations des flux d'entrée et de sortie des travailleurs migrants, qui reposent toutes davantage sur des sources de données administratives (telles que les permis de travail, les visas et les informations relatives au passage des frontières) et sous-estiment le nombre total en raison des difficultés à évaluer les migrations irrégulières.

La part des femmes dans le stock total de travailleurs migrants varie beaucoup d'une sous-région à l'autre et au fil du temps. En Afrique de l'Est, par exemple, la part des femmes a diminué, passant de 57,1 pour cent en 2010 à 39 pour cent en 2019 (figure 2.1 B). En Afrique de l'Ouest, elle a augmenté au cours de la même période, passant de 27,8 pour cent à 44,2 pour cent. De telles données ventilées par sexe sont essentielles à l'élaboration de politiques de migration de main-d'œuvre efficaces et sensibles aux considérations de genre dans la région, cependant elles sont souvent insuffisantes ou manquantes. Un problème important est que, même lorsque les statistiques officielles contiennent des données sur les travailleurs migrants, elles manquent de précisions sur la profession, les niveaux de qualification, l'activité économique et d'autres caractéristiques. En outre, les travailleuses migrantes sont principalement engagées dans le secteur informel et il est donc plus difficile de mesurer leur présence (OIT, 2020a).

Malgré l'insuffisance des données disponibles sur les travailleurs migrants, plusieurs politiques de migration de

main-d'œuvre sont en cours d'élaboration dans la région, conformément aux engagements internationaux, notamment au cadre stratégique révisé pour une politique migratoire de l'Union africaine. L'élaboration de politiques de migration de main-d'œuvre efficaces et fondées sur des données probantes est difficile en l'absence de statistiques internationales sur les migrations de main-d'œuvre sur lesquelles s'appuyer. Dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), par exemple, presque tous les États membres ont élaboré ou prévoient d'élaborer une politique migratoire nationale ou quelque chose de similaire (*ibid.*). Dans la sous-région de l'Afrique australie, plusieurs politiques et initiatives en matière de migration et de migration de main-d'œuvre sont également en cours ou ont été récemment élaborées, notamment le plan d'action sur la migration de la main-d'œuvre de la Communauté de développement de l'Afrique australie (SADC) (SAMM, 2021a). La reconnaissance du rôle croissant des femmes dans la migration de main-d'œuvre et la promotion de l'égalité des chances et de traitement dans ces politiques et initiatives sont fondamentales et nécessitent une amélioration des données sur les travailleuses migrantes ainsi que des mesures visant à faciliter une meilleure précision des données pour les hommes et les femmes (SAMM, 2021b; OIT, 2020a). Des recherches plus larges sur la nature du travail et les contributions économiques des migrants peuvent aider à élaborer des politiques fondées sur des données probantes et permettre à l'opinion publique d'être mieux informée, comme cela s'est produit en Afrique du Sud et au Ghana (OCDE et OIT, 2018a et 2018b).

► Amériques

La croissance économique a continué à ralentir en 2023, tant en Amérique du Nord qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le taux de croissance moyen du PIB dans les Amériques est tombé à 2,1 pour cent en 2023, contre 2,7 pour cent en 2022 (FMI, 2023b). Le manque de dynamisme de l'environnement extérieur ainsi que le resserrement de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation ont contribué au ralentissement de l'économie dans l'ensemble de la région. Le taux de croissance du PIB devrait passer sous la barre des 2 pour cent en 2024.

Les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes ont encore du mal à se remettre des répercussions de la pandémie de COVID-19. Le taux de croissance du PIB de la sous-région a chuté de près de 2 points de pourcentage pour atteindre 2,2 pour cent en 2023. Malgré les récentes réductions de la dette publique des pays, leur ratio global dette-PIB reste élevé, ce qui limite leur capacité de soutien budgétaire (CEPALC, 2023). De nombreux pays de la sous-région (à l'exception du Brésil) ont par ailleurs été confrontés à une baisse de la consommation privée. Les niveaux de consommation des ménages ont été freinés par les politiques monétaires qui ont durci les restrictions de crédit. En 2024 et en 2025, le taux de croissance du PIB devrait rester au même niveau qu'en 2023 (FMI, 2023b). Compte tenu de la croissance démographique dans la sous-région, les revenus par habitant continueront donc à diminuer.

La croissance du PIB de l'Amérique du Nord est restée solide en 2023, mais devrait chuter en 2024. Le taux de croissance n'a diminué que de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 2 pour cent en 2023 (*ibid.*). Toutefois, les projections montrent qu'il tombera à 1,5 pour cent dans cette sous-région en 2024. Le taux de croissance du PIB des États-Unis devrait reculer en 2024 en raison des vents contraires qui pèsent sur les dépenses de consommation (Lundh, 2023). Ce ralentissement est dû à la persistance d'une inflation et de taux d'intérêt élevés tout au long de l'année 2023, ce qui a poussé l'endettement des ménages à la hausse. Le ralentissement de l'économie des États-Unis a fait reculer les exportations canadiennes vers ce pays, ce qui a ralenti la croissance du PIB du Canada.

Tendances du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes

Les taux d'activité en Amérique latine et dans les Caraïbes ne sont pas tout à fait revenus à leurs niveaux antérieurs à la pandémie, mais l'écart entre les hommes et les femmes s'est réduit. Le taux d'activité est estimé

à 62,6 pour cent en 2023, soit un peu moins que les 63,5 pour cent de 2019 (tableau 2.2). La réduction de l'écart entre les hommes et les femmes s'explique en grande partie par une reprise légèrement plus forte du taux d'activité des femmes par rapport à celui des hommes, les femmes ayant presque retrouvé leur taux d'activité d'avant la pandémie, tandis que les hommes sont restés à la traîne. L'impact de la crise sur les hommes et les femmes a été bien documenté: les femmes étaient plus à risque de quitter le marché du travail (OIT, 2021b et 2022e). Néanmoins, l'écart reste important, de 24 points de pourcentage, le taux d'activité des femmes se situant à 51,1 pour cent en 2023 et celui des hommes à 74,6 pour cent.

La forte croissance de l'emploi a contribué à réduire le chômage, mais les perspectives s'assombrissent. La baisse du taux de chômage de la sous-région à 6,2 pour cent en 2023, contre 8 pour cent en 2019, avant la pandémie, est due à la croissance de l'emploi et à la création d'emplois (OIT, 2022e). Cependant, le ralentissement de l'économie de la sous-région empêchera probablement de nouveaux progrès dans les années à venir, et le taux de chômage devrait se maintenir autour de 6 pour cent en 2024 et en 2025. Le chômage des jeunes reste préoccupant, puisqu'il s'est élevé à 13,6 pour cent en 2023 (au niveau de la moyenne mondiale de 13,3 pour cent) et qu'il devrait augmenter légèrement en 2025.

La croissance de la productivité du travail stagne en Amérique latine et dans les Caraïbes

L'Amérique latine et les Caraïbes ont stagné au cours des dernières décennies. La figure 2.2 montre les taux de croissance annuels moyens de la productivité pour la sous-région et certaines économies des Amériques. Pour l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes, on observe une baisse de la productivité du travail entre 2015 et 2023. En Argentine, sur la même période, elle a diminué de 1,7 pour cent par an, et au Mexique de 0,4 pour cent par an. Tous les pays de la région n'ont pas enregistré de recul: la productivité au Brésil a très légèrement augmenté au cours de cette période, mais bien moins qu'en Amérique du Nord. Au Canada et aux États-Unis, la productivité du travail a augmenté de 0,4 et 1 pour cent par an respectivement.

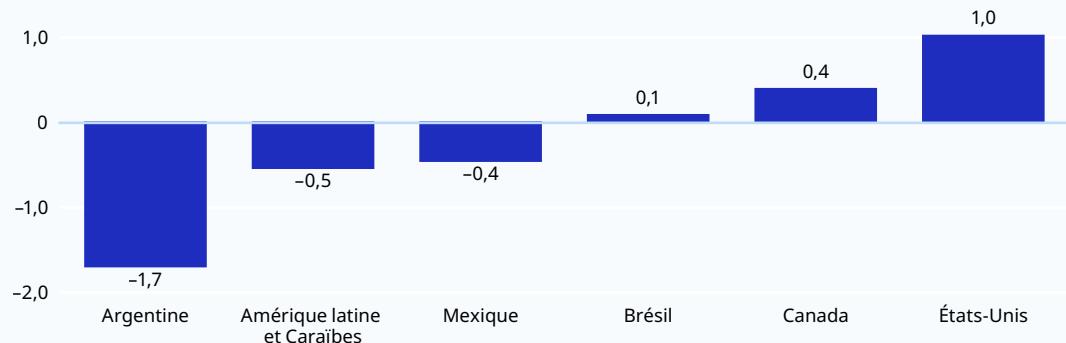
La faible croissance de la productivité est un problème complexe et de longue date en Amérique latine et dans les Caraïbes. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette faiblesse persistante dans la sous-région, notamment les régimes réglementaires, les investissements dans les infrastructures et les systèmes fiscaux. La persistance de

► **Tableau 2.2. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Amériques, 2010-2025**

Région/sous-région	Nombre moyen d'heures travaillées par semaine par personne employée						Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois équivalents plein temps (ETP = 48 heures/semaine) (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024		2010	2019	2022	2023	2024	
Amériques	38,3	38,1	38,1	38,1	38,1		329	372	380	387	389	
Amérique latine et Caraïbes	40,0	39,2	39,5	39,4	39,4		209	233	242	246	249	
Amérique du Nord	35,7	36,4	35,9	36,0	36,0		119	139	138	140	140	
	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Amériques	58,5	59,2	58,7	59,1	58,8	58,6	411	469	479	487	490	493
Amérique latine et Caraïbes	58,9	58,4	58,2	58,7	58,7	58,6	251	285	294	300	304	307
Amérique du Nord	57,8	60,5	59,5	59,8	59,0	58,7	160	183	184	187	186	187
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Amériques	8,1	6,4	5,7	5,3	5,4	5,4	36,3	32,3	29,2	27,3	27,8	28,0
Amérique latine et Caraïbes	7,2	8,0	6,9	6,2	6,1	6,0	19,5	24,8	21,8	19,8	19,8	19,6
Amérique du Nord	9,5	3,9	3,8	3,8	4,2	4,3	16,8	7,4	7,3	7,5	8,1	8,4
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Amériques	63,6	63,3	62,3	62,4	62,2	62,0	448	501	508	514	518	521
Amérique latine et Caraïbes	63,5	63,5	62,5	62,6	62,5	62,4	270	310	316	320	323	326
Amérique du Nord	63,8	62,9	61,9	62,2	61,6	61,3	177	191	192	195	194	195

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► **Figure 2.2. Taux de croissance annuel moyen de la productivité, 2015-2023 (pourcentages)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

l'emploi informel, en particulier dans les services et les zones rurales, qui freine la croissance globale de la productivité, est particulièrement préoccupante, comme le soulignait le précédent rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances* (OIT, 2023a et 2021c). Ce phénomène est aggravé par la prédominance des micro et petites entreprises, dont la croissance de la productivité est souvent plus faible (les économies à forte productivité ont généralement une part plus importante de grandes et moyennes entreprises). En partie en raison de la composition des entreprises, l'investissement dans la recherche et le développement dans les pays d'Amérique latine est inférieur à celui de l'Amérique du Nord, ce qui, combiné à des systèmes d'éducation et de formation de moindre qualité, freine encore la croissance de la productivité.

Tendances du marché du travail en Amérique du Nord

Le taux de chômage reste bas aux États-Unis, mais une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi est attendue en raison du resserrement des conditions monétaires. En Amérique du Nord, le chômage total en

2023 a été plus de deux fois moins important que lors du pic de 2020. Le taux de chômage est estimé à 3,8 pour cent (soit 7,5 millions de personnes) en 2023, contre 8,2 pour cent (soit 15,5 millions de personnes) en 2020. Le taux de 2023 est proche du taux antérieur à la pandémie de 3,9 pour cent en 2019. Il devrait cependant augmenter à 4,2 pour cent en 2024 et 4,3 pour cent en 2025, en raison du resserrement des conditions monétaires aux États-Unis, qui a des répercussions sur la croissance de l'emploi et le recrutement. Au Canada, le taux de chômage reste stable grâce à la croissance de l'emploi (Moosapeta, 2023).

La croissance de l'emploi, qui a augmenté de 1,4 pour cent en 2023, devrait diminuer en 2024 en raison du ralentissement de l'économie. Le nombre total d'heures travaillées devrait également diminuer légèrement en 2024, ce qui pourrait traduire un ralentissement de la croissance de l'emploi. Le nombre moyen d'heures par semaine, à 36 heures, est revenu à la moyenne à long terme d'avant la pandémie (2010-2019) et n'est que légèrement inférieur au niveau de 2019, à savoir 36,4 heures. Les conditions de la politique monétaire devraient avoir des répercussions sur la croissance de l'emploi, mais cela ne s'est pas encore manifesté dans les principaux indicateurs.

► États arabes

La croissance du PIB dans les États arabes a considérablement diminué en raison des multiples baisses de la production pétrolière. Le taux de croissance en 2023 n'a pas été à la hauteur des prévisions antérieures (FMI, 2023b). Après un fort taux de 7,2 pour cent en 2022, la croissance s'est ralentie pour atteindre un maigre 0,9 pour cent en 2023. Elle devrait toutefois rebondir en 2024 et dépasser 3,5 pour cent.

Les pays exportateurs de pétrole voient les activités du secteur non pétrolier devenir les moteurs de la croissance du PIB, en raison des multiples réductions de la production pétrolière. Vers la fin de l'année 2022, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (OPEP+) ont accepté de réduire la production de pétrole de 2 millions de barils par jour (BPI) en 2023 par rapport aux niveaux de production d'août 2022 (Lawler et Edwards, 2023). D'autres réductions volontaires ont été effectuées à diverses occasions tout au long de l'année 2023 (Lawler, 2023). L'Arabie saoudite s'attend à ce que sa production de pétrole ait baissé de 9 pour cent en 2023, soit la plus forte réduction annuelle des quinze dernières années (Saba et Uppal, 2023). L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït ont pu compenser les baisses de production grâce à la croissance de leurs secteurs du commerce de détail et des services (FMI, 2023c). Toutefois, des études ont montré

► Encadré 2.1. Répercussions du conflit entre Israël et le Hamas sur l'emploi total dans le territoire palestinien occupé

Le premier bulletin de l'OIT sur les répercussions du conflit actuel entre Israël et le Hamas sur le marché du travail et les moyens de subsistance estime qu'au moins 61 pour cent des emplois, représentant 182 000 personnes, ont été perdus dans la bande de Gaza depuis le début du conflit (OIT, 2023b). Le conflit risque également d'avoir un effet d'entraînement dans les pays voisins et dans l'ensemble de la région. En Cisjordanie (l'autre zone incluse dans le territoire palestinien occupé), on estime que 24 pour cent des emplois ont été perdus depuis le début du conflit, ce qui représente 208 000 personnes. Le marché du travail de Gaza se caractérisait déjà par la pauvreté au travail, le chômage et d'autres déficits de travail décent. Dans le territoire palestinien occupé, et ailleurs dans la région si d'autres pays sont entraînés dans le conflit, les pertes d'emplois et les pertes économiques devraient augmenter si les opérations militaires à Gaza s'intensifient et si la crise humanitaire dans l'enclave s'accentue encore.

► **Tableau 2.3. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, États arabes, 2010-2025**

Région/ sous-région	Nombre moyen d'heures travaillées par semaine par personne employée						Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois équivalents plein temps (ETP = 48 heures/semaine) (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024		2010	2019	2022	2023	2024	
États arabes	43,0	39,2	38,6	38,4	38,2		37	43	44	45	46	
Non-CCG	40,6	33,5	31,7	31,4	31,1		18	16	17	17	18	
CCG	45,6	43,9	44,5	44,5	44,4		20	26	27	28	28	
	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
États arabes	45,5	45,0	44,4	44,5	44,4	44,4	42	52	55	56	58	59
Non-CCG	37,0	33,0	32,3	32,5	32,6	32,7	21	23	25	26	27	28
CCG	59,2	64,0	65,4	65,7	65,6	65,6	21	29	30	30	31	31
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
États arabes	7,2	9,3	10,0	9,9	9,8	9,7	3,2	5,4	6,1	6,2	6,3	6,4
Non-CCG	10,1	15,3	16,1	16,1	16,0	15,8	2,4	4,2	4,9	5,1	5,2	5,3
CCG	4,0	3,8	4,0	3,7	3,5	3,4	0,9	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
États arabes	49,0	49,6	49,4	49,4	49,3	49,1	45	58	61	63	64	66
Non-CCG	41,2	38,9	38,5	38,8	38,8	38,9	23	28	30	31	32	34
CCG	61,7	66,6	68,1	68,2	68,0	67,8	22	30	31	31	32	32

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

que, pour éviter une contraction du PIB, la croissance du secteur non pétrolier devrait s'élever en moyenne autour de 5 pour cent en 2023 (Saba et Uppal, 2023).

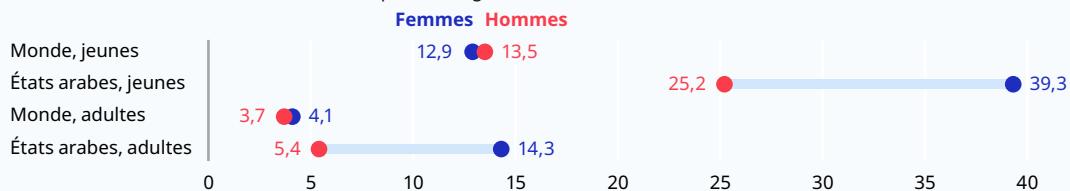
Les perspectives sont assombries par des vents contraires sur l'économie dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes. L'attaque du Hamas contre Israël et les représailles de ce pays, en octobre 2023, ont suscité des incertitudes concernant, entre autres, la production de pétrole dans les États arabes. Dans les quarante-huit heures qui ont suivi l'attaque initiale, les cours mondiaux du pétrole ont fait un bond de courte durée. Ce conflit ne devrait pas provoquer les mêmes perturbations dans l'industrie pétrolière que le conflit russe-ukrainien, parce qu'il ne se déroule pas dans un pays producteur de pétrole (Hale, 2023). Toutefois, la possibilité que le conflit s'étende à d'autres pays de la région rend les perspectives dans les États arabes plus incertaines (voir encadré 2.1).

Tendances du marché du travail dans les États arabes

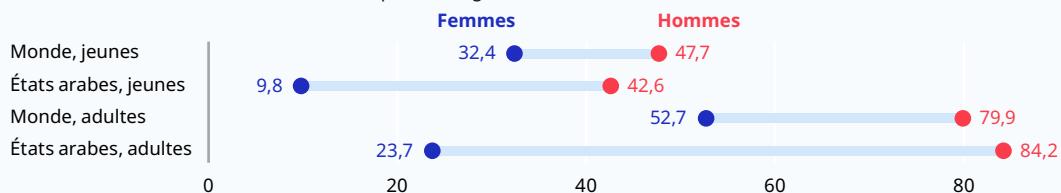
La croissance limitée des possibilités d'emploi formel et productif reste un problème de taille pour la région. Le nombre total d'heures travaillées dans les États arabes devrait avoir augmenté de 2,3 pour cent en 2023, et les projections font état d'une nouvelle hausse de 2 pour cent en 2024 (tableau 2.3). Comme au cours de la dernière décennie, ces hausses sont inférieures à la croissance de l'emploi, qui devrait être de 3 pour cent en 2023 et de 2,5 pour cent en 2024. Le nombre moyen d'heures de travail par personne employée est estimé à 38,4 heures par semaine en 2023, ce qui reste inférieur aux niveaux d'avant la pandémie (39,2 heures en 2019). L'insuffisance de la transformation structurelle et de la diversification économique, due à la faiblesse des politiques macroéconomiques, sectorielles,

► **Figure 2.3. Inégalités de genre sur le marché du travail dans les États arabes, 2023**

A. Écarts entre hommes et femmes dans les taux de chômage, jeunes et adultes, dans le monde et dans les États arabes (pourcentages)



B. Écarts entre hommes et femmes dans les taux d'activité, jeunes et adultes, dans le monde et dans les États arabes (pourcentages)



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

industrielles et d'investissement, s'est traduite par des années de demande déficiente de main-d'œuvre, durant lesquelles moins de la moitié de la population totale en âge de travailler dans la région a occupé un emploi (le ratio emploi-population est estimé à 44,5 pour cent en 2023). Les emplois créés sont souvent informels, en particulier dans les pays non exportateurs de pétrole de la région, et n'offrent pas de conditions de travail décentes, notamment en matière de protection sociale et de salaires décents. L'emploi informel reste élevé, 51 pour cent en 2023.

L'inadéquation des compétences et la faiblesse des systèmes d'éducation, de formation et de développement des compétences contribuent également aux niveaux élevés de chômage dans la région. Les qualifications proposées par les établissements d'enseignement et de formation ne répondent pas aux besoins actuels et futurs du secteur privé, notamment en ce qui concerne les compétences non techniques, numériques et vertes. En conséquence, le chômage a atteint 9,9 pour cent en 2023 dans l'ensemble des États arabes et un niveau particulièrement élevé de 16,1 pour cent dans les pays non-membres du CCG. La persistance de niveaux élevés de chômage, chez les jeunes en particulier, est due à la croissance de la population en âge de travailler, à des possibilités d'emploi limitées et au décalage entre l'offre et la demande de qualifications (voir le chapitre 3 pour en savoir plus sur les incidences de l'évolution démographique).

Les écarts entre hommes et femmes en ce qui concerne le chômage et la participation au marché du travail restent importants. Bien que les écarts sur le marché du travail dans les États arabes se soient légèrement resserrés

ces dernières années, ils restent élevés tant chez les jeunes que chez les adultes. En 2023, le taux de chômage était de près de 9 points de pourcentage plus élevé chez les femmes que chez les hommes adultes (figure 2.3 A). Cet écart est bien supérieur à l'écart moyen au niveau mondial, qui est d'environ 0,4 point de pourcentage. L'écart entre taux de chômage des jeunes femmes et taux de chômage des jeunes hommes dans les États arabes était de 14,2 points de pourcentage (contre un écart moyen mondial de 0,6 point de pourcentage). Les écarts entre les sexes existent également dans la participation au marché du travail (figure 2.3 B). Les États arabes affichent des écarts de 33 et 61 points de pourcentage entre taux d'activité des jeunes et taux d'activité des adultes respectivement. L'écart mondial entre les sexes est inférieur à la moitié de celui des États arabes pour les deux groupes d'âge.

Plusieurs facteurs sont à l'origine des inégalités de genre dans la région. Les écarts et les inégalités entre les sexes persistent à la fois dans les États membres et dans les États non-membres du CCG, sous l'effet de normes culturelles, de responsabilités du ménage déséquilibrées, d'une économie de soins sous-développée, d'un manque de transports publics sûrs, de la discrimination sur le lieu de travail et d'une absence de politiques favorables à la famille, entre autres (OIT, 2023c; PNUD, 2023). Des efforts visant à relever ces défis et à promouvoir la croissance des emplois dans les secteurs à haute productivité et à forte valeur ajoutée sont en cours et, avec un marché du travail et des politiques sociales adéquates en complément, ils contribueront à promouvoir l'emploi et l'activité des femmes dans la région.

Répercussions des déplacements forcés sur le marché du travail

Plusieurs États non-membres du CCG sont confrontés au défi majeur des déplacements forcés, qui concernent aussi bien les réfugiés et les demandeurs d'asile que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Au cours de la dernière décennie, la région a enregistré un afflux important de personnes déplacées en raison des conflits, des persécutions et de l'instabilité dans plusieurs pays. Une augmentation des déplacements a suivi les soulèvements du Printemps arabe, au cours desquels des changements politiques majeurs ont conduit à des guerres civiles qui ont contribué aux 2,9 millions de nouveaux déplacements internes par an dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (IDMC, 2020). Les catastrophes naturelles, quant à elles, sont à l'origine de 1,5 million de déplacements dans la région entre 2010 et 2020 (*ibid.*). Ces déplacements vont probablement s'aggraver en raison des phénomènes induits par le changement climatique. Enfin, la récente escalade du conflit en Israël risque de contribuer à de nouveaux déplacements dans la région.

Les migrants rencontrent des difficultés pour accéder au marché du travail, ce qui aggrave les vulnérabilités existantes. De nombreux réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays vivant dans des camps ou dans des installations similaires ont été touchés de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19, notamment en étant exclus des politiques

publiques axées principalement sur la population nationale, ce qui a encore aggravé leur situation déjà vulnérable (OIT, 2020b). Les réfugiés et les demandeurs d'asile peuvent également être limités dans leurs déplacements, ce qui a des conséquences sur leur capacité à exercer une activité, même indépendante (*ibid.*). Les réfugiés et les personnes déplacées qui parviennent à entrer sur le marché du travail ont souvent de mauvaises conditions de travail en raison d'obstacles juridiques (absence de droits légaux et difficulté à obtenir des permis de travail), d'un manque de compétences (et de reconnaissance des compétences) ou de barrières linguistiques.

Les déplacements de ces dernières années ont alimenté une dynamique complexe sur les marchés du travail. La présence de populations déplacées peut avoir diverses répercussions sur les possibilités d'emploi et les ressources, en particulier sur les emplois peu qualifiés et informels des communautés d'accueil (OIT, 2013). Des recherches ont montré que les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays travaillent souvent dans l'économie informelle, pour une durée de travail plus longue et des salaires plus bas, avec une couverture sociale limitée ou inexistante. Une étude récente a constaté que les réfugiés syriens et palestiniens au Liban affichaient un taux d'emploi informel de 95 et 94 pour cent respectivement (OIT, 2021d). De nombreux réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays n'ont pas les compétences et les qualifications nécessaires pour accéder à des emplois mieux rémunérés. L'accès limité à l'éducation et aux programmes de formation professionnelle peut pérenniser leur vulnérabilité sur le marché du travail.

► Asie et Pacifique

En Asie et dans le Pacifique, le PIB a augmenté de 4,3 pour cent en 2023, selon les estimations (FMI, 2023b). La réouverture de l'économie après les restrictions dues au COVID-19, notamment la levée des mesures de confinement en Chine, a permis d'enregistrer une croissance plus forte en 2023 (par rapport aux 3,9 pour cent de 2022). En Chine, la suppression de ces contraintes a stimulé les dépenses intérieures, les ménages dépensant l'épargne accumulée (Banque mondiale, 2023a). Dans le même temps, le tourisme dans la région en provenance des économies à revenu élevé a rebondi, dépassant en 2022 les niveaux antérieurs à la pandémie (BAsD, 2023). Toutefois, certains pays du Pacifique, comme les îles Salomon, ne sont pas en mesure de profiter de la reprise du tourisme, en raison de l'exode de la main-d'œuvre qualifiée qui a suivi la fermeture des entreprises liées au secteur pendant la pandémie (*ibid.*). Même si la région a été touchée par l'inflation, le contrôle des prix, les subventions et les hausses de taux

d'intérêt ont été plus faibles que dans d'autres régions émergentes et en développement, à quelques exceptions près, comme certains pays d'Asie du Sud (Banque mondiale, 2023a). L'amélioration de la situation économique a facilité la suppression progressive des mesures de soutien liées à la pandémie et au coût de la vie, ce qui a permis de stabiliser les positions budgétaires (BAsD, 2023). À mesure que cette dynamique s'installe, la croissance devrait se maintenir autour de 4,1 pour cent en 2024.

L'Asie du Sud devrait afficher le taux de croissance le plus élevé de la région en 2023, 5 pour cent, contre 4,2 pour cent en Asie de l'Est et 3,8 pour cent en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (FMI, 2023b). Bien que de nombreux pays d'Asie et du Pacifique aient pu échapper aux poussées d'inflation observées dans d'autres régions, un certain nombre de pays d'Asie du Sud, dont le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan, ont imposé des mesures

de restriction des importations et sont confrontés à des pénuries d'énergie, qui ont toutes deux nui à la production industrielle. En outre, ces pays disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée pour stimuler l'économie ou répondre à des chocs exogènes à l'avenir, si cela s'avérait nécessaire (Banque mondiale, 2023b; OIT, 2023d et 2022b). Par ailleurs, certains pays, comme Sri Lanka et le Pakistan, ont été frappés par des crises financières (Banque mondiale, 2023b). Néanmoins, l'Inde a soutenu la croissance de la sous-région de l'Asie du Sud, en partie grâce à une forte hausse des investissements (Banque mondiale, 2023a). En Asie du Sud-Est, l'Indonésie devrait elle aussi afficher une croissance relativement forte en 2023, qui devrait se maintenir en 2024, en raison des prix élevés des produits de base qui dopent les recettes d'exportation (CNUCED, 2023).

Tendances du marché du travail en Asie et dans le Pacifique

En 2023, la participation au marché du travail dans la région Asie et Pacifique a retrouvé sa tendance à la baisse antérieure à la pandémie. Le taux d'activité, qui avait diminué au cours des deux dernières décennies (de 66,4 pour cent en 2000 à 60,2 pour cent en 2019), recule à nouveau après une période de turbulences entre 2019 et 2023 en raison des répercussions de la pandémie (tableau 2.4). Le taux d'activité est estimé à 60,9 pour cent en 2023 et il devrait diminuer en 2024 et en 2025 (pour atteindre 60,5 et 60,4 pour cent respectivement). Ce modeste déclin à long terme est en grande partie dû à l'évolution socio-économique des économies à faible revenu et à revenu intermédiaire de la région, où les taux de pauvreté ont baissé et le taux de scolarisation des jeunes s'est amélioré. Dans le même temps, les taux d'activité des femmes ont augmenté en raison de l'amélioration de leur accès au marché du travail, en particulier en Asie du Sud, où le taux d'activité des femmes (30,8 pour cent) était inférieur de 45,9 points de pourcentage à celui des hommes (76,7 pour cent) en 2023, contre un écart de 51,2 points de pourcentage en 2010.

La croissance de l'emploi dans la région a fait un bond, tirée par celle de l'Asie du Sud. Elle a atteint 2,4 pour cent entre 2022 et 2023, un chiffre nettement supérieur à la moyenne à long terme avant la pandémie, qui était de 0,9 pour cent par an (2010-2019). Cela correspond à un ratio emploi-population de 58,2 pour cent en 2023, presque identique à la moyenne à long terme avant la pandémie (2010-2019), ce qui semble indiquer que la croissance de l'emploi suit le rythme de la croissance démographique. Le nombre moyen d'heures de travail par personne employée, de quarante-quatre heures par semaine en 2023, est resté inférieur à la moyenne à long terme avant la pandémie, qui était d'environ quarante-six heures par semaine (2010-2019). Cette situation pourrait être due à l'évolution en Asie de l'Est, où le nombre total d'heures travaillées dans

l'économie a diminué depuis le début de la pandémie, en raison de la faible croissance économique en Chine, ainsi que sur le long terme (de 0,2 pour cent par an entre 2010 et 2019).

Le taux de chômage régional, d'environ 4,5 pour cent, est tombé au-dessous des niveaux antérieurs à la pandémie en 2023, mais de grandes différences entre les pays et les groupes d'âge se cachent derrière ce chiffre. Le taux de chômage devrait rester constant au cours des deux prochaines années et nettement inférieur au pic de 5,5 pour cent enregistré en 2020. Il est également inférieur au niveau antérieur à la pandémie (4,7 pour cent en 2019) et à la moyenne à long terme entre 2010 et 2019 (5,1 pour cent). En Asie de l'Est, le taux de chômage, de 4,7 pour cent en 2023, a dépassé celui de 4,3 pour cent en 2019. Les taux dans les autres sous-régions ont tous été inférieurs ou à peine plus élevés en 2023 qu'en 2019. Le chômage des jeunes demeure un problème de taille dans la région. Le taux de chômage des jeunes en 2023 est estimé à environ 14,4 pour cent, en moyenne, en Asie et dans le Pacifique, en hausse constante par rapport à 12 pour cent en 2010 et moins de 10 pour cent en 2000. Le taux particulièrement élevé en Chine – qui aurait atteint 20,4 pour cent en avril 2023 dans les zones urbaines – a fait grimper le taux global pour l'Asie de l'Est (OIT, 2023e).

Les jeunes sont toujours confrontés à des déficits de travail décent, ce qui aggrave les vulnérabilités préexistantes de ce groupe d'âge. En plus du taux de chômage élevé et croissant, l'emploi informel concerne plus de huit jeunes travailleurs sur dix dans la région, et un jeune travailleur sur quatre est dans un ménage vivant au-dessous du seuil de pauvreté modérée de 3,65 dollars É.-U. par jour en termes de PPA (OIT et BAsD, 2020). Dans le même temps, plus de 144 millions de jeunes de la région sont des NEET, en majorité des femmes, et les taux de NEET des jeunes femmes sont particulièrement élevés en Asie du Sud. En Asie et dans le Pacifique, des mesures ciblant les jeunes ont manqué pendant la pandémie, et les approches uniformes généralement adoptées n'ont pas accordé d'attention particulière aux groupes vulnérables tels que les jeunes (OIT, 2022f).

Informalité et nouvelles formes de travail en Asie et dans le Pacifique

En Asie et dans le Pacifique, l'emploi total était presque aux deux tiers informel en 2023. Ce taux de 66 pour cent a diminué par rapport à 2004 (72,7 pour cent), mais il représentait encore 1,3 milliard de personnes. Le taux d'emploi informel varie beaucoup au sein de la région: il est le plus élevé en Asie du Sud (87 pour cent en 2023), suivie de l'Asie du Sud-Est (70 pour cent), puis de l'Asie de l'Est (47 pour cent) et du Pacifique (35 pour cent) (figure 2.4).

► **Tableau 2.4. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Asie et Pacifique, 2010-2025**

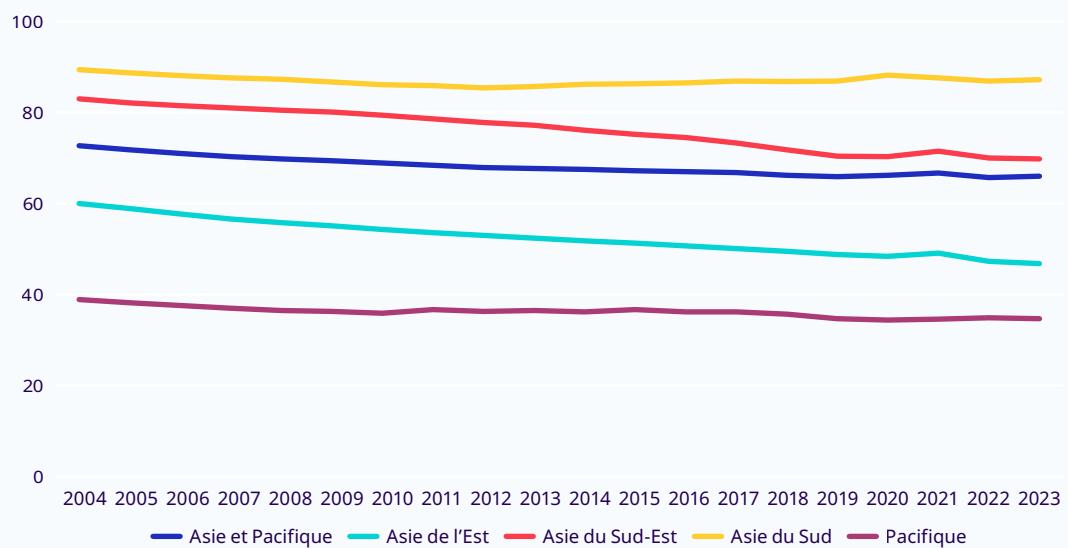
Région/sous-région	Nombre moyen d'heures travaillées par semaine par personne employée						Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois équivalents plein temps (ETP = 48 heures/semaine) (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024		2010	2019	2022	2023	2024	
Asie et Pacifique	46,7	45,3	44,1	43,9	43,8		1700	1784	1793	1828	1832	
Asie de l'Est	46,3	44,6	44,1	44,0	43,9		831	813	806	803	802	
Asie du Sud-Est	42,6	40,6	39,9	39,9	39,9		253	275	274	279	282	
Asie du Sud	49,5	48,7	46,3	45,8	45,8		605	682	698	730	733	
Pacifique	35,0	34,5	34,4	34,4	34,4		12	14	15	15	15	
	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Asie et Pacifique	59,5	57,4	57,4	58,2	57,8	57,7	1749	1892	1952	1999	2007	2025
Asie de l'Est	66,3	63,9	63,3	62,9	62,6	62,4	861	875	878	877	877	878
Asie du Sud-Est	65,4	65,6	64,2	64,5	64,5	64,3	284	325	330	336	340	343
Asie du Sud	49,7	48,0	49,3	51,4	50,9	51,0	586	672	723	765	769	783
Pacifique	59,7	60,0	60,8	60,9	60,6	60,4	17	20	21	21	21	22
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Asie et Pacifique	5,3	4,7	4,5	4,5	4,5	4,5	97,5	94,3	92,2	93,3	93,7	94,9
Asie de l'Est	4,5	4,3	4,7	4,7	4,7	4,7	40,8	39,5	43,1	42,9	43,0	43,1
Asie du Sud-Est	3,3	2,4	2,6	2,5	2,5	2,4	9,6	8,0	8,7	8,6	8,6	8,6
Asie du Sud	7,3	6,4	5,2	5,1	5,1	5,1	46,2	45,8	39,6	41,0	41,4	42,3
Pacifique	5,0	4,7	3,6	3,6	3,7	3,8	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	0,9
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Asie et Pacifique	62,8	60,2	60,1	60,9	60,5	60,4	1846	1986	2044	2092	2100	2120
Asie de l'Est	69,5	66,8	66,4	66,0	65,7	65,5	902	914	921	920	920	921
Asie du Sud-Est	67,7	67,2	65,9	66,2	66,1	65,9	294	333	339	344	348	351
Asie du Sud	53,6	51,3	52,0	54,2	53,6	53,8	632	718	762	806	810	826
Pacifique	62,8	62,9	63,0	63,2	62,9	62,8	17	21	22	22	22	23

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

L'informalité touche les pays de cette région à des degrés divers de développement économique, et les nouvelles formes de travail posent de nouveaux défis sur ce front, même dans les pays qui ont réalisé de nets progrès. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire affichent toujours des niveaux élevés d'emploi informel. Par exemple, le taux d'emploi informel au Népal était d'environ 82 pour cent en 2017 et celui du Pakistan

d'environ 84 pour cent en 2021 (OIT, 2023f). Bien que de nombreuses économies à revenu élevé (Australie, Japon, Nouvelle-Zélande, République de Corée) s'en sortent relativement mieux, avec des baisses durables de l'emploi informel, les nouvelles formes de travail, notamment les emplois dans l'économie des plateformes numériques, posent des difficultés nouvelles et différentes pour lutter contre l'informalité (OIT, à paraître).

► **Figure 2.4. Taux d'emploi informel, Asie et Pacifique et sous-régions, 2004-2023**
(pourcentages)



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

Les nouvelles formes de modalités de travail offrent certaines perspectives, mais elles présentent également des lacunes au niveau juridique et en matière de politiques, ce qui pose de nouveaux défis pour réduire l'informalité. L'augmentation des formes atypiques d'emploi, notamment dans l'économie à la demande et des plateformes, a été stimulée par les nouvelles technologies⁴. Bien que ces nouvelles formes de travail présentent un éventail de perspectives, notamment des modalités de travail flexibles, et des avantages tant pour les entreprises que pour les travailleurs, plusieurs aspects négatifs prévalent, notamment l'absence de sécurité de l'emploi, l'irrégularité et la faiblesse des revenus, ainsi que l'accès limité

aux régimes de protection sociale. En outre, nombre de ces nouvelles formes de travail échappent au champ d'application et à la couverture des lois et réglementations relatives à l'emploi (Secrétariat de l'ASEAN, 2023). La République de Corée est l'un des pays qui a adopté des mesures pour s'attaquer à l'informalité qui émerge des nouvelles formes de travail, par exemple une feuille de route nationale sur l'assurance-emploi visant à couvrir tous les travailleurs, y compris les travailleurs non réguliers et les travailleurs à la demande, ainsi qu'une législation pour aider à fixer la responsabilité des opérateurs de plateformes de travail (OIT, à paraître).

4 «L'emploi atypique», tel qu'il est défini par l'OIT, comprend quatre grandes catégories d'emploi qui se démarquent de la relation d'emploi classique. Il s'agit de l'emploi temporaire (travail occasionnel et contrats à durée déterminée), du travail à temps partiel et sur appel ou à la demande, des relations d'emploi triangulaires (travail intérimaire et autres formes de courtage ou de location de main-d'œuvre) et des relations de travail déguisées ou d'emploi indépendant économiquement dépendant (travailleurs légalement classés comme indépendants, mais dont le travail est dirigé par quelqu'un d'autre) (OIT, 2016).

► Europe et Asie centrale

La croissance du PIB de l'Europe et de l'Asie centrale devrait augmenter au cours des deux prochaines années, après un ralentissement en 2022 et 2023. La croissance économique de la région a atteint 1,4 pour cent en 2023, après 6,4 pour cent en 2021 et 2,6 pour cent en 2022 (FMI, 2023b). Les projections montrent toutefois qu'elle devrait se redresser en 2024, en partie sous l'effet des améliorations attendues en Fédération de Russie, en Pologne et en Turkiye (Banque mondiale, 2023c). L'Union européenne devrait enregistrer une croissance atone à moyen terme en raison des pressions inflationnistes et des taux d'intérêt élevés dans la zone euro, qui ont des répercussions sur la consommation des ménages et l'investissement (EIU, 2023).

La croissance économique de l'Europe de l'Est est celle qui a le plus souffert dans la région, en grande partie à cause de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Le PIB de la sous-région s'est contracté de 1,5 pour cent en 2022, mais s'est rapidement redressé pour atteindre un taux de croissance de 1,7 pour cent en 2023 (FMI, 2023b). L'augmentation des dépenses militaires de la Fédération de Russie et la forte demande de consommation de la Turkiye ont toutes deux contribué à l'expansion de l'économie de l'Europe de l'Est (Banque mondiale, 2023c). Parallèlement, l'Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud a enregistré une forte croissance économique pendant deux années consécutives. Après une croissance du PIB de 0,7 pour cent en 2023, les projections montrent qu'elle devrait atteindre environ 1,2 pour cent en 2024.

La croissance économique est restée forte en Asie centrale malgré les tensions politiques. Les pays d'Asie centrale ont amélioré leurs relations commerciales avec la Fédération de Russie, en répondant à une demande due au retrait des entreprises internationales du marché de la Fédération de Russie (Usov, 2023). Le conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine a constraint de nombreuses entreprises et personnes russes à déménager, ce qui a entraîné une augmentation de la demande de commerce de détail, d'immobilier et de services d'hôtellerie en Asie centrale. La demande accrue de main-d'œuvre migrante en Russie a également soutenu le PIB de l'Asie centrale grâce aux envois de fonds des travailleurs émigrés.

Tendances du marché du travail en Europe et en Asie centrale

L'évolution des principaux indicateurs semble indiquer que le marché du travail en Europe et en Asie centrale s'est stabilisé. Dans l'ensemble de la région, l'emploi continue de progresser au rythme de la croissance de la population en âge de travailler (ce qui correspond à un ratio emploi-population stable d'environ 55 pour cent) (tableau 2.5). Le taux de chômage a diminué pour atteindre 5,7 pour cent en 2023, alors qu'il avait culminé à 7 pour cent en 2020. Le taux d'activité se situe également à peu près au niveau des tendances antérieures à la pandémie et à long terme, soit environ 58,5 pour cent (contre 58,3 pour cent en moyenne entre 2010 et 2019). Ces tendances sont cohérentes avec les conclusions d'autres observatoires, notamment du marché du travail européen, comme le Baromètre du marché du travail européen, dont les mesures récentes montrent une stabilité des indicateurs clés (IAB, 2023).

L'hétérogénéité prévaut dans la région, et les différentes tendances en Europe de l'Est traduisent les conséquences régionales de l'invasion russe de l'Ukraine. L'emploi augmente dans toutes les sous-régions, à l'exception de l'Europe de l'Est, dont l'emploi total suit une tendance à la baisse depuis 2022, qui devrait se maintenir au moins jusqu'en 2025. Le marché du travail de l'Ukraine a connu toute une série de perturbations dues au bouleversement de l'économie, aux fermetures d'entreprises, à l'exode de la population et aux déplacements internes, qui ont toutes contribué à la baisse de l'emploi total, de la qualité des emplois et de la création d'emplois, ainsi qu'à l'augmentation de l'informalité (OIT, 2022c et 2022d). Le nombre total d'heures travaillées a également diminué en Europe de l'Est depuis 2021. Enfin, le taux de chômage a baissé, en partie parce que la taille de la population active a diminué – le dénominateur du taux de chômage. Cette diminution de la population active est due au vieillissement de la population et aux flux migratoires vers l'extérieur, ce qui donne un panorama plus sombre que celui qui est dessiné par la baisse des taux de chômage.

L'amélioration des principaux indicateurs en Asie centrale et occidentale pourrait marquer le pas à long terme en raison de l'incertitude économique. Le ratio emploi-population dans la sous-région, de 52,9 pour cent, est supérieur à la moyenne à long terme avant la pandémie, 51,7 pour cent environ. Le taux de chômage continue de baisser et a atteint 7,1 pour cent en 2023, ce qui est nettement inférieur aux 9 pour cent de 2019 et à la moyenne à long terme avant la pandémie (2010-2019) de 7,9 pour cent. Malgré cela, des problèmes persistent dans la sous-région,

► **Tableau 2.5. Estimations et projections concernant les heures de travail, l'emploi, le chômage et la main-d'œuvre, aux niveaux régional et sous-régional, Europe et Asie centrale, 2010-2025**

Région/sous-région	Nombre moyen d'heures travaillées par semaine par personne employée						Nombre total d'heures de travail par semaine en emplois équivalents plein temps (ETP = 48 heures/semaine) (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024		2010	2019	2022	2023	2024	
Europe et Asie centrale	25,8	23,8	25,1	25,4	25,4		327	301	317	320	320	
Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud	26,1	23,9	25,3	26,2	26,0		158	145	153	158	156	
Europe de l'Est	26,9	25,5	26,3	25,1	25,5		110	103	106	100	101	
Asie centrale et occidentale	23,5	20,8	22,6	24,0	23,9		59	53	58	62	63	
	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Europe et Asie centrale	52,7	54,7	55,0	55,1	54,9	54,6	389	417	421	423	422	422
Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud	52,0	54,4	54,8	55,1	54,9	54,8	193	208	211	213	212	212
Europe de l'Est	54,7	56,9	56,9	56,6	56,1	55,7	137	139	137	136	135	134
Asie centrale et occidentale	50,5	51,7	52,5	52,9	52,7	52,5	59	70	73	74	75	76
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Europe et Asie centrale	9,0	6,6	5,9	5,7	5,8	5,7	38,4	29,3	26,5	25,4	25,8	25,7
Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud	9,9	6,9	6,3	6,2	6,3	6,3	21,2	15,5	14,2	14,0	14,3	14,3
Europe de l'Est	7,9	4,7	4,4	4,0	4,0	4,0	11,8	6,8	6,4	5,7	5,7	5,5
Asie centrale et occidentale	8,3	9,0	7,5	7,1	7,2	7,3	5,4	6,9	5,9	5,7	5,8	5,9
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2010	2019	2022	2023	2024	2025	2010	2019	2022	2023	2024	2025
Europe et Asie centrale	57,8	58,6	58,5	58,5	58,2	58,0	428	446	448	448	448	448
Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud	57,7	58,5	58,5	58,7	58,6	58,5	214	224	225	227	227	227
Europe de l'Est	59,4	59,7	59,5	58,9	58,4	58,0	149	146	144	142	140	139
Asie centrale et occidentale	55,1	56,8	56,8	56,9	56,8	56,6	65	77	79	80	81	82

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

notamment en ce qui concerne la qualité du travail. L'informalité est restée élevée en Asie centrale et occidentale en 2023 et s'élève à 36,4 pour cent, contre 9 pour cent en Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud et 19,5 pour cent en Europe de l'Est. Ce chiffre représente une nette amélioration par rapport aux 46,5 pour cent enregistrés en 2010, mais il concerne encore 27 millions de personnes. Des risques pèsent sur les perspectives de la sous-région, notamment en raison de la guerre en Ukraine et du changement climatique, qui peuvent avoir un impact sur la croissance à long terme et des répercussions sur le marché du travail (Gigineishvili *et al.*, 2023).

Le chômage des jeunes en Europe: un bilan mitigé

Environ la moitié des pays européens ont enregistré une baisse du chômage des jeunes au cours des douze mois précédent juin 2023. Tout au long de l'année 2023, la situation des jeunes sur le marché du travail en Europe s'est régulièrement améliorée. En juin 2023, le taux de chômage des jeunes dans l'Union européenne s'élevait à un peu plus de 14 pour cent, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente. Les améliorations entre juin 2022 et juin 2023 sont mitigées: environ la moitié des États membres ont enregistré des baisses, tandis que les autres ont connu des hausses (Eurostat, 2023a). Le recul du chômage des jeunes est également en partie dû aux pénuries de main-d'œuvre observées dans un certain nombre de pays entre 2020 et 2023, qui ont généré une augmentation de l'emploi chez les jeunes (OIT, 2023e). Les différents cycles et reprises économiques observés dans les pays de l'Union européenne ont entraîné des évolutions différentes sur le marché du travail.

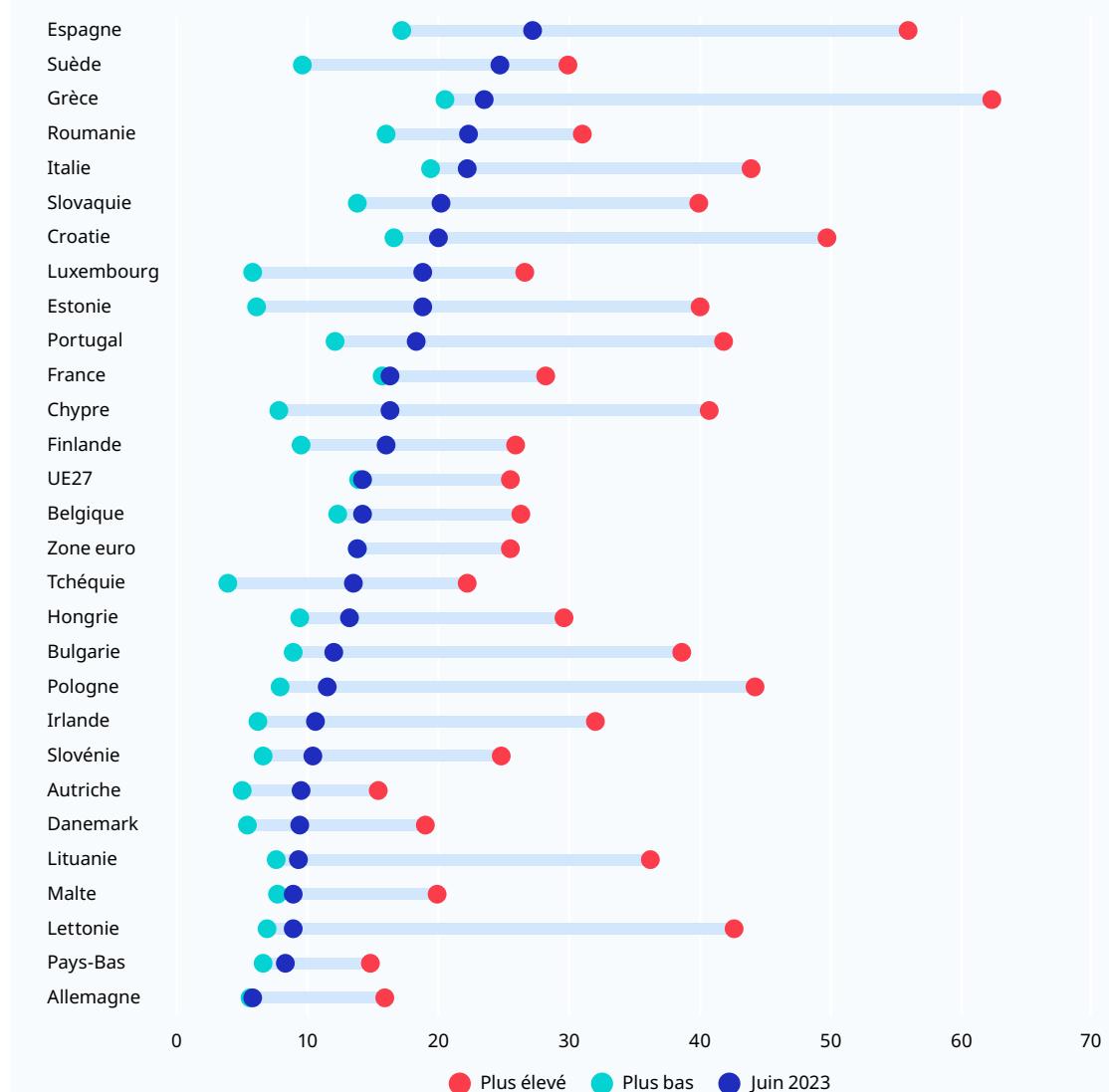
Au rang des évolutions dans l'Union européenne, le sud de l'Europe a enregistré certaines des baisses les plus importantes du taux de chômage des jeunes au cours des dernières années (Eurostat, 2023b). Entre juin 2022 et juin 2023, c'est en Grèce que le chômage des jeunes a le plus baissé, avec un recul de plus de 8 points de pourcentage de leur taux de chômage. D'autres pays du sud de l'Europe ont également enregistré de fortes réductions: 2,1 points de pourcentage à Chypre, 1,8 en Espagne, 1,2 en Italie

et 0,8 au Portugal. Malgré ces progrès, le chômage des jeunes reste élevé dans beaucoup de ces pays, avec des taux supérieurs à 20 pour cent en Espagne, en Grèce et en Italie. Dans les pays de l'Union européenne, l'amélioration du chômage des jeunes est en partie due au renforcement de la Garantie européenne pour la jeunesse, qui a agi comme un stabilisateur automatique en soutenant l'emploi des jeunes pendant la pandémie de COVID-19 (Rinne *et al.*, 2022). En Espagne, l'instauration des contrats *fijos discontinuos* (permanents fractionnés), en vertu desquels un travailleur peut être employé avec parcimonie mais être considéré comme salarié et recevoir des allocations de chômage, a peut-être contribué à faire reculer le chômage des jeunes (*elEconomista.es*, 2023). L'ampleur des baisses peut également traduire une renormalisation après les taux de chômage exceptionnellement élevés atteints pendant la crise de la zone euro en 2009-2010, en particulier dans les pays du sud de l'Europe.

Les tendances dans le reste de l'Union européenne indiquent une augmentation du chômage des jeunes. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées en Tchéquie (6,3 points de pourcentage) et en Suède (5,1 points de pourcentage). La Suède affiche désormais le deuxième taux de chômage des jeunes le plus élevé d'Europe (près de 25 pour cent en juin 2023). La Bulgarie, la Croatie, le Luxembourg, l'Allemagne, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Pologne et la Finlande ont également enregistré des augmentations, bien que modestes en comparaison.

Les taux de chômage des jeunes sont bien inférieurs à leurs niveaux les plus élevés. Malgré les résultats mitigés au regard des tendances récentes du chômage des jeunes, tous les pays de l'Union européenne ont enregistré des progrès considérables par rapport aux sommets atteints au cours de la période depuis 2000 (figure 2.5). Bien que la plupart des pays aient encore des progrès à faire pour retrouver leurs niveaux les plus bas, les chiffres du chômage des jeunes sont dans la quasi-totalité d'entre eux plus proches du niveau le plus bas que du niveau le plus élevé. La Suède, la Tchéquie et le Luxembourg font figure d'exception. La situation dans ces pays peut traduire les répercussions durables et continues de la pandémie sur les jeunes, qui ont été touchés de manière disproportionnée par ses conséquences.

► **Figure 2.5. Taux de chômage des jeunes, comparé aux niveaux les plus élevés et les plus bas entre 2003 et 2023, Union européenne (pourcentages)**



Source: Eurostat (2023b).

Références

- ▶ BAfD (Banque africaine de développement). 2023a. *Perspectives économiques en Afrique 2023: mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique*.
- ▶ —. 2023b. *Perspectives économiques en Afrique du Nord 2023: mobiliser les financements du secteur privé pour le climat et la croissance verte*. <https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-du-nord-2023>.
- ▶ Banque mondiale. 2022. *Région du G5 Sahel – Rapport national sur le climat et le développement*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37620>.
- ▶ —. 2023a. *Global Economic Prospects, June 2023*. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/9107b029-a130-4364-a840-044e72e1001a>.
- ▶ —. 2023b. *Expanding Opportunities: Toward Inclusive Growth*.
- ▶ —. 2023c. *Europe and Central Asia Economic Update, Fall 2023: Sluggish Growth, Rising Risk*. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/8ae7bcc5-2cac-48bd-b263-e211418e2972>.
- ▶ BAsD (Banque asiatique de développement). 2023. *Asian Development Outlook: September 2023*.
- ▶ CEA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique). Sans date. «SADC – Free Movement of Persons». <https://archive.uneca.org/pages/sadc-free-movement-persons>.
- ▶ CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2023. *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2023. Financing a Sustainable Transition: Investment for Growth and Climate Change Action*. <https://www.cepal.org/en/publications/67990-economic-survey-latin-america-and-caribbean-2023-financing-sustainable-transition>.
- ▶ CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2023. *Trade and Development Report 2023. Growth, Debt, and Climate: Realigning the Global Financial Architecture*. https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2023_en.pdf. Aperçu général disponible en français sous le titre «Rapport sur le commerce et le développement 2023 – Croissance, dette et climat: réaligner l'architecture financière mondiale». https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2023overview_fr.pdf.
- ▶ COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australie). 2022. *Report on Labour Migration Statistics in the Common Market for Eastern and Southern Africa*. <https://learning.sammproject.org/wp-content/uploads/download-manager-files/English-COMESA-Report-on-Labour-Statistics-Draft-04.pdf>.
- ▶ —. 2023. «Programme Activities: Immigration and Free Movement of Persons». <https://www.comesa.int/programme-activities-immigration-and-free-movement-of-persons/>.
- ▶ Commission de l'Union africaine, OIT, OIM (Organisation internationale pour les migrations) et CEA. 2021. *Rapport sur les statistiques des migrations de main-d'œuvre en Afrique, troisième édition*. https://www.ilo.org/africa/information-resources/publications/WCMS_828864/lang--fr/index.htm.
- ▶ EIU (Economist Intelligence Unit). 2023. «Regional Summaries: Europe (October 2023)».
- ▶ elEconomista.es. 2023. «Bruselas destaca la bajada del paro en España pero recuerda que los hijos discontinuos inactivos pueden considerarse desempleados», 10 septembre 2023. <https://www.eleconomista.es/economia/noticias/12438364/09/23/bruselas-destaca-la-bajada-del-paro-en-espana-pero-recuerda-que-los-hijos-discontinuos-inactivos-pueden-considerarse-desempleados.html>.
- ▶ Eurostat. 2023a. «Youth Unemployment Rates in EU Metropolitan Regions», 13 février 2023. <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20230213-1>.
- ▶ —. 2023b. «Base de données». <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>.

- ▶ FMI (Fonds monétaire international). 2023a. *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne – La grande pénurie de financement*. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2023/04/14/regional-economic-outlook-for-sub-saharan-africa-april-2023>.
- ▶ —. 2023b. *Perspectives de l'économie mondiale: des trajectoires divergentes*. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2023/10/10/world-economic-outlook-october-2023>.
- ▶ —. 2023c. *Perspectives économiques mondiales: Moyen-Orient et Asie centrale*. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/MECA/Issues/2023/04/13/regional-economic-outlook-mcd-april-2023>.
- ▶ Gigineishvili, Nikoloz, Iulia Ruxandra Teodoru, Narek Karapetyan, Yulia Ustyugova, Jean van Houtte, Jiri Jonas, Wei Shi, Shant Arzoumanian, Kalin I. Tintchev, Maxwell Tuuli *et al.* 2023. «Paving the Way to More Resilient, Inclusive, and Greener Economies in the Caucasus and Central Asia», FMI, Departmental Paper 2023/004.
- ▶ Hale, Erin. 2023. «Will Global Oil Prices Keep Rising Due to the Israel-Hamas War?», *Al Jazeera*, 10 octobre 2023. <https://www.aljazeera.com/economy/2023/10/10/will-global-oil-prices-keep-rising-due-to-the-israel-hamas-war>.
- ▶ Henson, Bob, et Jeff Masters. 2023. «The Libya Floods: A Climate and Infrastructure Catastrophe», *Yale Climate Connections*, 13 septembre 2023. <https://yaleclimateconnections.org/2023/09/the-libya-floods-a-climate-and-infrastructure-catastrophe/>.
- ▶ IAB (Institute for Employment Research). 2023. «European Labour Market Barometer». <https://iab.de/en/daten/european-labour-market-barometer/>.
- ▶ IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre). 2020. *A Decade of Displacement in the Middle East and North Africa*. <https://story.internal-displacement.org/mena-2021/index.html>.
- ▶ Lawler, Alex. 2023. «Explainer: What New OPEC+ Oil Output Cuts Are in Place after Thursday Deal», *Reuters*, 5 décembre 2023. <https://www.reuters.com/markets/commodities/what-new-opec-oil-output-cuts-are-place-after-thursday-deal-2023-12-04/>.
- ▶ —, et Rowena Edwards. 2023. «What Oil Production Cuts Were Agreed at OPEC+ Meeting?», *Reuters*, 5 juin 2023. <https://www.reuters.com/business/energy/how-opec-deal-cuts-oil-supply-until-end-2024-2023-06-05/>.
- ▶ Lundh, Erik. 2023. «Prévisions économiques du Conference Board pour l'économie américaine», *Conference Board*. <https://www.conference-board.org/research/us-forecast>.
- ▶ Moosapeta, Asheesh. 2023. «Low Unemployment and High Participation Rate Indicate Persistent Job Vacancies in Canada», *CIC News*, 14 octobre 2023. <https://www.cicnews.com/2023/10/low-unemployment-and-high-participation-rate-indicate-persistent-job-vacancies-in-canada-1040208.html#gs.2x7bkw>.
- ▶ OCDE (Organisation de développement et de coopération économiques) et OIT. 2018a. *How Immigrants Contribute to South Africa's Economy*. <https://www.oecd-ilibrary.org/content/publication/9789264085398-en>.
- ▶ — et —. 2018b. *How Immigrants Contribute to Ghana's Economy*. <https://www.oecd-ilibrary.org/content/publication/9789264302037-en>.
- ▶ OIT. 2013. *Assessment of the Impact of Syrian Refugees in Lebanon and Their Employment Profile*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms_240134.pdf.
- ▶ —. 2016. *Non-Standard Employment around the World: Understanding Challenges, Shaping Prospects*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_534326.pdf. Résumé disponible en français sous le titre «L'emploi atypique dans le monde: identifier les défis, ouvrir des perspectives». https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_534516.pdf.
- ▶ —. 2020a. *Women Migrant Workers' Labour Market Situation in West Africa*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_751538.pdf.

- ▶ —. 2020b. «COVID-19: Labour Market Impact and Policy Response in the Arab States», note d'information, mai 2020. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/briefingnote/wcms_744832.pdf.
- ▶ —. 2021a. *ILO Global Estimates on Migrant Workers: Results and Methodology - Third Edition*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_808935.pdf.
- ▶ —. 2021b. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2021*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_825198.pdf.
- ▶ —. 2021c. *Empleo informal en la economía rural de América Latina 2012-2019: Un panorama y tendencias regionales pre-pandemia COVID-19*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_795313.pdf.
- ▶ —. 2021d. *Assessing Informality and Vulnerability among Disadvantaged Groups in Lebanon: A Survey of Lebanese, and Syrian and Palestinian Refugees*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms_816649.pdf.
- ▶ —. 2022a. *L'avenir du travail dans le secteur du tourisme: promouvoir un relèvement durable et sûr et favoriser le travail décent dans le contexte de la pandémie de COVID-19*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/meetingdocument/wcms_840404.pdf.
- ▶ —. 2022b. *The Labour Market Implications of Sri Lanka's Multiple Crises*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-colombo/documents/publication/wcms_856157.pdf.
- ▶ —. 2022c. «What Is the Impact of the War against Ukraine on the Labour Market?», 19 septembre 2022. https://www.ilo.org/budapest/whats-new/essential-questions/WCMS_856454/lang--en/index.htm.
- ▶ —. 2022d. «Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations», Note d'information de l'OIT, 11 mai 2022. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/documents/briefingnote/wcms_844523.pdf.
- ▶ —. 2022e. *2022 Labour Overview: Latin America and the Caribbean*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_876565.pdf.
- ▶ —. 2022f. *Youth Not in Employment, Education or Training in Asia and the Pacific: Trends and Policy Considerations*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_860568.pdf.
- ▶ —. 2023a. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_881008.pdf.
- ▶ —. 2023b. «Impact of the Israel-Hamas Conflict on the Labour Market and Livelihoods in the Occupied Palestinian Territory», note d'information, novembre 2023. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms_901136.pdf.
- ▶ —. 2023c. «Gender Equality in the Arab States». https://www.ilo.org/beirut/areasofwork/equality-discrimination/WCMS_712089/lang--en/index.htm#banner.
- ▶ —. 2023d. «Pakistan: Employment Outlook in a Setting of Austerity», note d'information, septembre 2023. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-islamabad/documents/briefingnote/wcms_893724.pdf.
- ▶ —. 2023e. «Has Youth Employment Recovered?», note d'information, juin 2023. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_885192.pdf.
- ▶ —. 2023f. «ILOSTAT: répertoire de microdonnées». <https://ilo.stat.ilo.org/fr/data/#>.
- ▶ —. À paraître. «Integrated Approaches for Formalization in Asia and the Pacific», note d'orientation de l'OIT.
- ▶ — et BAsD. 2020. *Tackling the COVID-19 Youth Employment Crisis in Asia and the Pacific*. https://www.ilo.org/asia/publications/WCMS_753369/lang--en/index.htm.

- ▶ PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2023. «Gender Justice & the Law in the Arab Region». <https://www.undp.org/arab-states/gender-justice-law-arab-region>.
- ▶ *Portail sur les données migratoires*. 2022. «Migration Mixte», 21 février 2022. <https://www.migrationdataportal.org/fr/themes/migration-mixte>.
- ▶ Rinne, Ulf, Werner Eichhorst, Paul Marx et Johannes Brunner. 2022. *Promoting Youth Employment during COVID-19: A Review of Policy Responses*. Genève: BIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_849466.pdf.
- ▶ Saba, Yousef, et Rachna Uppal. 2023. «Oil Cut Extension Raises Risk of Saudi Economic Contraction This Year», *Reuters*, 10 septembre 2023. <https://www.reuters.com/world/middle-east/oil-cut-extension-raises-risk-saudi-economic-contraction-this-year-2023-09-08/>.
- ▶ SAMM (Southern Africa Migration Management – projet de gestion des flux migratoires en Afrique australe). 2021a. «Communauté de développement de l'Afrique australe: la SADC adopte un nouveau plan d'action sur la migration de la main-d'œuvre pour promouvoir le transfert de compétences et la demande de main-d'œuvre pour l'intégration régionale», 11 janvier 2021. <https://learning.sammproject.org/nouvelles/communaute-de-developpement-de-lafrique-australe-la-sadc-adopte-un-nouveau-plan-daction-sur-la-migration-de-la-main-doeuvre-pour-promouvoir-le-transfert-de-competences-et-faire-correspondre-l/?lang=fr>.
- ▶ —. 2021b. «Politiques et/ou stratégies sensibles au genre régulant la migration de main-d'œuvre au niveau national et/ou régional». <https://live-sammproject.pantheonsite.io/a-propos-de-nous/migration-de-travail/domaine-thematique-lm-1/?lang=fr>.
- ▶ Secrétariat de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). 2023. *ASEAN Employment Outlook - The Quest for Decent Work in Platform Economy: Issues, Opportunities and Ways Forward*. <https://asean.org/book/asean-employment-outlook-the-quest-for-decent-work-in-platform-economy-issues-opportunities-and-ways-forward/>.
- ▶ Usov, Anton. 2023. «Central Asia Remains Resilient to Geopolitical Headwinds». Banque européenne pour la reconstruction et le développement, 16 mai 2023. <https://www.ebrd.com/news/2023/central-asia-remains-resilient-to-geopolitical-headwinds.html>.

3

Pénuries de main-d'œuvre sur fond de demande insatisfaite de travail décent

► Vue d'ensemble

Les déséquilibres croissants entre la demande et l'offre de main-d'œuvre sont un casse-tête pour les observateurs économiques et les décideurs politiques ces dernières années. Malgré les bouleversements du marché de l'emploi dus à la pandémie, la demande de main-d'œuvre a dépassé l'offre disponible au début de la reprise dans les économies avancées et les secteurs clés. Bien que l'année 2023 ait apporté un répit, de nombreux postes restent vacants, parce que les employeurs éprouvent des difficultés pour trouver du personnel. Les déséquilibres en matière de main-d'œuvre ne se résorbent que lentement et menacent désormais de faire obstacle à une reprise économique rapide, équitable et durable. Ils ont également eu des répercussions dans les pays émergents et en développement qui disposent d'une offre de main-d'œuvre abondante, mais qui pâtissent de la politique de taux d'intérêt «plus élevés pendant plus longtemps» adoptée par de nombreux pays avancés en réaction aux déséquilibres de leur marché du travail. À plus long terme, les déséquilibres entre les pays riches en main-d'œuvre et ceux où elle diminue contribueront probablement à l'augmentation des flux migratoires internationaux. Si elle n'est pas résolue par des partenariats globaux en matière de compétences qui profitent à la fois aux pays d'origine et aux pays de destination, cette situation pourrait aggraver les pénuries de compétences dans les pays d'origine.

(suite page suivante)

Dans le même temps, les craintes d'une réduction durable du taux d'activité à la suite de la pandémie se sont révélées infondées, puisque les travailleurs sont généralement retournés au travail dans la plupart des régions et des groupes de revenus. En 2023, les taux de chômage sont tombés au-dessous des niveaux antérieurs à la pandémie dans tous les groupes de pays, à l'exception des pays à faible revenu, car la croissance mondiale de l'emploi est restée positive (voir le chapitre 1). En revanche, le nombre total d'heures travaillées n'a pas augmenté au même rythme que l'emploi, puisque le nombre moyen d'heures par semaine a diminué et que les taux de travail à temps partiel ont

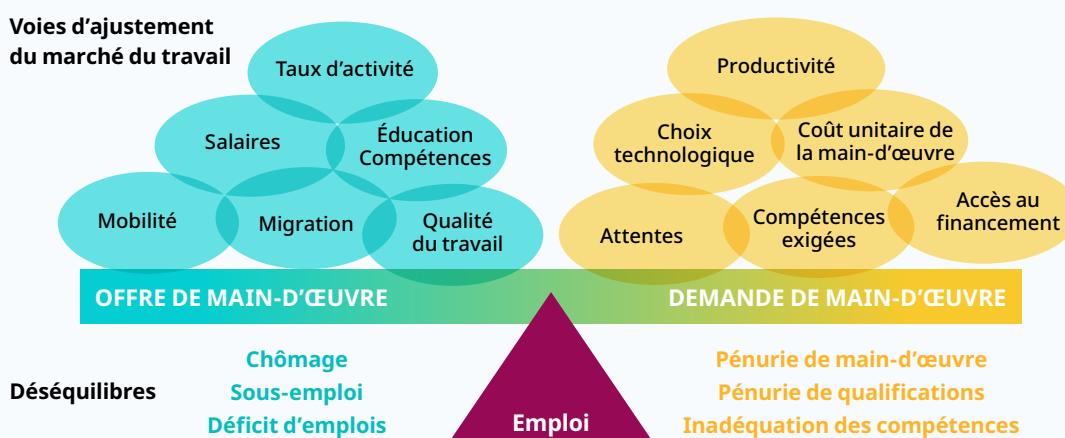
augmenté. Parmi les causes possibles, citons les raisons de santé, les préférences des travailleurs en réaction aux conditions de travail, ainsi que le maintien de l'emploi lorsque les entreprises ont conservé leur personnel malgré une charge de travail moindre afin d'éviter de devoir réembaucher des salariés plus tard. Les marchés du travail n'ont pas réussi à s'adapter à l'évolution de la demande, en partie en raison de la faible mobilité des travailleurs et de la stagnation de la croissance des salaires. Les tendances séculaires, en particulier le vieillissement de la population et les changements technologiques, posent d'autres défis en intensifiant les pénuries de compétences.

► Une demande croissante de main-d'œuvre

Les pénuries de main-d'œuvre surviennent lorsque les employeurs ne parviennent pas à pourvoir les postes vacants en raison d'un manque de candidats présentant le profil voulu. Ce phénomène peut être dû à une pénurie générale de travailleurs, à une inadéquation entre les compétences requises et les profils des candidats, à un décalage entre les attentes des travailleurs et les caractéristiques des emplois disponibles, ou à une combinaison de ces facteurs. Les pénuries de main-d'œuvre sont le signe d'un déséquilibre du marché du travail. Les déséquilibres à long terme sont dus à des facteurs structurels, tels que le manque de travailleurs suffisamment qualifiés ou le vieillissement de la population. Les déséquilibres à court terme, dus à des facteurs cycliques, peuvent résulter d'une brusque augmentation de

la demande de travailleurs ou de restrictions à court terme de l'offre de main-d'œuvre, telles que celles imposées par les mesures sanitaires pendant la pandémie. Les déséquilibres et les pénuries peuvent également être limités à un sous-ensemble de secteurs et de professions. La manière dont les marchés du travail s'adaptent à ces déséquilibres détermine s'ils peuvent être résorbés et à quelle vitesse (voir figure 3.1). Un ajustement lent des salaires peut par exemple agraver les pénuries, parce que les salaires ont tendance à être révisés à moyen terme mais pas assez rapidement en période de forte volatilité. Des facteurs à la fois cycliques et structurels ont été observés dans toutes les régions ces dernières années, à des degrés divers selon le secteur, la profession ou le niveau de qualification.

► **Figure 3.1. Voies d'ajustement du marché du travail et déséquilibres qui en résultent**

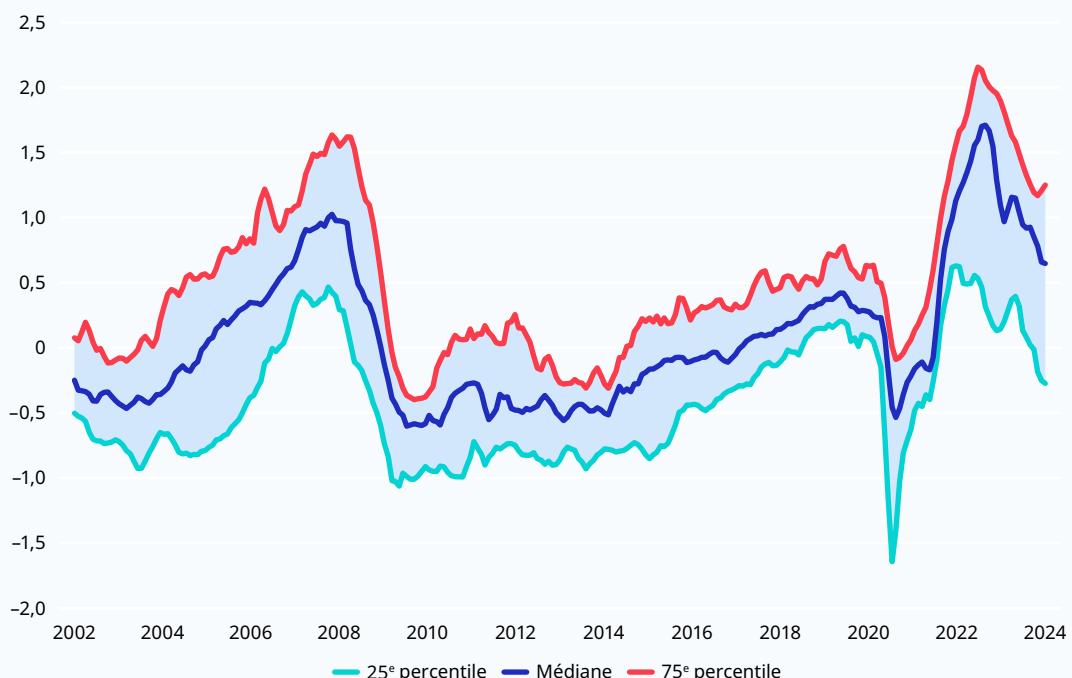


Demande de main-d'œuvre: des postes vacants non pourvus dans les économies avancées

Le nombre de postes vacants – une mesure de la demande (non satisfaite) de main-d'œuvre – demeure élevé après avoir atteint un pic en 2022 dans de nombreuses économies avancées. Après la pandémie, beaucoup d'économies avancées ont enregistré une envolée des taux d'emploi non pourvu, alors même que les marchés du travail se redressaient et que le chômage commençait à baisser (Causa *et al.*, 2022; Duval *et al.*, 2022). Par la suite, le nombre de postes vacants a diminué à mesure que l'économie ralentissait, mais il reste néanmoins plus élevé qu'à n'importe quel moment de la décennie précédente (figure 3.2). En 2022 et 2023, la plupart des pays ont commencé à voir le nombre d'offres d'emploi refluer lentement. Toutefois, les employeurs de nombreuses économies à revenu élevé et de certaines économies à revenu intermédiaire supérieur éprouvent toujours des difficultés à satisfaire leur demande de travailleurs (Feist, à paraître).

Le degré et la nature des pénuries de main-d'œuvre diffèrent selon les secteurs et les professions. Les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont vu les postes vacants augmenter en 2021 dans tous les secteurs, mais surtout dans l'industrie manufacturière, l'information et les communications, et dans les secteurs à forte intensité de contact tels que les services d'hébergement et de restauration, ainsi que les soins de santé (Causa *et al.*, 2022). La Chambre de commerce des États-Unis a noté que les pénuries les plus importantes dans ce pays concernaient les transports, les soins de santé et l'assistance sociale, ainsi que les services d'hébergement et de restauration (Ferguson et Hoover, 2022). L'Union européenne enregistre également des pénuries persistantes dans les secteurs de la construction, des technologies de l'information et de la communication, de l'industrie manufacturière et des soins de santé (Commission européenne, 2023a). Cette liste non exhaustive montre que les pénuries touchent aussi bien des secteurs à forte productivité et très rémunérateurs que des secteurs à faible rémunération, généralement caractérisés par des taux élevés d'informalité, une forte proportion d'emplois indépendants et des conditions de travail souvent difficiles.

► **Figure 3.2. Offres d'emploi dans certaines économies (avancées), de janvier 2002 à septembre 2023 (écart types par rapport à la moyenne)**



Note: La figure montre la médiane et les 25^e et 75^e percentiles de la moyenne mobile sur trois mois des avis normalisés de vacance de poste dans 18 économies (avancées pour la plupart). Ces économies sont les suivantes: Allemagne, Autriche, Chypre, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Thaïlande.

Source: *Trading Economics*, calculs du BIT.

Les pénuries de compétences et de main-d'œuvre ne se limitent pas à ces économies à revenu élevé. De nombreuses économies à différents niveaux de développement en Asie sont confrontées à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée depuis un certain temps (Sakamoto et Sung, 2018). L'émigration vers des pays où les salaires sont plus élevés contribue également à de graves pénuries dans certaines régions d'Europe de l'Est, ce qui assombrît considérablement les perspectives de croissance économique et de productivité. Des données d'enquête montrent qu'à l'échelle mondiale 77 pour cent des employeurs font état de difficultés à recruter des candidats possédant l'ensemble des compétences requises, alors que cette proportion n'était que de 35 pour cent dix ans plus tôt (Manpower Group, 2023). Dans le même temps, la pandémie a déclenché une évolution des normes de travail vers des formes de travail à distance et hybrides, et a conduit de nombreux travailleurs à s'interroger sur l'acceptabilité d'un emploi non décent.

Conséquences locales et mondiales des pénuries de main-d'œuvre et de compétences

Les pénuries de main-d'œuvre peuvent avoir de graves conséquences sur l'ensemble de l'économie des pays concernés. Elles ne nuisent pas seulement aux entreprises, en entravant la croissance et l'exploitation du plein potentiel économique d'un pays et en diminuant ainsi le revenu global. En faisant augmenter les coûts de recrutement et de main-d'œuvre pour les entreprises, les pénuries peuvent également contribuer à la hausse des prix à la consommation et donc à l'augmentation du coût de la vie, dont les ménages les plus pauvres souffrent généralement de manière disproportionnée. Les pays à revenu élevé enregistrent depuis un certain temps une faible croissance économique et un ralentissement manifeste de la croissance de la productivité (OIT, 2023a). Les pénuries de main-d'œuvre peuvent encore limiter les perspectives de croissance et freiner le processus de reprise.

Les pénuries de travailleurs essentiels dans des secteurs clés devraient créer des goulets d'étranglement dans les économies touchées. Une pénurie persistante

de personnel de santé ainsi que de travailleurs dans les services de transport, d'hébergement et de restauration risque d'entraver l'accès aux services et aux produits et d'en réduire la qualité. La pandémie a montré à quel point les économies dépendent de ces catégories de travailleurs essentiels (*ibid.*). Les conséquences vont des longues heures d'attente à des problèmes plus graves, par exemple lorsque les besoins en matière de santé ne peuvent être satisfaits en raison d'un manque de personnel. Les pénuries de main-d'œuvre dans les services essentiels tels que les soins de santé peuvent également aggraver les conditions de travail du personnel déjà surchargé (Buchan, Catton et Shaffer, 2022). Les pénuries de travailleurs dans les entreprises agricoles menacent la sécurité alimentaire et contribuent à la hausse des prix des denrées alimentaires. Un manque de travailleurs dans le secteur de la construction peut entraver l'accès à des logements abordables et ralentir les projets d'infrastructure nécessaires. Les entreprises exportatrices peuvent avoir du mal à rester compétitives en matière de qualité des produits, de capacité d'innovation et de productivité lorsque les chaînes de valeur sont perturbées par des pénuries de main-d'œuvre.

En outre, une pénurie de main-d'œuvre dans certaines économies peut avoir des répercussions dans le reste du monde. La pandémie a montré l'incidence des perturbations de l'offre de main-d'œuvre (dues principalement aux taux d'infection élevés) sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui a eu des effets d'entraînement dans l'économie mondiale (Ivanov et Dolgui, 2022). Les échanges commerciaux entre les économies avancées et les économies en développement ont traversé de fortes turbulences, en partie en raison de l'évolution de la demande et des pénuries de main-d'œuvre dans les pays importateurs, ce qui a entraîné une congestion des ports (Komaromi, Cerdeiro et Liu, 2022). Les goulets d'étranglement dans les processus de production ont déclenché une accélération de l'inflation, forçant les principales banques centrales à resserrer leurs taux directeurs, ce qui a eu des effets négatifs sur les conditions de financement au niveau mondial. Parallèlement, la migration des pays où les salaires sont plus bas et les conditions de travail médiocres vers ceux qui manquent de travailleurs qualifiés a eu un effet négatif sur l'offre de main-d'œuvre qualifiée pour occuper des postes clés dans les pays d'origine.

► Offre de main-d'œuvre

L'offre disponible de main-d'œuvre est déterminée par le nombre de personnes faisant partie de la population active ainsi que par le nombre d'heures qu'elles souhaitent et peuvent travailler. Les ajustements peuvent intervenir par le biais de ces deux facteurs: soit plus rapidement par une modification du nombre d'heures travaillées, soit un peu plus lentement par l'évolution du nombre de personnes au travail. Pendant la pandémie, ces mesures ont diminué à des rythmes variables en fonction des choix politiques concernant les programmes de maintien de l'emploi et l'extension des allocations de chômage. Avec la réouverture des économies et la reprise des marchés du travail, le redressement complet et rapide des taux d'activité était considéré comme incertain. Cependant, les données sur la participation au marché du travail montrent que les réductions de l'offre de main-d'œuvre induites par la pandémie ont été totalement enrayées dans la plupart des sous-régions (voir le chapitre 1).

Taux d'activité: y a-t-il moins de personnes qui travaillent ou qui cherchent un emploi?

Bien que la participation globale au marché du travail ait maintenant dépassé les niveaux antérieurs à la pandémie dans certains cas, les répercussions de la crise sur la main-d'œuvre mondiale ont été très asymétriques. Les femmes, les jeunes et les migrants ont particulièrement souffert des fermetures de lieux de travail, puisqu'ils sont plus susceptibles de travailler dans des secteurs peu rémunérateurs et à forte intensité de contacts, ainsi que dans l'économie informelle (OIT, 2021). L'augmentation des tâches de soins non rémunérées a en outre constitué un obstacle supplémentaire à l'activité des femmes (Azcona *et al.*, 2022). Les travailleurs âgés, dont beaucoup se trouvent également dans le groupe des travailleurs immunodéprimés et des malades de longue durée, ont été fortement incités à opter pour le télétravail ou à quitter purement et simplement le marché du travail. En somme, la pandémie a modifié les trajectoires professionnelles de millions de travailleurs vulnérables, a réduit les revenus, et en a fait basculer beaucoup dans la

pauvreté (Yonzan *et al.*, 2022). Si les taux d'activité étaient restés inférieurs aux prévisions avant la pandémie, on aurait pu s'attendre à long terme à des pénuries de main-d'œuvre et à une détérioration des résultats du marché du travail. Mais la comparaison des taux d'activité réels des femmes et des jeunes par rapport à leurs tendances à long terme antérieures à la crise semble indiquer que seules quelques poches de «travailleurs manquants» subsistent (voir les figures 3.3 et 3.4).

Le taux d'activité des femmes en 2023 était égal ou légèrement supérieur à sa tendance linéaire à long terme dans l'ensemble des groupes de revenus. Il était cependant inférieur à la tendance linéaire antérieure à la pandémie en Afrique (en particulier en Afrique du Nord) ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes¹. En Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud ainsi qu'en Amérique du Nord, le taux d'activité a été plus faible que prévu et pourrait avoir contribué aux pénuries de main-d'œuvre observées. En revanche, le taux d'activité des femmes a été plus élevé que ce que prévoyait la tendance linéaire à long terme dans les États arabes et dans la plupart des régions d'Asie². Malgré ces améliorations partielles, l'écart entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes demeure élevé dans le monde entier, et la pandémie a annulé une partie de la convergence atteinte avant 2020.

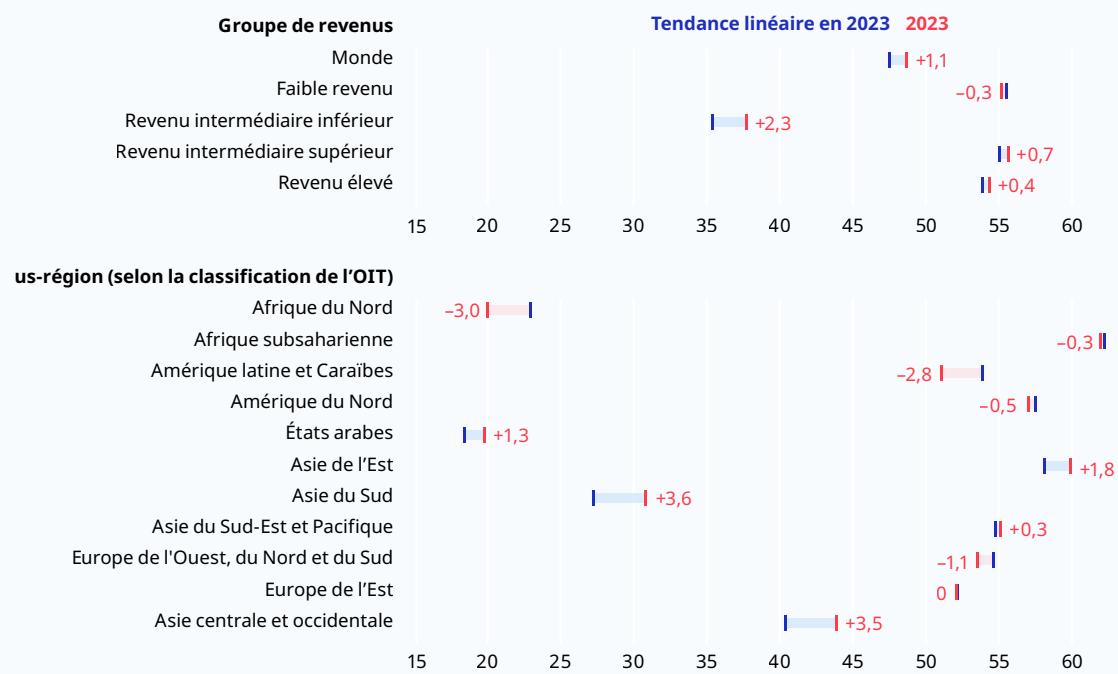
Les taux d'activité des jeunes, tous groupes de revenus confondus, n'ont pas retrouvé la tendance à la baisse qu'ils affichaient avant la pandémie depuis une dizaine d'années. Ils se sont stabilisés après l'impact négatif initial de la pandémie. Le taux d'activité des jeunes est généralement plus cyclique que celui des autres groupes d'âge, car les jeunes travailleurs ont tendance à quitter le marché du travail ou à en être écartés, pour cause d'inactivité ou d'études, lorsque les conditions économiques se détériorent³. C'est ce qui s'est produit pendant la pandémie, en particulier dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur (figure 3.4). Lors de la reprise qui a suivi, les jeunes ont rejoint la population active à des taux plus élevés que prévu. Le relèvement général des taux d'activité semble indiquer que d'autres facteurs doivent jouer un rôle dans les pénuries actuelles.

1 En Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux d'activité des femmes a retrouvé son niveau d'avant la pandémie, tandis que celui des hommes reste légèrement inférieur à ce point de référence (voir chapitre 2). La participation des femmes au marché du travail stagne depuis près de deux décennies après avoir enregistré des augmentations régulières tout au long des années 1990, d'où la tendance linéaire à long terme légèrement positive.

2 En Asie, où les taux d'activité suivent une tendance à la baisse à long terme, l'écart par rapport à la tendance représente un signe positif que le taux d'activité des femmes a diminué plus lentement que prévu. Cela n'implique pas nécessairement une bonne qualité de l'emploi, car celui des femmes est souvent moins bien rémunéré et moins sûr que celui des hommes (Dasgupta et Verick, 2016). Dans les États arabes, le taux d'activité des femmes a augmenté principalement parce que les Saoudiennes participent désormais à un taux plus élevé au marché du travail en raison des changements législatifs intervenus ces dernières années (Alaref et Koettl, 2021).

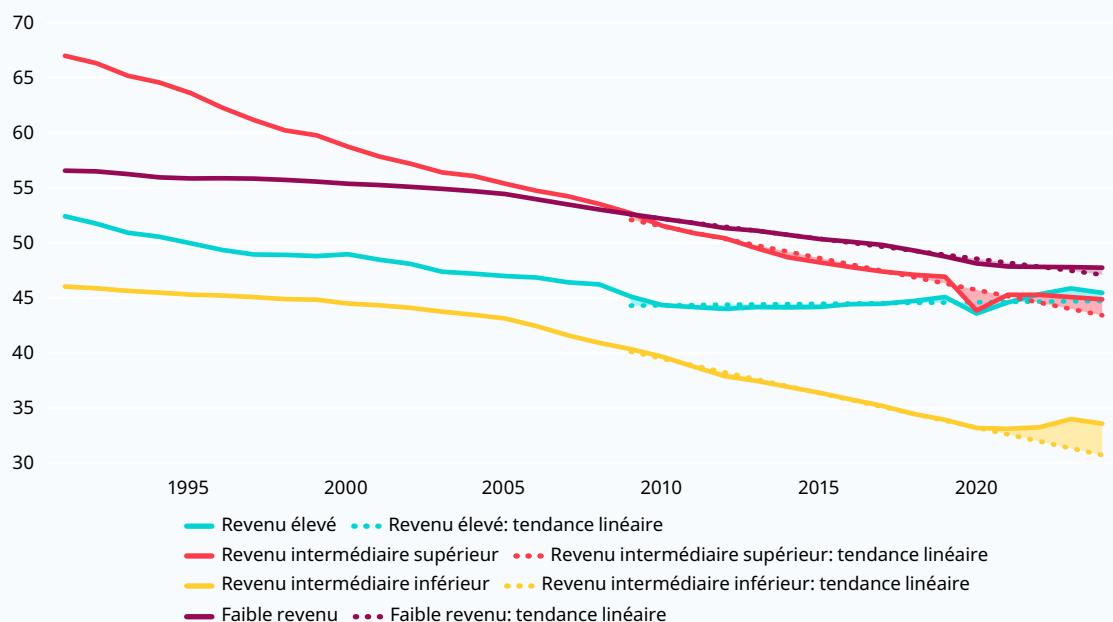
3 Compte tenu de cette plus grande variabilité du taux d'activité des jeunes, l'écart par rapport à la tendance linéaire peut être davantage attribué à des mouvements cycliques qu'à des raisons structurelles.

► **Figure 3.3. Taux d'activité des femmes par rapport à la tendance antérieure à la pandémie** (écart par rapport à la tendance en points de pourcentage)



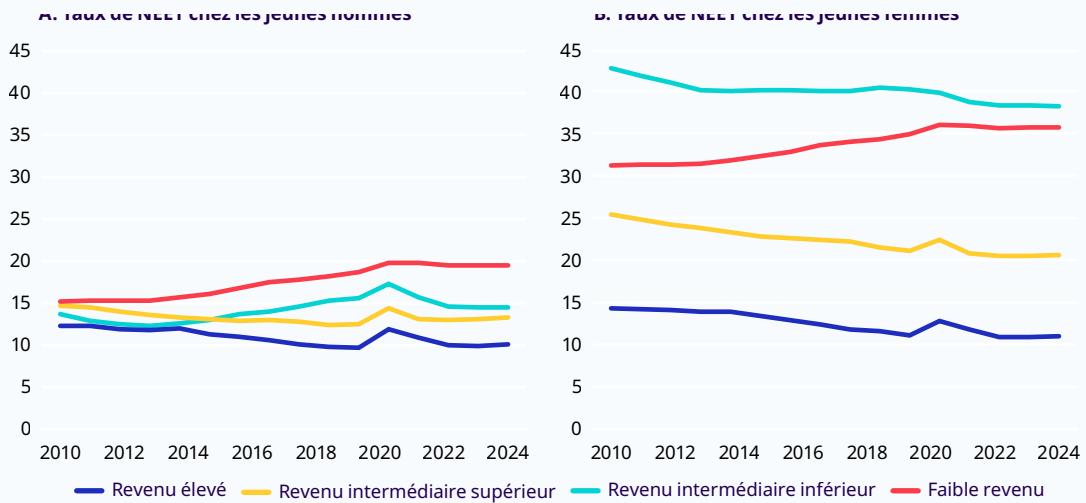
Source: Estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► **Figure 3.4. Taux d'activité des jeunes (pourcentages)**



Source: Estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

► **Figure 3.5. Jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (NEET), par sexe et par groupe de revenus (pourcentages de la population âgée de 15 à 24 ans)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

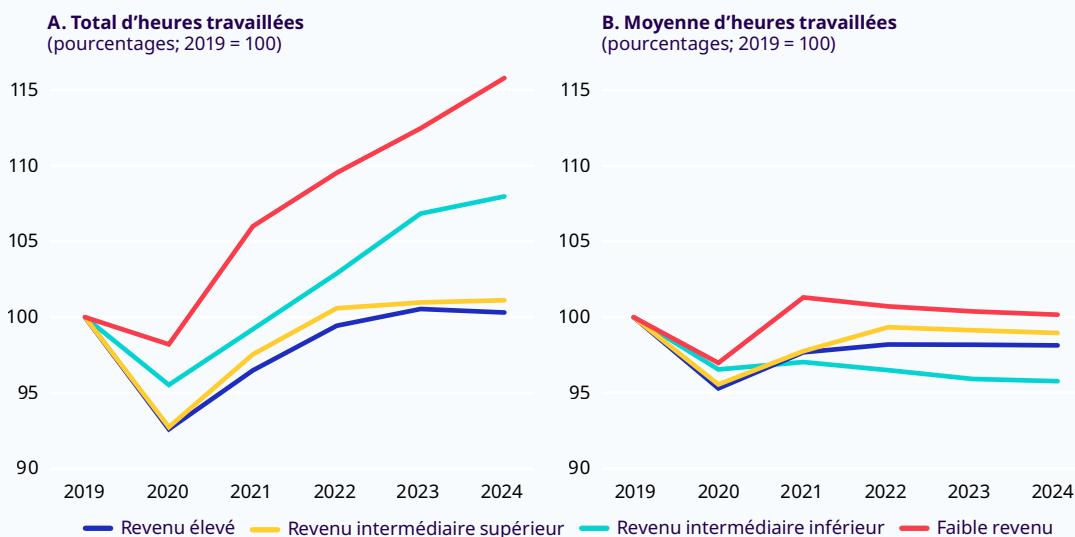
Dans le même temps, le nombre de jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (NEET) reste élevé à l'échelle mondiale. En 2020, le nombre de NEET avait augmenté de 15 millions par rapport 2019, pour atteindre plus de 285 millions dans le monde. En 2022, il était plus élevé qu'avant la crise sanitaire, en termes tant absolus que relatifs (OIT, 2023b). La figure 3.5 montre que le taux de NEET chez les jeunes hommes restait particulièrement élevé en 2023 dans les pays à faible revenu. Les jeunes femmes sont fréquemment NEET dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, une circonstance qui réduit leurs chances d'obtenir par la suite un emploi rémunéré et décent. Le nombre de NEET parmi les jeunes ruraux est également préoccupant (OIT, 2023c). Dans les économies à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur, les taux de NEET étaient sur une trajectoire descendante jusqu'en 2019, mais cette amélioration progressive n'a pas perdu après la pandémie. Compte tenu des pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans le monde, ce renversement de tendance pourrait encore accentuer le décalage entre les compétences des individus qui ont besoin d'un travail décent et celles recherchées par les employeurs pour contribuer à une croissance durable.

Heures travaillées: leur nombre moyen et leur nombre total ont divergé

Le nombre total d'heures travaillées a augmenté dans l'ensemble des groupes de revenus, grâce à la forte croissance de l'emploi tout au long de la reprise⁴. Dans le même temps, le décalage entre le nombre total et le nombre moyen d'heures travaillées s'est accentué. Le nombre moyen d'heures par semaine et par travailleur était plus faible en 2023 qu'en 2019 dans tous les groupes de revenus, à l'exception des pays à faible revenu, où il était légèrement plus élevé. La diminution relative du nombre moyen d'heures va de moins de 1 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire supérieur à plus de 2 pour cent dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire inférieur. Dans tous les groupes de revenus, l'évolution du nombre total et celle du nombre moyen d'heures ont divergé à des degrés divers (voir figure 3.6). Cela signifie que la main-d'œuvre est utilisée moins intensément. Ces réductions peuvent correspondre au temps de travail souhaité par les travailleurs et peuvent même améliorer leur

4 Les heures travaillées augmentent généralement à nouveau pendant les phases d'expansion, comme ce fut le cas après la pandémie. Leur nombre avait commencé à se redresser au début de l'année 2022, mais des vents contraires ont soufflé en raison des restrictions sanitaires en Chine et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement qui en ont découlé, ainsi qu'en raison des conséquences mondiales de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. La reprise du nombre total d'heures travaillées a été très inégale d'un groupe de revenus à l'autre: les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur ont, pour l'essentiel, retrouvé en 2022 leur niveau de référence de 2019 antérieur à la pandémie, tandis que la reprise du marché du travail des pays à revenu intermédiaire inférieur et à faible revenu a été plus difficile (OIT, 2022c).

► **Figure 3.6. Nombre total par rapport au nombre moyen d'heures effectivement travaillées par personne employée**



Note: Ces indicateurs sont basés sur la 13^e définition de la CIST. Ils correspondent à la moyenne des heures effectivement travaillées par semaine et par personne employée et au total des heures effectivement travaillées par semaine par les personnes employées dans leur emploi principal. De plus amples informations sont disponibles dans la description de la base de données des estimations modélisées du BIT (ILOEST) (<https://ilo.org/fr/resources/concepts-and-definitions/ilo-modelled-estimates/>).

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2023.

bien-être, mais elles signifient aussi qu'une moins grande partie de leur temps est disponible pour les employeurs qui ont besoin de plus de main-d'œuvre. L'augmentation de l'emploi à temps partiel pour des raisons de soins ou de santé est l'une des explications possibles de ces réductions du nombre d'heures par travailleur, de même que la décision des employeurs de conserver leur main-d'œuvre pendant un ralentissement économique, parce qu'ils sont optimistes quant à l'avenir et/ou pour éviter des obstacles potentiels et les coûts de réembauche du personnel par la suite (Arce *et al.*, 2023, Colijn, 2023).

Les heures de travail ont évolué différemment selon les secteurs et les professions. Dans les pays à revenu élevé pour lesquels des données sont disponibles, les secteurs ayant enregistré des baisses relatives particulièrement fortes de la moyenne des heures de travail sont les services d'hébergement et de restauration, le transport et l'entreposage, suivis de près par l'information et les communications, l'immobilier et les activités professionnelles, scientifiques et techniques. Plusieurs causes peuvent expliquer que le nombre moyen d'heures ait diminué davantage dans certains secteurs que dans d'autres. Tout d'abord, la composition de la main-d'œuvre diffère d'un secteur à l'autre en ce qui concerne l'âge, le sexe et le travail à temps partiel. Les services d'hébergement et de restauration, par exemple,

emploient généralement un nombre disproportionné de femmes et de travailleurs à temps partiel. Ensuite, les entreprises sont différentes en matière de dynamique d'embauche et de propension à conserver la main-d'œuvre, en fonction de caractéristiques de l'entreprise telles que la taille et la rentabilité, et la rétention de la main-d'œuvre réduit généralement les heures de travail des salariés (Bäurle, Lein et Steiner, 2021; Génin et Scott, 2022).

Les différences sectorielles entre les taux de croissance du nombre total et du nombre moyen d'heures de travail peuvent donner une idée des types de pénuries qui prévalent dans chaque secteur. Dans les secteurs en pénurie où le nombre total et le nombre moyen d'heures ont chuté, les pénuries sont probablement davantage dues à des limitations de l'offre de main-d'œuvre. C'est ce que l'on observe surtout dans les secteurs essentiels et faiblement rémunérateurs, où de mauvaises conditions de travail peuvent être à l'origine de pénuries de main-d'œuvre. Dans les secteurs où le nombre total d'heures a augmenté tandis que le nombre moyen a baissé, les pénuries sont souvent davantage liées à la demande. C'est le cas, par exemple, dans les secteurs qui connaissent une forte expansion de la demande, tels que les technologies de l'information et de la communication et les soins de santé (Commission européenne, 2023a).

► **Figure 3.7. Nombre de jours de maladie par travailleur et par an, et pourcentage d'augmentation, 2019-2022**



Note: La définition du congé de maladie dépend de la source. Les données d'Israël, de l'Estonie et du Canada correspondent à l'absence déclarée pour cause de maladie. Les données de la Suisse correspondent à l'absence pour cause de maladie ou d'accident et sont basées sur une journée de travail de 8 heures. Les données du Royaume-Uni sont basées sur une journée de travail de 7,5 heures.

Sources: OCDE, Institute for Employment Research (IAB) (Allemagne), Office fédéral de la statistique (Suisse), Office for National Statistics (Royaume-Uni).

La proportion de travailleurs à temps partiel a augmenté dans de nombreuses économies à revenu élevé. La baisse du nombre moyen d'heures travaillées peut être en partie due à des effets de composition, puisque la part des travailleurs à temps partiel a augmenté. Certains d'entre eux travaillent à temps partiel de manière involontaire et, si les circonstances s'y prêtent, seraient prêts à travailler davantage. Les circonstances précises dépendent beaucoup du contexte national et des facteurs particuliers qui limitent le retour à l'emploi à plein temps. L'emploi à temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes et, comme il est particulièrement fréquent chez les femmes ayant des enfants, il est étroitement lié aux systèmes éducatifs nationaux et aux services de garde d'enfants⁵. Parmi les autres groupes occupant un emploi à temps partiel figurent les travailleurs âgés en retraite partielle et les personnes souffrant d'un handicap qui les empêche de travailler à plein temps.

La détérioration de l'état de santé est une autre raison possible de la diminution du nombre moyen d'heures de travail. Elle peut être imputable au vieillissement de la

population, mais aussi à l'augmentation du nombre de jours de maladie dus à l'infection par le COVID-19 et/ou au nombre croissant de personnes souffrant d'une affection de longue durée. Le COVID long, qui touche environ 20 pour cent des personnes infectées par le virus, selon l'Organisation mondiale de la santé, a peut-être de fortes répercussions sur les mesures de l'activité des marchés du travail⁶. Selon les estimations pour les États-Unis, entre 280 000 et 680 000 personnes souffrant d'un COVID long ont quitté le marché du travail et celles qui ont continué à travailler ont réduit leurs heures de travail de 2 à 3 pour cent, soit l'équivalent de 20 000 à 39 000 emplois à plein temps (Sheiner et Salwati, 2022). Les facteurs psychosociaux après à la pandémie, tels que l'épuisement professionnel et le stress, ont également joué un rôle, en particulier pour les travailleurs des secteurs de la santé et de l'hôtellerie (Liu-Lastres, Wen et Huang, 2023; OMS, 2022). Le nombre d'arrêts maladie demeure nettement plus élevé qu'en 2019 (voir figure 3.7) et certains observateurs y voient l'une des raisons expliquant les pénuries de main-d'œuvre en Europe (Colijn, 2023).

⁵ Voir les données sur les lacunes en matière de garde d'enfants en Allemagne ou aux États-Unis: <https://www.laendermonitor.de/de/vergleich-bun-deslaender-daten/kinder-und-eltern/fokus-u3/betreuungsquote-und-betreuungswunsch-2> et <https://childcaregap.org/>. Voir OIT et Banque asiatique de développement (2023) sur des besoins similaires en Asie et dans le Pacifique.

⁶ <https://www.who.int/europe/news-room/fact-sheets/item/post-covid-19-condition>.

Les marchés du travail ne parviennent-ils pas à s'adapter?

Les salaires et la mobilité de la main-d'œuvre sont d'importantes voies d'ajustement des marchés du travail (voir figure 3.1), qui ont peut-être perdu de leur efficacité ces dernières années. Les salaires évoluent lentement et l'augmentation du coût de la vie engloutit les petits gains. Les salaires globaux ont tendance à rester figés à court terme. Ils s'adaptent généralement lentement à l'évolution des conditions économiques, et l'envolée de postes vacants après la pandémie n'a pas entraîné de croissance appréciable des salaires dans les pays concernés. Les données sur la croissance des salaires aux États-Unis montrent que les salaires avaient commencé à augmenter en 2021 dans les secteurs les plus touchés par les pénuries de main-d'œuvre, en particulier celui de l'hôtellerie (Duval *et al.*, 2022). Dans la zone euro, la croissance des salaires s'est accélérée en 2022 dans les services d'hébergement et de restauration, dans les transports et dans le commerce (Bodnár *et al.*, 2022). Au-delà de ce nombre limité de secteurs, la croissance des salaires a été modérée. Bien que ces hausses salariales aient pu contribuer à remédier aux pénuries de main-d'œuvre en motivant davantage de candidats à un emploi, l'augmentation du coût de la vie a englouti une grande partie des gains salariaux nominaux. Après le fort soutien budgétaire et monétaire visant à contenir les effets de la pandémie de COVID-19, et après les flambées des prix des produits de base découlant des tensions géopolitiques, l'inflation mondiale a atteint en 2022 des niveaux inégalés depuis des décennies (FMI, 2023). Les hausses ont d'abord touché les secteurs à forte intensité énergétique, puis se sont ensuite propagées au reste de l'économie. Les revenus réels en ont souffert, et ceux du bas de l'échelle des revenus de manière disproportionnée (OIT, 2023d). Les salaires réels dans les pays de l'OCDE ont diminué en 2023 (OCDE, 2023a).

Après la pandémie, les travailleurs des économies avancées se sont détournés des professions offrant des conditions de travail médiocres. Les taux de démission ont fortement augmenté en 2021 par rapport à 2019 et, du moins aux États-Unis, plus rapidement dans les secteurs peu rémunérateurs (Causa *et al.*, 2022; Ferguson et Hoover, 2022). Partout dans le monde, les professions à bas salaires ont été fortement touchées par les pertes d'emploi, et les employeurs ont eu du mal à réembaucher des travailleurs au cours de la reprise. Ce phénomène a contribué à la persistance des pénuries de main-d'œuvre: aux États-Unis et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les plus fortes hausses proportionnelles de postes vacants ont été observées pour les emplois peu rémunérés, peu qualifiés ou aux conditions de travail précaires (par

exemple les chauffeurs routiers, les agents de nettoyage, les travailleurs de l'hébergement et de l'industrie alimentaire, les travailleurs d'entrepôt) (Pizzinelli et Shibata, 2023). Dans l'Union européenne également, les pénuries de main-d'œuvre ont davantage augmenté dans les secteurs où les salaires sont moins élevés et la qualité de l'emploi moins bonne⁷. Ces mêmes secteurs comptent par ailleurs une plus grande proportion de jeunes, de travailleurs peu instruits et de migrants (Zwysen, 2023). Les pénuries sont souvent plus graves dans les secteurs où la ségrégation entre les sexes est plus forte, ce qui souligne la nécessité d'améliorer l'inclusivité et de diversifier la main-d'œuvre sectorielle (Commission européenne, 2023a). La discrimination fondée sur le genre et les disparités de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale, par exemple dans le secteur du tourisme, sont également des facteurs de qualité du travail qui aggravent les pénuries de main-d'œuvre (OIT, 2022a).

Certains de ces déséquilibres pourraient probablement être résorbés en s'attaquant à la faiblesse du salaire net effectivement perçu et à la pénibilité des conditions de travail. La capacité à verser des salaires plus élevés et à améliorer les conditions de travail est liée aux performances de l'entreprise. Les entreprises plus rentables affichent souvent de meilleurs résultats en ce qui concerne le bien-être des travailleurs (De Neve, Kaats et Ward, 2023). Cela signifie, à l'inverse, que celles dont les conditions de travail sont moins bonnes tendent à être les moins rentables. Dans la mesure où il existe une corrélation entre la part des petites et très petites entreprises, l'informalité, la faible rentabilité et les bas salaires dans certains secteurs, la détérioration des conditions de travail a contribué à l'augmentation des pénuries en raison de la réticence des travailleurs à accepter les emplois disponibles.

La mobilité de la main-d'œuvre peut également avoir souffert de la réticence des entreprises à se séparer de leurs travailleurs. En plus de réduire le nombre moyen d'heures travaillées, cette pratique, appelée «rétention de main-d'œuvre», empêche les salariés de gravir les échelons en changeant d'emploi. Dans la zone euro, par exemple, environ 10 pour cent des entreprises de l'industrie et des services ont conservé leur main-d'œuvre tout au long de l'année 2022. Dans le secteur du commerce de détail, cette part était d'environ 20 pour cent, soit un peu plus que dans le secteur de la construction (15 pour cent des entreprises à la fin de 2022). Après avoir atteint un pic en 2020, grâce aux programmes de maintien de l'emploi, cet indicateur reste plus élevé qu'avant la pandémie, en particulier dans le commerce de détail et le secteur de l'industrie (Commission européenne, 2023b). Le maintien dans l'emploi aide les entreprises à préserver le capital humain qui leur est propre à court terme mais, s'il se prolonge trop longtemps, il peut

⁷ La qualité de l'emploi est mesurée par la fréquence de contrats à temps partiel involontaire et de contrats temporaires, du travail le soir, la nuit, en fin de semaine et en équipe, de l'absence de contrôle sur la commande de travail, du travail sous forte pression et de l'exigence de flexibilité.

avoir des effets durables sur l'offre de main-d'œuvre et la croissance de la productivité, en décourageant les travailleurs de passer d'un emploi à faible productivité à un emploi potentiellement mieux adapté à eux.

La mobilité professionnelle recule en partie en raison de la proportion croissante de travailleurs âgés, en particulier dans les économies à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur. La part des travailleurs âgés de 55 ans ou plus dans la population active a augmenté de 13 pour cent en 2000 à 22,5 pour cent en 2022 dans les pays à revenu élevé et a presque doublé, passant de 9,8 à 17,8 pour cent, dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. En revanche, leur part a légèrement diminué dans les pays à faible revenu, passant de 11,5 à 11 pour cent, et n'a que légèrement augmenté, de 11,4 à 14,4 pour cent, dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Les taux d'activité des travailleurs âgés tendent aujourd'hui à être plus élevés que ceux des générations précédentes, ce qui témoigne de l'amélioration de la santé et de la longévité (Harasty et Ostermeier, 2020). Ils s'expliquent aussi en partie par la plus forte participation des femmes au marché du travail parmi les travailleurs âgés d'aujourd'hui que dans les cohortes précédentes. Toutefois, la mobilité professionnelle des travailleurs âgés diffère de celle des jeunes travailleurs: la probabilité de passer d'un emploi à un autre (le taux de transition d'un emploi à un autre) diminue avec l'âge, tandis que la durée moyenne dans l'emploi augmente (Bosler et Petrosky-Nadeau, 2016)⁸. Bien que les changements d'emploi fréquents puissent être associés à l'instabilité de l'emploi chez les jeunes travailleurs, ils sont également corrélés aux hausses de salaire et à l'affectation plus efficace des travailleurs à des emplois plus productifs correspondant à leurs compétences (Haltiwanger, Hyatt et McEntarfer, 2018; Moscarini et Postel-Vinay, 2018). Par conséquent, une part plus importante de travailleurs âgés de 55 ans ou plus risque d'être associée à une croissance plus faible des salaires et de la productivité et, de manière générale, à une plus faible mobilité des travailleurs. Si moins de travailleurs sont disposés à changer d'emploi, les entreprises qui recrutent auront moins de candidats potentiels.

Les segments économiques à faible productivité semblent maintenir une forte demande de main-d'œuvre. Cela montre l'existence d'un lien entre la faible productivité et les pénuries de main-d'œuvre, qui résulte d'une mauvaise répartition des ressources. Plusieurs des secteurs qui connaissent des pénuries ont généralement des niveaux de productivité faibles, notamment la construction, les services d'hébergement et de restauration, ainsi que la logistique. En théorie, les coûts d'opportunité de l'investissement devraient induire une allocation sélective des ressources financières aux entreprises très productives

et en croissance. Toutefois, dans la pratique, il semble que l'allocation des fonds aux entreprises peu productives ait été inefficacement élevée et non durable au cours des dernières années, en raison des niveaux élevés d'incertitude, des mesures de soutien budgétaire non ciblées pendant la pandémie et des politiques monétaires accommodantes. Les mesures de soutien non ciblées, qui étaient nécessaires pour absorber le choc initial de la pandémie, ont permis aux entreprises non viables de rester en activité, augmentant ainsi le nombre d'entreprises dites «zombies» (Albuquerque et Iyer, 2023). Cela a faussé la redistribution sectorielle du capital et du travail. La mauvaise répartition des ressources peut rendre la croissance de l'emploi moins réactive à la productivité des entreprises et contribuer à «piéger» la main-d'œuvre dans des entreprises à faible productivité (Andrews et Hansell, 2021; Hambur et Andrews, 2023). Des investissements ciblés dans des domaines en croissance et à forte productivité pourraient se traduire par une augmentation de la production économique et des possibilités d'emploi. Cela inciterait les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires pour s'orienter vers des secteurs en expansion et qui rémunèrent mieux. Inversement, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour une activité sectorielle particulière stimulera l'investissement dans ce secteur. Non seulement l'allocation inefficace des ressources entretient une faible croissance de la productivité, mais les investissements non durables entravent le développement des compétences orientées vers l'avenir et peuvent aggraver les pénuries de main-d'œuvre à l'extrême supérieure de la répartition de la productivité.

La croissance de la productivité a été faible dans les économies avancées et s'est concentrée dans un nombre limité d'entreprises (OIT, 2023a). Une faible croissance globale de la productivité peut entraîner un ralentissement de la croissance des salaires. À son tour, un environnement de croissance salariale faible ou stagnante n'incite plus guère les travailleurs à rechercher de nouvelles possibilités d'emploi pour améliorer leur salaire. Un petit nombre d'entreprises très productives ont tendance à payer des salaires plus élevés que le groupe plus large des entreprises à faible productivité, une situation qui agrave la dispersion et l'inégalité des salaires. La faible mobilité professionnelle des travailleurs accentue encore ces disparités (Criscuolo et al., 2021).

Les difficultés de logement sont un autre facteur qui fait obstacle à la mobilité professionnelle. Lorsque le logement devient de plus en plus cher ou qu'il est soumis à des incertitudes ou à des restrictions bureaucratiques, la mobilité professionnelle s'en trouve réduite (Cannari, Nucci et Sestito, 2000; Liu, Huang et Albitar, 2023). En raison

⁸ Cette observation se voit également dans les données publiées par Eurostat sur les probabilités de transition d'un emploi à l'autre par groupe d'âge: https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Labour_market_flow_statistics_in_the_EU#Labour_market_flows:_transition_probabilities.

des mesures de politique monétaire prises depuis 2022 pour atténuer l'inflation, le coût d'emprunt de l'argent a augmenté, ce qui restreint encore l'accès à la propriété et accroît l'incertitude économique. Les prix des logements ont commencé à baisser dans de nombreuses économies avancées, ce qui génère davantage d'incertitude pour les propriétaires (OCDE, 2023b). L'augmentation de la demande de location qui s'ensuit entraîne une hausse des nouveaux loyers, ce qui aggrave les pénuries de main-d'œuvre puisque les travailleurs vont moins changer d'emploi si le nouveau poste nécessite un déménagement.

Certaines des nouvelles méthodes de travail mises en avant durant la pandémie, notamment le travail à distance et les horaires de travail flexibles, ont le potentiel de faire fructifier les ressources inutilisées et d'augmenter l'offre de main-d'œuvre dans certaines professions. En autorisant le télétravail régulier, les employeurs peuvent élargir leur vivier de candidats, économiser de l'espace de bureau et réduire le taux de rotation (Silver, 2023). Les données d'une enquête menée au Royaume-Uni montrent que près d'un tiers des chefs d'entreprise se sont résignés à recruter des travailleurs uniquement à distance en raison de la pénurie de main-d'œuvre (Ruparel et Fox, 2023). Pour les travailleurs, l'emploi à distance a démontré les avantages de la réduction du temps de trajet, de l'augmentation de la flexibilité et de la possibilité pour les travailleurs non mobiles d'avoir un emploi rémunéré. Dans le même temps, le travail à distance peut avoir un effet négatif sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée en créant des conflits entre tâches domestiques et tâches professionnelles, en augmentant l'isolement et en transférant la charge de l'aménagement d'un espace de travail au travailleur (Shirmohammadi, Au et Beigi, 2022).

Les pénuries de main-d'œuvre pourraient perdurer

Le vieillissement de la population va continuer à réduire l'offre de main-d'œuvre dans les pays à revenu élevé. Les employeurs verront le réservoir de talents diminuer petit à petit et devront adapter leurs processus de travail à une main-d'œuvre plus âgée dont les exigences et les capacités diffèrent de celles des cohortes plus jeunes (pour une vue d'ensemble, voir OIT, 2023a, pp. 102-103). L'évolution démographique a également des répercussions négatives sur les inscriptions dans l'enseignement supérieur, sur l'emploi et sur l'économie en général. Elle peut freiner l'accumulation de capital humain à long terme et donc les perspectives de croissance économique (Herrick *et al.*, 2021).

En revanche, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ne connaîtront une transition démographique qu'après 2030. Face à une croissance démographique continue qui amènera des millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail au cours des prochaines années,

les pays d'Afrique et certaines régions d'Asie et du Pacifique restent confrontés à une pénurie d'emplois plutôt qu'à une pénurie de main-d'œuvre. Ces déséquilibres mondiaux obligeront les décideurs politiques à concevoir des politiques migratoires judicieuses et à prendre des initiatives en matière de compétences afin de soutenir et de développer les marchés du travail locaux où la population est en hausse, tout en s'attaquant aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences les plus urgentes et en maintenant la cohésion sociale sur les marchés du travail où la main-d'œuvre est en recul. Pour ce faire, une prévision plus précise de la demande de main-d'œuvre par profession et par secteur dans les pays de destination sera nécessaire, de même qu'un renforcement du système d'éducation et de formation dans les pays affichant un excédent de main-d'œuvre.

Le vieillissement de la population modifie les modèles de consommation dans les économies avancées. Les comportements en matière d'épargne et de dépenses changent à mesure que les sociétés vieillissent: des taux de natalité plus faibles et une plus grande proportion de personnes âgées se traduisent souvent par une augmentation de l'épargne et une baisse de la consommation (Bloom, Canning et Graham, 2003). Par ailleurs, les besoins en matière de soins de santé et d'autres services personnels augmentent. Dans le secteur de la santé en particulier, les pénuries de main-d'œuvre actuelles risquent donc de s'aggraver dans les économies avancées si les décideurs politiques n'y remédient pas rapidement, ce qui peut s'avérer particulièrement difficile dans les pays disposant d'une marge de manœuvre budgétaire limitée (Dewan, Ernst et Gravel, 2021).

La crise climatique et la transition écologique devraient remettre en question les mentalités à l'égard du développement des compétences. La crise climatique devenant de plus en plus pressante, les gouvernements du monde entier sont contraints de s'engager dans une transition de l'énergie combustible vers les sources d'énergie renouvelables. Les changements technologiques qui en découlent entraîneront une évolution des besoins en compétences, avec le risque d'une nouvelle pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Une transition juste nécessitera donc des politiques intégrées ainsi qu'une capacité d'adaptation et une flexibilité importantes de la part des travailleurs, des employeurs et des gouvernements (OIT, 2022b). Les besoins en compétences nouvelles et évolutives au service des nouvelles technologies peuvent imposer aux travailleurs des changements de carrière et des formations fréquentes. Pour les employeurs, l'évolution rapide dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et de compétences signifie que, dans certains secteurs, les exigences en matière de compétences pourraient primer sur celles relatives aux diplômes (Fuller, Langer et Sigelman, 2022). Si ces obstacles sont levés, les marchés du travail pourraient devenir plus inclusifs pour les personnes ayant une éducation non classique et pour les travailleurs âgés (Butrica et Mudrazija, 2022).

► Remarques finales: priorités d'action

Dans les pays où la population vieillit rapidement, les décideurs politiques doivent soutenir la participation des groupes qui ont peu de liens avec le marché du travail, notamment les jeunes, les femmes et les travailleurs âgés. Les politiques relatives aux services publics de garde d'enfants, aux dispositions fiscales pour les revenus des conjoints et à la retraite anticipée sont réputées avoir une incidence sur l'offre de main-d'œuvre. Un environnement favorable à la participation des parents au marché du travail pourrait renforcer leur indépendance financière, améliorer les revenus tout au long de la vie et contribuer à atténuer les pénuries de main-d'œuvre. Pour les travailleurs âgés qui souhaitent continuer à travailler et qui en sont physiquement et mentalement capables, l'élimination des obstacles (financiers et autres) pourrait renforcer leur attachement au marché du travail. Les politiques relatives à l'emploi des jeunes devraient chercher à leur fournir la formation nécessaire et à améliorer leur lien avec le marché du travail. Enfin, des politiques en matière de logement visant à accroître la mobilité géographique des personnes pourraient limiter le désajustement géographique et l'inadéquation des compétences.

Les politiques en matière d'investissement et de compétences doivent améliorer la productivité et la croissance potentielle et faciliter une exploitation plus productive des avancées technologiques. L'augmentation des investissements actuellement observée dans de nombreux pays avancés et dans certains pays en développement semble favoriser les services peu productifs et la construction. Des stratégies intégrées sont préférables pour améliorer la productivité grâce à des politiques globales en matière de compétences, et le soutien à la transition des travailleurs vers de nouvelles possibilités d'emploi dans des secteurs hautement productifs contribuerait à atténuer les pénuries. De nombreux services impliquent une présence physique, notamment dans les transports, la construction et les soins de santé. Si les pénuries demeurent préoccupantes, une partie du travail pourra être automatisée, ce qui nécessitera des investissements publics dans les infrastructures et les compétences. Par exemple, de nouvelles technologies telles que l'impression 3D, la robotique, les drones et Internet des objets – collectivement connues sous le terme de «construction 4.0» – sont déjà en train de révolutionner le secteur de la construction (El Jazzer *et al.*, 2021). Les recherches montrent qu'il existe une corrélation négative entre la croissance de la productivité et le chômage sur le long terme et que peu d'éléments vont dans le sens d'un emploi net négatif résultant du changement technologique, ce qui réfute la notion

de chômage technologique (Chen et Semmler, 2018; Hötte, Somers et Theodorakopoulos, 2023). Dans le secteur de la santé, le déploiement de nouvelles technologies, comme la télémédecine, les capteurs portables et la reconnaissance des formes par le biais de l'IA, peut également s'avérer très utile pour soutenir le personnel de santé, que ce soit dans les actes de diagnostic ou dans ceux de soins.

Des améliorations dans les secteurs et les professions où les salaires sont bas et les conditions de travail difficiles peuvent motiver les travailleurs qui sont partis à revenir. Les données montrent que les pénuries de main-d'œuvre sont plus alarmantes et plus compliquées à combler dans les secteurs où les conditions de travail sont éprouvantes; les taux de départs volontaires y sont particulièrement élevés. Une meilleure rémunération, une meilleure reconnaissance et de meilleures conditions de travail pourraient inverser cette tendance⁹. En outre, les secteurs en pénurie de main-d'œuvre affichent souvent une forte ségrégation liée au genre: au bas de l'échelle des salaires, les femmes prédominent (Commission européenne, 2023a). Remédier à ces déséquilibres pourrait améliorer les possibilités pour les employeurs de pourvoir leurs postes vacants, tout en élargissant les perspectives pour les travailleurs individuels et en améliorant leur situation sur le marché du travail.

Veiller à ce que les travailleurs mobiles à l'échelle internationale aient accès à des emplois qui leur correspondent pourrait atténuer quelques-unes des pénuries. Certains postes dans les pays à revenu élevé pourraient être pourvus grâce à la migration internationale, qui devrait être soigneusement évaluée en fonction des besoins locaux en compétences et des initiatives en la matière dans les pays d'origine (Banque mondiale, 2023). Les politiques devraient s'appuyer sur une base de données complète des projections de la demande de main-d'œuvre et de compétences à court, moyen et long terme dans les pays confrontés à des pénuries. Des voies de migration régularisées fondées sur des partenariats bilatéraux en matière de compétences pourraient améliorer les conditions de travail et de vie des migrants dans les pays d'accueil (voir encadré 3.1). Les cadres juridiques actuels et les obstacles dans les systèmes de reconnaissance des diplômes des pays d'accueil ne permettent pas aux migrants de participer pleinement au marché du travail formel, ce qui entrave leur accès à un travail décent.

Aucun des obstacles structurels auxquels se heurte l'ajustement du marché du travail ne devrait disparaître à court terme, d'où l'importance pour les gouvernements et les partenaires sociaux de déployer davantage

⁹ Certains secteurs confrontés à des conditions de travail difficiles, tels que les soins de santé et l'éducation, sont liés à la marge de manœuvre budgétaire disponible dans le contexte national, car ils relèvent dans une large mesure des finances publiques.

► **Encadré 3.1. Partenariats mondiaux à double parcours en matière de compétences**

Pour remédier aux pénuries sectorielles de main-d'œuvre, certaines économies avancées ont expérimenté des partenariats mondiaux à double parcours en matière de compétences. Il s'agit d'accords bilatéraux dans le cadre desquels un pays de destination investit dans la formation professionnelle dans un pays d'origine. La formation comporte deux parcours: un parcours «intérieur» pour ceux qui restent dans leur pays d'origine et un parcours «extérieur» pour ceux qui aspirent à migrer. L'objectif est de combler des pénuries de main-d'œuvre particulières dans les économies avancées tout en offrant une voie migratoire structurée. En outre, ces programmes favorisent le développement des compétences de la main-d'œuvre dans les pays d'origine, créant ainsi un scénario gagnant-gagnant-gagnant pour les pays de destination, les pays d'origine et les personnes en formation (Clemens, Dempster et Gough, 2019).

La création de l'Institut Heimerer à Pristina, au Kosovo, est un exemple de partenariat mondial pour les compétences à double parcours (*ibid.*; Clemens, 2015). En 2018, 60 pour cent des 960 étudiants en soins infirmiers de l'institut suivaient le parcours «extérieur», qui supposait une formation en langue allemande et un accès au marché du travail allemand par la suite. Comme l'a proposé Clemens (2015) et conformément aux directives de l'OIT concernant le recrutement équitable (OIT, 2019), dans le programme Heimerer les employeurs des pays de destination s'acquittent des frais de cours de langue et garantissent une intégration immédiate sur le marché du travail ainsi qu'une adéquation des compétences, tandis que les étudiants paient les frais de formation, de sorte que le coût total qui leur incombe est comparable à celui des autres voies de migration sans papiers (Clemens, Dempster et Gough, 2019). Le dispositif visant à aligner les programmes de formation sur la demande de main-d'œuvre dans les pays d'origine est géré par

des acteurs publics tels que les services publics de l'emploi ou par des agences de recrutement privées et des agences de coopération internationale, comme l'agence allemande de coopération internationale (GIZ), qui cherchent à s'assurer que la formation est à la fois pertinente et durable (Clemens, Dempster et Gough, 2019). Cette séparation des tâches permet aux employeurs de se concentrer sur les besoins en compétences, tandis que les acteurs publics et les agences de coopération internationale garantissent la durabilité de la migration ainsi que la qualité et la reconnaissance de la formation.

La mise en œuvre des partenariats mondiaux pour les compétences, à double parcours ou en général, n'est pas sans difficultés. Des projets antérieurs ont révélé des frictions dans la répartition des responsabilités des parties prenantes, l'absence de résultats satisfaisants en matière de formation et des problèmes d'extensibilité (Schneider, 2023). Un projet, mené par le ministère allemand des Affaires étrangères et le groupe médical Asklepios, a été interrompu lorsque les bénéficiaires de la formation se sont retirés au vu des conditions financières imposées (Angenendt, 2014). La facturation de frais de recrutement aux travailleurs est interdite dans la plupart des pays; seul le Cambodge a inclus en 2020 ce type de formation avant le départ dans la définition légale des frais de recrutement (OIT, 2020). D'autres éléments ressortent d'un projet jamaïco-canadien dans lequel les étudiants jamaïcains étaient dans l'incapacité de satisfaire aux exigences pratiques ultérieures, ce qui a conduit à la résiliation de l'accord par l'institution d'accréditation canadienne (Reid, 2011). En outre, il y a un manque d'évaluations comparatives et globales des projets (Schneider, 2023). Dans un partenariat mondial pour les compétences réussi, le projet allemand «Triple Win» lancé en 2013, 84,4 pour cent des migrants ont été retenus et 95,4 pour cent se sont montrés satisfaits (GIZ, 2021).

d'efforts pour relever ces défis. Afin de remédier aux pénuries structurelles de main-d'œuvre et de compétences, il est nécessaire de renforcer le lien avec le marché du travail et le perfectionnement des compétences, en particulier pour les groupes vulnérables. Plus fondamentalement, les politiques visant à améliorer la croissance de la productivité et les conditions de travail doivent être prioritaires. Bien que les dépenses privées consacrées à l'innovation aient atteint

un niveau historique, l'austérité dans le secteur public a entraîné un sous-investissement dans les infrastructures et les systèmes éducatifs. Les nouveaux défis liés à la concentration croissante des marchés et à la durabilité écologique doivent également être relevés, par exemple par le biais de politiques plus strictes en matière de concurrence et de systèmes scientifiques et d'innovation publics plus actifs et ciblés.

Références

- ▶ Alaref, Jumana, et Johannes Koettl. 2021. «Why Are Saudi Women Suddenly Starting to Take Jobs?», *Brookings*, 19 mai 2021. <https://www.brookings.edu/articles/why-are-saudi-women-suddenly-starting-to-take-jobs/>.
- ▶ Albuquerque, Bruno, et Roshan Iyer. 2023. «The Rise of the Walking Dead: Zombie Firms Around the World», document de travail du FMI, 16 juin 2023. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/06/16/The-Rise-of-the-Walking-Dead-Zombie-Firms-Around-the-World-534866>.
- ▶ Andrews, Dan, et David Hansell. 2021. «Productivity Enhancing Labour Reallocation in Australia», *Economic Record*, 97 (317): 157-169. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1475-4932.12601>.
- ▶ Angenendt, Steffen. 2014. *Entwicklungspolitische Perspektiven temporärer und zirkulärer Migration*. Stiftung Wissenschaft und Politik. https://www.swp-berlin.org/publications/products/studien/2014_S13_adt.pdf.
- ▶ Arce, Oscar, Agostino Consolo, António Dias da Silva et Matthias Mohr. 2023. «More Jobs but Fewer Working Hours», *ECB Blog*, 7 juin 2023. <https://www.ecb.europa.eu/press/blog/date/2023/>.
- ▶ Azcona, Ginette, Antra Bhatt, Guillem Fortuny, Roger Gomis, Chinmay Sharma et Marie-Claire Sodergren. 2022. «Over 2 Million Moms Left the Labour Force in 2020 According to New Global Estimates», *ONU-Femmes et OIT*, 8 mars 2022. <https://ilostat.ilo.org/over-2-million-moms-left-the-labour-force-in-2020-according-to-new-global-estimates/>.
- ▶ Banque mondiale. 2023. *World Development Report 2023: Migrants, Refugees, and Societies*. <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2023>. Abrégé disponible en français sous le titre «Rapport sur le développement dans le monde: migrants, réfugiés et société». <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/39696>.
- ▶ Bäurle, Gregor, Sarah M. Lein et Elizabeth Steiner. 2021. «Employment Adjustment and Financial Tightness: Evidence from Firm-Level Data», *Journal of International Money and Finance*, 115. <https://doi.org/10.1016/j.jimfin.2021.102358>.
- ▶ Bloom, David E., David Canning et Bryan Graham. 2003. «Longevity and Life-Cycle Savings», *Scandinavian Journal of Economics*, 105 (3): 319-338. https://www.jstor.org/stable/pdf/3440944.pdf?refreqid=fastly-default%3A24f8684725ff65b1d886f9b98aee4bad&ab_segments=&origin=&initiator=&acceptTC=1.
- ▶ Bodnár, Katalin, Eduardo Gonçalves, Lucyna Górnicka et Gerrit Koester. 2022. «Wage Developments and Their Determinants since the Start of the Pandemic», *ECB Economic Bulletin*, 8/2022. <https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/articles/2023/html/ecb>.
- ▶ Bosler, Canyon, et Nicolas Petrosky-Nadeau. 2016. «Job-to-Job Transitions in an Evolving Labor Market», *FRBSF Economic Letter* 2016-34. <https://www.frbsf.org/economic-research/publications/economic-letter/2016/november/job-to-job-transitions-in-evolving-labor-market/>.
- ▶ Buchan, James, Howard Catton et Franklin Shaffer. 2022. *Pérenniser et fidéliser les effectifs en 2022 et au-delà: les personnels infirmiers dans le monde et la pandémie de COVID-19*. Centre international des migrations d'infirmières. https://www.icn.ch/sites/default/files/2023-04/Sustain%20and%20Retain%20in%20202022%20and%20Beyond-%20The%20global%20nursing%20workforce%20and%20the%20COVID-19%20pandemic_FR.pdf.
- ▶ Butrica, Barbara, et Stipica Mudrazija. 2022. *Skills-Based Hiring and Older Workers*. Urban Institute. <https://www.urban.org/research/publication/skills-based-hiring-and-older-workers>.
- ▶ Cannari, Luigi, Francesco Nucci et Paolo Sestito. 2000. «Geographic Labour Mobility and the Cost of Housing: Evidence from Italy», *Applied Economics*, 32 (14): 1899-1906.

- ▶ Causa, Orsetta, Michael Abendschein, Nhung Luu, Emilia Soldani et Chiara Soriolo. 2022. «The Post-COVID-19 Rise in Labour Shortages», OECD Economics Department Working Papers No. 1721. <https://www.oecd.org/publications/the-post-covid-19-rise-in-labour-shortages-e60c2d1c-en.htm>.
- ▶ Chen, Pu, et Willi Semmler. 2018. «Short and Long Effects of Productivity on Unemployment», *Open Economies Review*, 29: 853-878. <https://link.springer.com/article/10.1007/s11079-018-9486-z>.
- ▶ Clemens, Michael. 2015. «Global Skill Partnerships: A Proposal for Technical Training in a Mobile World», *IZA Journal of Labor Policy*, 4 (1): 1-18.
- ▶ —, Helen Dempster et Katelyn Gough. 2019. «Maximizing the Shared Benefits of Legal Migration Pathways: Lessons from Germany's Skills Partnerships», Center for Global Development Policy Paper 150. <https://www.cgdev.org/sites/default/files/maximizing-shared-benefits-legal-migration-pathways.pdf>.
- ▶ Colijn, Bert. 2023. «This Is the Real Reason Why the Eurozone Is Suffering from Labour Shortages», *ING*, 5 septembre 2023. <https://think.ing.com/articles/the-real-reason-why-eurozone-suffering-from-labour-shortages-23/>.
- ▶ Commission européenne. 2023a. *Employment and Social Developments in Europe 2023: Addressing Labour Shortages and Skills Gaps in the EU*. <https://op.europa.eu/webpub/empl/esde-2023/>.
- ▶ —. 2023b. *European Business Cycle Indicators: A New Survey-Based Labour Hoarding Indicator*. 2nd quarter 2023. <https://data.europa.eu/doi/10.2765/771791>.
- ▶ Criscuolo, Chiara, Alexander Hijzen, Michael Koelle, Cyrille Schwellnus, Erling Barth, Wen-Hao Chen, Richard Fabling, Priscilla Fialho, Alfred Garloff, Katharzyna Grabska et al. 2021. «The Firm-Level Link between Productivity Dispersion and Wage Inequality: A Symptom of Low Job Mobility?», OECD Economics Department Working Paper No. 1656. <https://doi.org/10.1787/4c6131e3-en>.
- ▶ Dasgupta, Sukti, et Sher Singh Verick. 2016. *Transformation of Women at Work in Asia: An Unfinished Development Agenda*. New Delhi: Sage.
- ▶ De Neve, Jan-Emmanuel, Micah Kaats et George Ward. 2023. «Workplace Wellbeing and Firm Performance», Université d'Oxford, Wellbeing Research Centre Working Paper No. 2304. https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:8652ce7e-7bde-449f-a5e7-6b0d0bcc3605/download_file?file_format=application%2Fpdf&safe_filename=De_Neve_et_al_2023_Workplace_wellbeingand_firm.pdf&type_of_work=Working+paper.
- ▶ Dewan, Sabina, Ekkehard Ernst et Eric Gravel. 2021. «The World in 2030: Looking Back Ten Years from Now», dans *Managing Work in the Digital Economy: Future of Business and Finance*, publié sous la dir. de Stefan Güldenberg, Ekkehard Ernst et Klaus North, 3-20. Cham: Springer.
- ▶ Duval, Romain A., Yi Ji, Longji Li, Myrto Oikonomou, Carlo Pizzinelli, Ippei Shibata, Alessandra Sozzi et Marina Mendes Tavares. 2022. *Labor Market Tightness in Advanced Economies*. FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2022/03/30/Labor-Market-Tightness-in-Advanced-Economies-515270>.
- ▶ El Jazar, Mahmoud, Christian Schranz, Harald Urban et Hala Nassereddine. 2021. «Integrating Construction 4.0 Technologies: A Four-Layer Implementation Plan», *Frontiers in Built Environment*, 7. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fbuil.2021.671408>.
- ▶ Feist, Lisa. À paraître. «Imbalances between Supply and Demand: Recent Causes for Labour Shortages», document de travail.
- ▶ Ferguson, Stephanie, et Makinizi Hoover. 2022. «Understanding America's Labor Shortage: The Most Impacted Industries», *US Chamber of Commerce*, 14 novembre 2022. <https://www.uschamber.com/workforce/understanding-americas-labor-shortage-the-most-impacted-industries>.
- ▶ FMI (Fonds monétaire international). 2023. *Perspectives de l'économie mondiale: des trajectoires divergentes*. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2023/10/10/world-economic-outlook-october-2023>.

- ▶ Fuller, Joseph, Christina Langer et Matt Sigelman. 2022. «Skills-Based Hiring Is on the Rise», *Harvard Business Review*, 11 février 2022. <https://hbr.org/2022/02/skills-based-hiring-is-on-the-rise>.
- ▶ Génin, Hugues, et Suzanne Scott. 2022. «Un portrait de la rétention de main-d'œuvre dans l'industrie française: analyse à partir des enquêtes mensuelles de conjoncture», Document de travail de l'Insee n° 2022-15. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6675007>.
- ▶ GIZ (Agence allemande de coopération internationale). 2021. «Triple Win Programme; Recruiting Nurses from Abroad Sustainably». https://www.giz.de/en/downloads/Factsheet_TripleWin_2021_en.pdf.
- ▶ Haltiwanger, John, Henry Hyatt et Erika McEntarfer. 2018. «Who Moves Up the Job Ladder?», *Journal of Labor Economics*, 36 (S1): S301-S336.
- ▶ Hambur, Jonathan, et Dan Andrews. 2023. «Doing Less, with Less: Capital Misallocation, Investment and the Productivity Slowdown in Australia», Banque de réserve d'Australie, Research Discussion Paper 2023-03. <https://www.rba.gov.au/publications/rdp/2023/pdf/rdp2023-03.pdf>.
- ▶ Harasty, Claire, et Martin Ostermeier. 2020. «Population Ageing: Alternative Measures of Dependency and Implications for the Future of Work», ILO Working Paper 5. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_747257.pdf.
- ▶ Hetrick, Ron, Hannah Grieser, Rob Sentz, Clare Coffey et Gwen Burrow. 2021. *The Demographic Drought: How the Approaching Sansdemic Will Transform the Labor Market for the Rest of Our Lives*. Moscow (États-Unis): Lightcast. <https://www.datocms-assets.com/62658/1663085587-demographic-drought-v18.pdf>.
- ▶ Hötte, Kerstin, Melline Somers et Angelos Theodorakopoulos. 2023. «Technology and Jobs: A Systematic Literature Review», *Technological Forecasting and Social Change*, 194. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2023.122750>.
- ▶ Ivanov, Dmitry, et Alexandre Dolgui. 2022. «The Shortage Economy and Its Implications for Supply Chain and Operations Management», *International Journal of Production Research*, 60 (24): 7141-7154. <https://doi.org/10.1080/00207543.2022.2118889>.
- ▶ Komaromi, Andras, Diego A. Cerdeiro et Yang Liu. 2022. «Supply Chains and Port Congestion Around the World», IMF Working Paper No. 2022/059. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2022/03/25/Supply-Chains-and-Port-Congestion-Around-the-World-515673>.
- ▶ Liu, Guang, Yunying Huang et Khaldoon Albitar. 2023. «The Impact of Urban Housing Prices on Labour Mobility: Evidence from Cities in China», *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 36 (2). <https://doi.org/10.1080/1331677X.2022.2106284>.
- ▶ Liu-Lastres, Bingjie, Han Wen et Wei Jue Huang. 2023. «A Reflection on the Great Resignation in the Hospitality and Tourism Industry», *International Journal of Contemporary Hospitality Management*, 35 (1): 235-249.
- ▶ Manpower Group. 2023. «2023 Global Talent Shortage». https://go.manpowergroup.com/hubfs/MPG_TS_2023_Infographic_FINAL.pdf.
- ▶ Moscarini, Giuseppe, et Fabien Postel-Vinay. 2018. «The Cyclical Job Ladder», *Annual Review of Economics*, 10: 165-188. <https://www.annualreviews.org/doi/pdf/10.1146/annurev-economics-080217-053425>.
- ▶ OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2023a. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2023: intelligence artificielle et marché du travail*. <https://doi.org/10.1787/aae5dba0-fr>.
- ▶ —. 2023b. *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2023 Numéro 1*, n° 113. <https://doi.org/10.1787/4d811166-fr>.
- ▶ OIT. 2019. *Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable et Définition des commissions de recrutement et frais connexes*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_568730.pdf.

- ▶ —. 2020. *Une étude comparative mondiale sur la Définition des commissions de recrutement et frais connexes: recherche interrégionale sur le droit, la politique et la pratique*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed_protect/-/protrav/-/migrant/documents/publication/wcms_834971.pdf.
- ▶ —. 2021. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2021*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/dgreports/-/dcomm/-/publ/documents/publication/wcms_825198.pdf.
- ▶ —. 2022a. *L'avenir du travail dans le secteur du tourisme: promouvoir un relèvement durable et sûr et favoriser le travail décent dans le contexte de la pandémie de COVID-19*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed_dialogue/-/sector/documents/meetingdocument/wcms_840404.pdf.
- ▶ —. 2022b. «Skills Development for a Just Transition», note d'orientation, octobre 2022. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed_emp/-/emp_ent/documents/publication/wcms_860617.pdf.
- ▶ —. 2022c. *Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Dixième édition. Des crises multiples menacent la reprise du marché du travail*. Genève: BIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/dgreports/-/dcomm/-/publ/documents/briefingnote/wcms_859262.pdf.
- ▶ —. 2023a. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/dgreports/-/inst/documents/publication/wcms_881008.pdf.
- ▶ —. 2023b. «Has Youth Employment Recovered?», note d'information, juin 2023. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed_emp/documents/publication/wcms_885192.pdf.
- ▶ —. 2023c. «Faire avancer la justice sociale et le travail décent dans les économies rurales», Note d'information de l'OIT, juin 2023. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed_dialogue/-/sector/documents/briefingnote/wcms_886029.pdf.
- ▶ —. 2023d. *Rapport mondial sur les salaires 2022-23: l'impact de l'inflation et du COVID-19 sur les salaires et le pouvoir d'achat*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed_protect/-/protrav/-/travail/documents/publication/wcms_878408.pdf.
- ▶ — et Banque asiatique de développement. 2023. *Investments in Childcare for Gender Equality in Asia and the Pacific*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/asia/-/ro-bangkok/documents/publication/wcms_887517.pdf.
- ▶ OMS (Organisation mondiale de la santé). 2022. *World Mental Health Report: Transforming Mental Health for All*. <https://www.who.int/publications/item/9789240049338>. Résumé disponible en français sous le titre «Rapport mondial sur la santé mentale: transformer la santé mentale pour tous». <https://www.who.int/fr/publications-detail/9789240050860>.
- ▶ Pizzinelli, Carlo, et Ippei Shibata. 2023. «Has COVID-19 Induced Labor Market Mismatch? Evidence from the US and the UK», *Labour Economics*, 81. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0927537123000040>.
- ▶ Reid, Tyrone. 2011. «Suspended: Charles Halts Canadian Nurses Training Programme», *The Gleaner*, 15 mai 2011. <http://jamaica-gleaner.com/gleaner/20110515/lead/lead2.html>.
- ▶ Ruparel, Raoul, et Helena Fox. 2023. «State of UK Business 2023: Squeezed but Still Standing», BCG, 27 février 2023. <https://www.bcg.com/united-kingdom/centre-for-growth/insights/state-of-uk-business-2023>.
- ▶ Sakamoto, Akiko, et Johnny Sung (dir. de publication). 2018. *Skills and the Future of Work: Strategies for Inclusive Growth in Asia and the Pacific*. Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/asia/-/ro-bangkok/-/sro-bangkok/documents/publication/wcms_650239.pdf.
- ▶ Schneider, Jan. 2023. «Labor Migration Schemes, Pilot Partnerships, and Skills Mobility Initiatives in Germany», Banque mondiale, avril 2023. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/1b03278725f9fff007a3b91dc9301135-0050062023/original/230331-Schneider-Background-Paper-FINAL.pdf>.

- ▶ Sheiner, Louise, et Nasiha Salwati. 2022. «How Much Is Long COVID Reducing Labor Force Participation? Not Much (So Far)», Hutchins Center Working Paper No. 80. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2022/10/WP80-Sheiner-Salwati_10.27.pdf.
- ▶ Shirmohammadi, Melica, Wee Chan Au et Mina Beigi. 2022. «Remote Work and Work-Life Balance: Lessons Learned from the Covid-19 Pandemic and Suggestions for HRD Practitioners», *Human Resource Development International*, 25 (2): 163-181. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13678868.2022.2047380>.
- ▶ Silver, Hilary 2023. «Working from Home: Before and After the Pandemic», *Contexts*, 22 (1): 66-70. https://www.researchgate.net/publication/368964613_Working_from_Home_Before_and_After_the_Pandemic.
- ▶ Yonzan, Nishant, Alexandru Cojocaru, Christoph Lakner, Daniel Gerszon Mahler et Ambar Narayan. 2022. «Impact de COVID-19 sur la pauvreté et les inégalités: ce que révèlent les enquêtes téléphoniques», *Blog de données de la Banque mondiale*, 18 janvier 2022. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/impact-de-covid-19-sur-la-pauvrete-et-les-inegalites-ce-que-revelent-les-enquetes>.
- ▶ Zwysen, Wouter. 2023. «Labour Shortages – Turning Away from Bad Jobs», ETUI Policy Brief 2023.03. https://www.etui.org/sites/default/files/2023-04/Labour%20shortages-turning%20away%20from%20bad%20jobs_2023.pdf.



Annexes

► Annexe A. Classification des pays et autres territoires par région et par niveau de revenu

Afrique	Amériques	Asie et Pacifique	Europe et Asie centrale
Afrique du Nord	Amérique latine et Caraïbes	Asie de l'Est	Europe e l'Ouest, du Nord et du Sud
Algérie	Argentine	Chine	Albanie
Égypte	Bahamas	Hong-kong, Chine	Allemagne
Libye	Barbade	Japon	Autriche
Maroc	Belize	Macao, Chine	Belgique
Sahara occidental	Bolivie (État plurinational de)	Mongolie	Bosnie-Herzégovine
Soudan	Brésil	République de Corée	Croatie
Tunisie	Chili	République populaire	Danemark
	Colombie	démocratique de Corée	Espagne
Afrique subsaharienne	Costa Rica	Taïwan, Chine	Estonie
Afrique du Sud	Cuba		Finlande
Angola	El Salvador		France
Bénin	Équateur		Grèce
Botswana	Guatemala		Îles Anglo-Normandes
Burkina Faso	Guyana		Irlande
Burundi	Haïti		Islande
Cabo Verde	Honduras		Italie
Cameroun	Îles Vierges américaines		Lettonie
Comores	Jamaïque		Lituanie
Congo	Mexique		Luxembourg
Côte d'Ivoire	Nicaragua		Macédoine du Nord
Djibouti	Panama		Malte
Érythrée	Paraguay		Monténégro
Eswatini	Pérou		Norvège
Éthiopie	Porto Rico		Pays-Bas
Gabon	République dominicaine		Portugal
Gambie	Sainte-Lucie		Royaume-Uni de
Ghana	Saint-Vincent-et-les Grenadines		Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Guinée	Suriname		Serbie
Guinée-Bissau	Trinité-et-Tobago		Slovénie
Guinée équatoriale	Uruguay		Suède
Kenya	Venezuela (République bolivarienne du)		Suisse
Lesotho			
Libéria			
Madagascar			
Malawi			
Mali			
Maurice			
Mauritanie			
Mozambique			
Namibie			
Niger			
Nigéria			
Ouganda			
République centrafricaine			
République démocratique du Congo			
République-Unie de Tanzanie			
Rwanda			
Sao Tomé-et-Principe			
Sénégal			
Sierra Leone			
Somalie			
Soudan du Sud			
Tchad			
Togo			
Zambie			
Zimbabwe			
	Amérique du Nord	Pacifique	Europe de l'Est
	Canada	Australie	Bélarus
	États-Unis d'Amérique	Fidji	Bulgarie
		Guam	Fédération de Russie
		Îles Salomon	Hongrie
		Nouvelle-Calédonie	Pologne
		Nouvelle-Zélande	République de Moldova
		Papouasie-Nouvelle-Guinée	Roumanie
		Polynésie française	Slovaquie
		Samoa	Tchéquie
		Tonga	Ukraine
		Vanuatu	
	États arabes	Asie du Sud	Asie centrale et occidentale
	Arabie saoudite	Afghanistan	Arménie
	Bahreïn	Bangladesh	Azerbaïdjan
	Émirats arabes unis	Bhoutan	Chypre
	Iraq	Inde	Géorgie
	Jordanie	Iran (République islamique d')	Israël
	Koweït	Maldives	Kazakhstan
	Liban	Népal	Kirghizistan
	Oman	Pakistan	Ouzbékistan
	Qatar	Sri Lanka	Tadjikistan
	République arabe syrienne		Turkiye
	Territoire palestinien occupé		Turkménistan
	Yémen		

Revenu élevé	Revenu intermédiaire supérieur	Revenu intermédiaire inférieur	Faible revenu
Allemagne	Afrique du Sud	Algérie	Afghanistan
Arabie saoudite	Albanie	Angola	Burkina Faso
Australie	Argentine	Bangladesh	Burundi
Autriche	Arménie	Bénin	Érythrée
Bahamas	Azerbaïdjan	Bhoutan	Éthiopie
Bahreïn	Bélarus	Bolivie, État plurinational de	Gambie
Barbade	Belize	Cabo Verde	Guinée-Bissau
Belgique	Bosnie-Herzégovine	Cambodge	Libéria
Brunéi Darussalam	Botswana	Cameroun	Madagascar
Canada	Brésil	Comores	Malawi
Chili	Bulgarie	Congo	Mali
Chypre	Chine	Côte d'Ivoire	Mozambique
Croatie	Colombie	Djibouti	Niger
Danemark	Costa Rica	Égypte	Ouganda
Émirats arabes unis	Cuba	Eswatini	République arabe syrienne
Espagne	El Salvador	Ghana	République centrafricaine
Estonie	Équateur	Guinée	République démocratique du Congo
États-Unis	Fédération de Russie	Haïti	République populaire démocratique de Corée
Finlande	Fidji	Honduras	Rwanda
France	Gabon	Îles Salomon	Sierra Leone
Grèce	Géorgie	Inde	Somalie
Guam	Guatemala	Iran, République islamique d'	Soudan
Guyana	Guinée équatoriale	Jordanie	Soudan du Sud
Hong-kong, Chine	Indonésie	Kenya	Tchad
Hongrie	Iraq	Kirghizistan	Togo
Îles Anglo-Normandes	Jamaïque	Lesotho	Yémen
Îles Vierges américaines	Kazakhstan	Liban	
Irlande	Libye	Maroc	
Islande	Macédoine du Nord	Mauritanie	
Israël	Malaisie	Mongolie	
Italie	Maldives	Myanmar	
Japon	Maurice	Népal	
Koweït	Mexique	Nicaragua	
Lettonie	Monténégro	Nigéria	
Lituanie	Namibie	Ouzbékistan	
Luxembourg	Paraguay	Pakistan	
Macao, Chine	Pérou	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Malte	République de Moldova	Philippines	
Norvège	République dominicaine	République démocratique populaire lao	
Nouvelle-Calédonie	Sainte-Lucie	République-Unie de Tanzanie	
Nouvelle-Zélande	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Sahara occidental	
Oman	Serbie	Samoa	
Panama	Suriname	Sao Tomé-et-Principe	
Pays-Bas	Territoire palestinien occupé	Sénégal	
Pologne	Thaïlande	Sri Lanka	
Polynésie française	Tonga	Tadjikistan	
Porto Rico	Türkiye	Timor-Leste	
Portugal	Turkménistan	Tunisie	
Qatar	Venezuela, République bolivarienne du	Ukraine	
République de Corée		Vanuatu	
Roumanie		Viet Nam	
Royaume-Uni		Zambie	
Singapour		Zimbabwe	
Slovaquie			
Slovénie			
Suède			
Suisse			
Taiwan, Chine			
Tchéquie			
Trinité-et-Tobago			
Uruguay			

► Annexe B. Estimations modélisées du BIT

La méthode pour calculer les indicateurs du marché du travail présentés dans ce rapport se déroule en trois phases: *a) l'évaluation et la collecte des données, b) l'estimation des valeurs passées des indicateurs et c) la prévision des valeurs de l'année précédente et des valeurs futures.*

Durant la première phase, des spécialistes de l'information sur le marché du travail du Département de statistique du BIT évaluent, en coopération avec le Département de la recherche, les données nationales déclarées et ne sélectionnent que les observations jugées suffisamment comparables entre les pays. Il est important de noter que ce processus peut entraîner d'importantes révisions d'une année sur l'autre, en raison, entre autres, des révisions fréquentes des microdonnées plus anciennes sur le marché du travail. Les estimations couvrent 189 pays et territoires et sont ventilées par sexe et par âge selon le cas.

Dans la deuxième phase, la richesse des informations obtenues lors de la première phase sert de base à l'estimation d'une série de modèles qui établissent des liens statistiques entre les indicateurs du marché du travail observés et les variables explicatives. Ces liens servent à imputer les observations manquantes et donc à estimer

une série chronologique complète d'indicateurs du marché du travail. La rigueur des estimations est assurée au moyen de techniques statistiques avancées telles que la validation croisée et la combinaison de modèles.

Finalement, ces séries chronologiques sont utilisées dans la phase de prévision, durant laquelle les valeurs des indicateurs sélectionnés pour la période 2023-2025 sont projetées. Les modèles sont de même nature que ceux qui ont servi à l'estimation des valeurs passées. Ils s'appuient également sur des techniques avancées de validation croisée et de sélection de modèles pour garantir leur robustesse. Leur principale différence est d'intégrer des éléments de séries temporelles standard, tels que des termes de correction d'erreur afin de modéliser l'impact des tendances.

Une description générale des estimations modélisées du BIT, y compris les FAQ, est disponible à l'adresse <https://ilostat.ilo.org/fr/resources/concepts-and-definitions/>. Des explications techniques propres à la méthodologie qui sous-tend les estimations et les projections contenues dans ce rapport sont disponibles (en anglais) à l'adresse <https://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/TEM.pdf>.

► Annexe C. Tableaux des indicateurs du marché du travail par groupes régionaux

Tableau C1. Monde

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	2751,5	3159,3	3481,6	3449,2	3525,7	3594,5	3668,1	3696,7	3737,4
	Femmes	Millions	1091,4	1248,8	1384,5	1366,6	1405,1	1430,7	1472,4	1477,1	1490,1
	Hommes	Millions	1660,1	1910,5	2097,1	2082,5	2120,5	2163,8	2195,7	2219,6	2247,3
	Jeunes	Millions	558,8	557,6	495,4	478,7	487,3	492,5	501,2	502,0	506,4
Taux d'activité	Total	Pour cent	64,2	62,0	60,5	59,2	59,8	60,3	60,8	60,5	60,4
	Femmes	Pour cent	50,6	48,9	48,0	46,8	47,6	47,9	48,7	48,2	48,0
	Hommes	Pour cent	77,9	75,3	73,1	71,7	72,2	72,9	73,0	72,9	72,9
	Jeunes	Pour cent	51,3	45,6	40,9	39,3	39,8	40,0	40,3	40,0	40,0
Emploi	Total	Millions	2582,9	2957,8	3287,3	3221,8	3312,3	3404,7	3479,5	3505,9	3544,8
	Femmes	Millions	1023,0	1168,5	1306,1	1276,6	1318,1	1351,6	1394,5	1398,6	1410,7
	Hommes	Millions	1559,9	1789,3	1981,2	1945,2	1994,2	2053,2	2085,0	2107,3	2134,0
	Jeunes	Millions	491,3	483,5	426,8	403,7	416,7	427,0	434,6	434,3	437,5
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	60,2	58,1	57,1	55,3	56,2	57,1	57,7	57,4	57,3
	Femmes	Pour cent	47,4	45,7	45,3	43,7	44,6	45,2	46,1	45,6	45,5
	Hommes	Pour cent	73,2	70,6	69,1	67,0	67,9	69,1	69,4	69,2	69,2
	Jeunes	Pour cent	45,1	39,6	35,2	33,2	34,1	34,7	35,0	34,6	34,6
Chômage	Total	Millions	168,6	201,5	194,3	227,3	213,4	189,7	188,6	190,8	192,7
	Femmes	Millions	68,4	80,4	78,5	90,0	87,0	79,2	77,9	78,5	79,4
	Hommes	Millions	100,2	121,2	115,9	137,3	126,4	110,6	110,7	112,3	113,3
	Jeunes	Millions	67,5	74,1	68,6	75,0	70,6	65,5	66,6	67,7	68,8
Taux de chômage	Total	Pour cent	6,1	6,4	5,6	6,6	6,1	5,3	5,1	5,2	5,2
	Femmes	Pour cent	6,3	6,4	5,7	6,6	6,2	5,5	5,3	5,3	5,3
	Hommes	Pour cent	6,0	6,3	5,5	6,6	6,0	5,1	5,0	5,1	5,0
	Jeunes	Pour cent	12,1	13,3	13,8	15,7	14,5	13,3	13,3	13,5	13,6
Déficit d'emplois	Total	Millions		441,5	439,0	499,5	476,4	440,4	434,8		
	Femmes	Millions		217,7	219,7	244,7	238,0	223,0	220,7		
	Hommes	Millions		223,8	219,3	254,8	238,3	217,5	214,1		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		13,0	11,8	13,4	12,6	11,5	11,1		
	Femmes	Pour cent		15,7	14,4	16,1	15,3	14,2	13,7		
	Hommes	Pour cent		11,1	10,0	11,6	10,7	9,6	9,3		

Tableau C1. Monde (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		273,1	271,0	289,2	274,3	267,6	269,1	273,2	276,4
	Femmes	Millions		188,8	181,3	186,7	180,4	178,5	178,9	181,2	183,2
	Hommes	Millions		84,3	89,7	102,5	93,9	89,2	90,2	92,0	93,2
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		22,3	22,4	23,8	22,4	21,7	21,7	21,8	21,8
	Femmes	Pour cent		31,8	30,9	31,7	30,5	29,9	29,7	29,8	29,9
	Hommes	Pour cent		13,4	14,3	16,3	14,9	14,0	14,1	14,2	14,3
Emploi informel	Total	Millions		1757,7	1898,9	1875,6	1945,4	1969,1	2019,3	2027,6	
	Femmes	Millions		666,6	717,4	697,4	732,7	741,2	773,1	771,6	
	Hommes	Millions		1091,1	1181,6	1178,2	1212,7	1227,9	1246,3	1256,0	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		59,4	57,8	58,2	58,7	57,8	58,0	57,8	
	Femmes	Pour cent		57,0	54,9	54,6	55,6	54,8	55,4	55,2	
	Hommes	Pour cent		61,0	59,6	60,6	60,8	59,8	59,8	59,6	
Salariés	Total	Millions	1187,0	1459,2	1743,3	1678,9	1729,2	1779,3			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	1395,9	1498,6	1544,0	1542,9	1583,1	1625,5			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	46,0	49,3	53,0	52,1	52,2	52,3			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	54,0	50,7	47,0	47,9	47,8	47,7			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	713,0	426,9	227,7	248,0	241,6	240,1	241,1		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	27,6	14,4	6,9	7,7	7,3	7,1	6,9		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C2. Afrique

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	301,1	393,1	490,7	498,2	515,5	533,9	550,4	566,5	582,9
	Femmes	Millions	129,6	169,6	210,9	213,9	222,0	229,4	237,0	244,2	251,4
	Hommes	Millions	171,5	223,5	279,9	284,3	293,5	304,6	313,4	322,3	331,4
	Jeunes	Millions	78,9	95,2	105,6	107,1	110,1	113,0	116,7	120,1	123,5
Taux d'activité	Total	Pour cent	64,5	63,8	62,4	61,7	62,1	62,6	62,8	62,8	62,8
	Femmes	Pour cent	54,5	54,3	53,1	52,4	52,9	53,2	53,5	53,6	53,7
	Hommes	Pour cent	74,9	73,5	72,0	71,1	71,4	72,2	72,2	72,2	72,2
	Jeunes	Pour cent	47,8	45,5	41,7	41,2	41,2	41,2	41,4	41,4	41,4
Emploi	Total	Millions	277,9	366,9	457,6	461,9	477,4	498,2	514,0	529,4	545,2
	Femmes	Millions	119,6	156,7	195,1	196,8	203,5	211,6	218,8	225,6	232,5
	Hommes	Millions	158,4	210,2	262,5	265,1	273,9	286,6	295,2	303,7	312,7
	Jeunes	Millions	68,1	83,8	93,8	94,5	97,5	101,1	104,5	107,6	110,7
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	59,5	59,5	58,2	57,2	57,5	58,4	58,6	58,7	58,8
	Femmes	Pour cent	50,3	50,2	49,1	48,2	48,5	49,1	49,4	49,5	49,6
	Hommes	Pour cent	69,1	69,1	67,5	66,3	66,7	67,9	68,0	68,0	68,1
	Jeunes	Pour cent	41,3	40,0	37,1	36,4	36,5	36,9	37,0	37,1	37,1
Chômage	Total	Millions	23,2	26,2	33,2	36,2	38,1	35,8	36,4	37,1	37,7
	Femmes	Millions	10,0	12,9	15,8	17,0	18,5	17,8	18,2	18,6	19,0
	Hommes	Millions	13,2	13,3	17,4	19,2	19,6	18,0	18,3	18,5	18,8
	Jeunes	Millions	10,8	11,4	11,7	12,6	12,5	11,8	12,2	12,5	12,8
Taux de chômage	Total	Pour cent	7,7	6,7	6,8	7,3	7,4	6,7	6,6	6,6	6,5
	Femmes	Pour cent	7,7	7,6	7,5	8,0	8,3	7,7	7,7	7,6	7,5
	Hommes	Pour cent	7,7	5,9	6,2	6,8	6,7	5,9	5,8	5,8	5,7
	Jeunes	Pour cent	13,7	11,9	11,1	11,8	11,4	10,5	10,5	10,4	10,3
Déficit d'emplois	Total	Millions		87,2	114,4	122,1	125,5	124,1	124,3		
	Femmes	Millions		49,3	64,7	68,6	71,1	70,7	71,1		
	Hommes	Millions		37,9	49,7	53,5	54,4	53,3	53,2		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		19,2	20,0	20,9	20,8	19,9	19,5		
	Femmes	Pour cent		23,9	24,9	25,8	25,9	25,1	24,5		
	Hommes	Pour cent		15,3	15,9	16,8	16,6	15,7	15,3		

Tableau C2. Afrique (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		50,2	65,9	70,3	70,4	71,8	73,7	75,8	77,9
	Femmes	Millions		32,4	40,9	43,5	43,6	44,6	45,8	47,1	48,4
	Hommes	Millions		17,8	25,0	26,8	26,7	27,2	27,9	28,6	29,4
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		24,0	26,0	27,1	26,4	26,2	26,1	26,1	26,1
	Femmes	Pour cent		31,1	32,5	33,8	33,0	32,8	32,7	32,7	32,8
	Hommes	Pour cent		16,9	19,6	20,5	19,9	19,7	19,6	19,6	19,5
Emploi informel	Total	Millions	305,1	381,5	391,6	405,3	416,3	428,2	439,9		
	Femmes	Millions	138,8	170,9	173,3	180,6	185,8	191,5	196,9		
	Hommes	Millions	166,3	210,6	218,3	224,6	230,5	236,7	243,0		
Taux d'informalité	Total	Pour cent	83,2	83,4	84,8	84,9	83,6	83,3	83,1		
	Femmes	Pour cent	88,6	87,6	88,1	88,8	87,8	87,5	87,3		
	Hommes	Pour cent	79,1	80,2	82,3	82,0	80,4	80,2	80,0		
Salariés	Total	Millions	71,7	98,9	127,0	125,7	130,7	137,9			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	206,2	268,0	330,6	336,2	346,8	360,3			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	25,8	27,0	27,8	27,2	27,4	27,7			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	74,2	73,0	72,2	72,8	72,6	72,3			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	130,5	126,1	131,7	138,2	141,3	145,4	148,9		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	47,0	34,4	28,8	29,9	29,6	29,2	29,0		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C3. Afrique du Nord

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	51,7	66,9	73,3	72,8	75,6	78,2	79,8	81,5	83,3
	Femmes	Millions	11,7	16,1	16,6	16,0	16,9	17,4	17,8	18,3	18,8
	Hommes	Millions	40,0	50,8	56,7	56,7	58,7	60,8	62,0	63,2	64,5
	Jeunes	Millions	12,6	13,4	10,2	10,0	10,4	10,6	10,8	11,1	11,3
Taux d'activité	Total	Pour cent	47,3	47,8	44,1	43,0	43,9	44,6	44,6	44,6	44,7
	Femmes	Pour cent	21,5	23,1	20,1	19,0	19,6	19,8	20,0	20,1	20,2
	Hommes	Pour cent	73,1	72,3	68,1	66,9	68,0	69,2	69,1	69,1	69,1
	Jeunes	Pour cent	34,7	32,4	24,7	24,0	24,7	24,7	24,7	24,8	24,8
Emploi	Total	Millions	43,9	59,8	64,9	63,7	66,4	69,7	70,8	72,3	74,1
	Femmes	Millions	9,3	12,9	13,0	12,5	13,2	14,0	14,2	14,5	15,0
	Hommes	Millions	34,7	47,0	52,0	51,2	53,2	55,7	56,6	57,8	59,2
	Jeunes	Millions	8,8	10,2	7,5	7,2	7,6	7,9	8,0	8,2	8,5
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	40,3	42,8	39,1	37,7	38,6	39,7	39,6	39,6	39,8
	Femmes	Pour cent	17,0	18,5	15,7	14,8	15,4	15,9	15,9	16,0	16,1
	Hommes	Pour cent	63,3	66,9	62,4	60,4	61,6	63,3	63,1	63,2	63,4
	Jeunes	Pour cent	24,2	24,6	18,0	17,2	18,0	18,5	18,3	18,4	18,5
Chômage	Total	Millions	7,7	7,0	8,3	9,1	9,1	8,5	9,0	9,2	9,1
	Femmes	Millions	2,4	3,2	3,6	3,6	3,6	3,4	3,6	3,8	3,8
	Hommes	Millions	5,3	3,8	4,7	5,5	5,5	5,1	5,4	5,4	5,3
	Jeunes	Millions	3,8	3,2	2,7	2,8	2,8	2,6	2,8	2,9	2,9
Taux de chômage	Total	Pour cent	15,0	10,5	11,4	12,5	12,1	10,9	11,3	11,3	10,9
	Femmes	Pour cent	20,6	20,1	21,9	22,2	21,5	19,6	20,4	20,6	20,2
	Hommes	Pour cent	13,3	7,5	8,3	9,7	9,4	8,4	8,7	8,6	8,2
	Jeunes	Pour cent	30,2	24,1	26,9	28,2	27,2	25,0	25,9	25,9	25,3
Déficit d'emplois	Total	Millions		15,3	19,1	20,6	20,5	19,8	19,2		
	Femmes	Millions		7,6	9,4	9,4	9,5	9,2	8,9		
	Hommes	Millions		7,6	9,8	11,2	11,1	10,6	10,3		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		20,3	22,8	24,4	23,6	22,1	21,3		
	Femmes	Pour cent		37,2	41,9	42,9	41,7	39,6	38,4		
	Hommes	Pour cent		14,0	15,8	17,9	17,2	16,0	15,4		

Tableau C3. Afrique du Nord (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		12,5	11,3	12,1	11,8	11,7	12,0	12,3	12,5
	Femmes	Millions		9,1	7,7	8,2	8,0	8,0	8,2	8,4	8,6
	Hommes	Millions		3,4	3,6	3,9	3,8	3,7	3,8	3,9	3,9
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		30,3	27,3	29,0	27,9	27,4	27,5	27,5	27,4
	Femmes	Pour cent		45,0	38,0	40,1	38,7	38,2	38,4	38,4	38,4
	Hommes	Pour cent		16,2	17,0	18,3	17,5	16,9	17,0	17,0	16,8
Emploi informel	Total	Millions		35,9	41,3	41,5	42,1	44,1	44,6	45,4	
	Femmes	Millions		7,6	7,2	6,9	7,5	7,7	7,7	7,9	
	Hommes	Millions		28,2	34,1	34,6	34,5	36,4	36,9	37,5	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		59,9	63,6	65,2	63,3	63,3	63,0	62,8	
	Femmes	Pour cent		59,4	55,7	55,4	56,9	55,0	54,5	54,4	
	Hommes	Pour cent		60,1	65,6	67,6	64,9	65,4	65,1	65,0	
Salariés	Total	Millions	24,1	34,7	41,0	40,5	42,3	44,6			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	19,8	25,1	23,9	23,2	24,1	25,1			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	55,0	58,0	63,1	63,5	63,7	64,0			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	45,0	42,0	36,9	36,5	36,3	36,0			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	2,1	1,6	2,1	2,4	2,7	3,0	3,5		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	4,8	2,6	3,3	3,8	4,0	4,2	5,0		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C4. Afrique subsaharienne

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	249,5	326,2	417,5	425,4	439,9	455,7	470,6	485,0	499,6
	Femmes	Millions	117,9	153,5	194,3	197,8	205,1	212,0	219,2	225,9	232,7
	Hommes	Millions	131,6	172,7	223,2	227,6	234,8	243,7	251,4	259,1	267,0
	Jeunes	Millions	66,2	81,8	95,4	97,1	99,7	102,4	105,9	109,1	112,1
Taux d'activité	Total	Pour cent	69,7	68,5	67,3	66,6	66,8	67,2	67,4	67,4	67,4
	Femmes	Pour cent	64,3	63,3	61,8	61,1	61,5	61,7	62,0	62,0	62,0
	Hommes	Pour cent	75,4	73,9	73,1	72,3	72,4	72,9	73,0	73,0	73,0
	Jeunes	Pour cent	51,5	48,7	45,0	44,5	44,4	44,2	44,4	44,4	44,4
Emploi	Total	Millions	234,0	307,1	392,7	398,2	411,0	428,5	443,2	457,1	471,0
	Femmes	Millions	110,3	143,9	182,1	184,4	190,3	197,6	204,7	211,1	217,5
	Hommes	Millions	123,7	163,2	210,5	213,9	220,7	230,9	238,5	246,0	253,5
	Jeunes	Millions	59,2	73,6	86,4	87,3	90,0	93,2	96,4	99,4	102,2
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	65,4	64,5	63,3	62,3	62,4	63,2	63,5	63,5	63,5
	Femmes	Pour cent	60,2	59,3	57,9	56,9	57,0	57,5	57,9	57,9	57,9
	Hommes	Pour cent	70,9	69,8	68,9	67,9	68,0	69,1	69,3	69,3	69,3
	Jeunes	Pour cent	46,1	43,8	40,8	40,0	40,0	40,3	40,4	40,5	40,4
Chômage	Total	Millions	15,5	19,1	24,8	27,2	29,0	27,2	27,4	27,9	28,6
	Femmes	Millions	7,6	9,6	12,2	13,5	14,9	14,4	14,5	14,8	15,2
	Hommes	Millions	7,8	9,5	12,7	13,7	14,1	12,9	12,9	13,1	13,5
	Jeunes	Millions	7,0	8,1	9,0	9,8	9,7	9,2	9,4	9,7	9,9
Taux de chômage	Total	Pour cent	6,2	5,9	5,9	6,4	6,6	6,0	5,8	5,8	5,7
	Femmes	Pour cent	6,5	6,3	6,3	6,8	7,3	6,8	6,6	6,6	6,5
	Hommes	Pour cent	6,0	5,5	5,7	6,0	6,0	5,3	5,1	5,1	5,0
	Jeunes	Pour cent	10,5	10,0	9,4	10,1	9,7	9,0	8,9	8,9	8,8
Déficit d'emplois	Total	Millions		71,9	95,3	101,5	105,0	104,3	105,1		
	Femmes	Millions		41,7	55,4	59,2	61,6	61,6	62,3		
	Hommes	Millions		30,2	40,0	42,3	43,3	42,7	42,9		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		19,0	19,5	20,3	20,3	19,6	19,2		
	Femmes	Pour cent		22,5	23,3	24,3	24,5	23,8	23,3		
	Hommes	Pour cent		15,6	16,0	16,5	16,4	15,6	15,2		

Tableau C4. Afrique subsaharienne (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		37,7	54,6	58,2	58,6	60,1	61,6	63,5	65,4
	Femmes	Millions		23,3	33,2	35,3	35,6	36,5	37,6	38,7	39,8
	Hommes	Millions		14,3	21,4	22,9	23,0	23,6	24,1	24,8	25,5
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		22,4	25,8	26,7	26,1	26,0	25,9	25,8	25,9
	Femmes	Pour cent		27,8	31,5	32,6	31,9	31,8	31,7	31,7	31,7
	Hommes	Pour cent		17,1	20,1	20,9	20,3	20,2	20,1	20,0	20,0
Emploi informel	Total	Millions	269,3	340,2	350,1	363,2	372,2	383,6	394,5		
	Femmes	Millions	131,2	163,7	166,4	173,1	178,1	183,7	189,0		
	Hommes	Millions	138,1	176,5	183,6	190,1	194,1	199,8	205,4		
Taux d'informalité	Total	Pour cent	87,7	86,6	87,9	88,4	86,9	86,5	86,3		
	Femmes	Pour cent	91,2	89,9	90,3	91,0	90,1	89,8	89,5		
	Hommes	Pour cent	84,6	83,8	85,9	86,1	84,1	83,8	83,5		
Salariés	Total	Millions	47,6	64,3	86,0	85,2	88,3	93,3			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	186,4	242,8	306,6	313,0	322,7	335,2			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	20,3	20,9	21,9	21,4	21,5	21,8			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	79,7	79,1	78,1	78,6	78,5	78,2			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	128,4	124,5	129,6	135,8	138,6	142,5	145,3		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	54,9	40,6	33,0	34,1	33,7	33,3	32,8		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C5. Amérique latine et Caraïbes

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	221,5	270,5	310,3	294,1	308,5	315,9	319,8	323,3	326,3
	Femmes	Millions	85,1	110,1	129,5	121,0	128,1	131,8	133,9	135,4	136,6
	Hommes	Millions	136,4	160,4	180,7	173,1	180,4	184,1	185,9	187,9	189,7
	Jeunes	Millions	54,1	55,2	52,3	47,7	50,5	50,4	49,6	49,2	48,7
Taux d'activité	Total	Pour cent	62,7	63,5	63,5	59,5	61,7	62,5	62,6	62,5	62,4
	Femmes	Pour cent	47,1	50,5	51,7	47,7	50,0	50,9	51,1	51,0	50,9
	Hommes	Pour cent	79,0	77,1	75,8	71,8	74,0	74,8	74,7	74,6	74,4
	Jeunes	Pour cent	53,9	51,3	48,6	44,4	47,2	47,4	46,8	46,6	46,4
Emploi	Total	Millions	200,5	251,0	285,4	264,1	280,2	294,1	300,0	303,6	306,7
	Femmes	Millions	75,0	100,2	117,0	106,4	113,6	120,6	123,9	125,4	126,7
	Hommes	Millions	125,6	150,8	168,4	157,7	166,6	173,5	176,1	178,2	180,0
	Jeunes	Millions	44,7	47,0	42,9	37,6	40,8	42,8	42,8	42,4	42,0
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	56,8	58,9	58,4	53,4	56,0	58,2	58,7	58,7	58,6
	Femmes	Pour cent	41,5	46,0	46,7	42,0	44,3	46,6	47,3	47,3	47,2
	Hommes	Pour cent	72,7	72,5	70,6	65,4	68,4	70,5	70,7	70,7	70,6
	Jeunes	Pour cent	44,6	43,7	39,9	35,0	38,2	40,2	40,4	40,2	40,0
Chômage	Total	Millions	21,0	19,5	24,8	30,0	28,4	21,8	19,8	19,8	19,6
	Femmes	Millions	10,1	9,9	12,5	14,6	14,5	11,2	10,0	10,0	9,9
	Hommes	Millions	10,9	9,6	12,3	15,4	13,8	10,6	9,8	9,8	9,7
	Jeunes	Millions	9,4	8,2	9,4	10,1	9,6	7,6	6,8	6,8	6,7
Taux de chômage	Total	Pour cent	9,5	7,2	8,0	10,2	9,2	6,9	6,2	6,1	6,0
	Femmes	Pour cent	11,9	9,0	9,7	12,1	11,3	8,5	7,5	7,4	7,3
	Hommes	Pour cent	8,0	6,0	6,8	8,9	7,7	5,8	5,3	5,2	5,1
	Jeunes	Pour cent	17,4	14,9	18,0	21,2	19,1	15,1	13,6	13,8	13,8
Déficit d'emplois	Total	Millions		50,4	58,7	72,9	65,8	54,0	50,1		
	Femmes	Millions		31,1	34,9	41,3	39,3	32,6	30,1		
	Hommes	Millions		19,3	23,8	31,6	26,4	21,5	19,9		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		16,7	17,1	21,6	19,0	15,5	14,3		
	Femmes	Pour cent		23,7	23,0	28,0	25,7	21,3	19,6		
	Hommes	Pour cent		11,3	12,4	16,7	13,7	11,0	10,2		

Tableau C5. Amérique latine et Caraïbes (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		21,9	23,0	26,1	23,2	21,7	21,1	21,0	20,9
	Femmes	Millions		15,1	15,1	16,4	14,9	14,0	13,6	13,6	13,5
	Hommes	Millions		6,8	7,8	9,6	8,3	7,7	7,5	7,4	7,4
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		20,3	21,4	24,3	21,7	20,4	19,9	19,9	19,9
	Femmes	Pour cent		28,2	28,5	31,1	28,2	26,7	26,1	26,1	26,1
	Hommes	Pour cent		12,6	14,4	17,7	15,4	14,3	13,9	13,9	13,9
Emploi informel	Total	Millions	134,6	150,5	136,4	148,3	153,9	155,4	156,9		
	Femmes	Millions	52,8	60,4	52,9	58,4	61,8	62,9	63,5		
	Hommes	Millions	81,8	90,1	83,4	89,9	92,2	92,6	93,4		
Taux d'informalité	Total	Pour cent	53,6	52,7	51,6	52,9	52,3	51,8	51,7		
	Femmes	Pour cent	52,8	51,7	49,8	51,4	51,2	50,8	50,6		
	Hommes	Pour cent	54,2	53,5	52,9	54,0	53,1	52,6	52,5		
Salariés	Total	Millions	121,0	157,8	179,7	165,1	173,7	185,5			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	79,6	93,2	105,7	99,0	106,5	108,5			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	60,3	62,9	63,0	62,5	62,0	63,1			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	39,7	37,1	37,0	37,5	38,0	36,9			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	18,7	9,4	9,2	10,7	10,0	9,8	9,9		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	9,3	3,7	3,2	4,1	3,6	3,3	3,3		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C6. Amérique du Nord

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	162,6	177,3	190,9	188,3	189,6	191,8	194,5	194,3	194,9
	Femmes	Millions	74,5	82,5	88,3	87,1	87,7	89,0	90,6	90,3	90,6
	Hommes	Millions	88,1	94,7	102,5	101,2	101,9	102,8	103,9	104,0	104,3
	Jeunes	Millions	26,4	25,0	25,2	24,3	25,1	25,3	25,7	25,3	25,1
Taux d'activité	Total	Pour cent	65,9	63,8	62,9	61,6	61,6	61,9	62,2	61,6	61,3
	Femmes	Pour cent	58,9	58,1	57,4	56,1	56,1	56,5	57,0	56,3	56,1
	Hommes	Pour cent	73,3	69,8	68,7	67,3	67,3	67,4	67,6	67,0	66,7
	Jeunes	Pour cent	60,3	51,5	52,1	50,2	51,7	51,8	52,2	51,2	50,9
Emploi	Total	Millions	155,6	160,5	183,4	172,8	179,0	184,5	187,0	186,2	186,5
	Femmes	Millions	71,3	75,5	85,0	79,7	82,9	85,6	87,3	86,7	86,8
	Hommes	Millions	84,4	84,9	98,5	93,1	96,1	98,8	99,8	99,5	99,7
	Jeunes	Millions	23,8	20,5	23,0	20,6	22,6	23,2	23,6	23,0	22,7
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	63,1	57,8	60,5	56,5	58,2	59,5	59,8	59,0	58,7
	Femmes	Pour cent	56,3	53,2	55,2	51,3	53,1	54,4	54,9	54,1	53,7
	Hommes	Pour cent	70,2	62,6	66,0	61,9	63,5	64,8	64,9	64,1	63,8
	Jeunes	Pour cent	54,5	42,3	47,6	42,4	46,5	47,5	47,9	46,5	46,1
Chômage	Total	Millions	7,0	16,8	7,4	15,5	10,6	7,3	7,5	8,1	8,4
	Femmes	Millions	3,2	7,0	3,4	7,4	4,8	3,4	3,3	3,6	3,8
	Hommes	Millions	3,7	9,8	4,1	8,1	5,8	4,0	4,1	4,5	4,6
	Jeunes	Millions	2,5	4,5	2,2	3,8	2,5	2,1	2,1	2,3	2,4
Taux de chômage	Total	Pour cent	4,3	9,5	3,9	8,2	5,6	3,8	3,8	4,2	4,3
	Femmes	Pour cent	4,4	8,5	3,8	8,5	5,4	3,8	3,7	4,0	4,2
	Hommes	Pour cent	4,2	10,3	4,0	8,0	5,7	3,9	4,0	4,3	4,4
	Jeunes	Pour cent	9,6	17,9	8,7	15,5	10,1	8,3	8,3	9,1	9,4
Déficit d'emplois	Total	Millions		20,2	9,9	18,8	13,6	10,1	9,6		
	Femmes	Millions		8,7	4,6	9,0	6,3	4,8	4,5		
	Hommes	Millions		11,5	5,3	9,8	7,3	5,4	5,1		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		11,2	5,1	9,8	7,1	5,2	4,9		
	Femmes	Pour cent		10,3	5,1	10,1	7,0	5,3	4,9		
	Hommes	Pour cent		12,0	5,1	9,5	7,1	5,2	4,9		

Tableau C6. Amérique du Nord (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		7,3	5,1	6,9	6,0	5,5	5,3	5,4	5,5
	Femmes	Millions		3,6	2,6	3,4	3,0	2,8	2,6	2,7	2,7
	Hommes	Millions		3,7	2,5	3,5	3,0	2,7	2,7	2,8	2,8
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		15,1	10,6	14,3	12,3	11,3	10,7	11,0	11,2
	Femmes	Pour cent		15,3	11,0	14,4	12,5	11,6	10,7	11,0	11,2
	Hommes	Pour cent		14,9	10,2	14,1	12,0	11,0	10,6	11,0	11,2
Emploi informel	Total	Millions		19,9	18,0	16,1	18,7	16,5	16,6	16,3	
	Femmes	Millions		9,0	8,0	7,1	8,3	7,3	7,3	7,2	
	Hommes	Millions		11,0	10,0	9,0	10,3	9,3	9,2	9,1	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		12,4	9,8	9,3	10,4	9,0	8,8	8,7	
	Femmes	Pour cent		11,9	9,4	8,9	10,0	8,5	8,4	8,3	
	Hommes	Pour cent		12,9	10,2	9,7	10,7	9,4	9,3	9,1	
Salariés	Total	Millions	142,6	147,6	170,5	160,2	165,8	171,4			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	13,1	12,8	13,0	12,6	13,2	13,0			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	91,6	92,0	92,9	92,7	92,6	92,9			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	8,4	8,0	7,1	7,3	7,4	7,1			

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C7. États arabes (non-CCG)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	18,2	23,5	27,7	27,5	28,4	30,1	31,3	32,5	33,5
	Femmes	Millions	3,2	3,7	4,2	4,2	4,3	4,5	4,7	4,9	5,1
	Hommes	Millions	14,9	19,8	23,5	23,3	24,1	25,6	26,6	27,5	28,4
	Jeunes	Millions	5,3	5,8	6,0	5,8	6,0	6,2	6,4	6,6	6,8
Taux d'activité	Total	Pour cent	44,8	41,2	38,9	37,4	37,5	38,5	38,8	38,8	38,9
	Femmes	Pour cent	15,8	12,7	11,8	11,3	11,3	11,5	11,7	11,7	11,7
	Hommes	Pour cent	74,2	70,0	66,2	63,8	63,9	65,8	66,1	66,2	66,2
	Jeunes	Pour cent	35,6	29,7	26,0	24,6	24,9	25,1	25,2	25,2	25,2
Emploi	Total	Millions	16,4	21,1	23,5	22,9	23,5	25,2	26,3	27,3	28,2
	Femmes	Millions	2,8	3,0	3,1	3,0	3,1	3,3	3,4	3,6	3,7
	Hommes	Millions	13,6	18,0	20,4	19,8	20,4	22,0	22,8	23,7	24,5
	Jeunes	Millions	4,3	4,6	4,1	3,7	3,9	4,2	4,3	4,4	4,5
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	40,4	37,0	33,0	31,1	31,1	32,3	32,5	32,6	32,7
	Femmes	Pour cent	13,8	10,6	8,7	8,2	8,3	8,4	8,5	8,5	8,5
	Hommes	Pour cent	67,3	63,8	57,4	54,2	54,1	56,5	56,8	56,9	57,1
	Jeunes	Pour cent	29,1	23,6	17,8	15,8	16,0	16,8	16,8	16,9	16,9
Chômage	Total	Millions	1,8	2,4	4,2	4,7	4,9	4,9	5,1	5,2	5,3
	Femmes	Millions	0,4	0,6	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4
	Hommes	Millions	1,4	1,8	3,1	3,5	3,7	3,6	3,8	3,8	3,9
	Jeunes	Millions	1,0	1,2	1,9	2,1	2,2	2,1	2,1	2,2	2,2
Taux de chômage	Total	Pour cent	9,8	10,1	15,3	16,9	17,2	16,1	16,1	16,0	15,8
	Femmes	Pour cent	12,7	16,7	26,0	27,2	27,2	27,1	27,4	27,5	27,5
	Hommes	Pour cent	9,2	8,9	13,3	15,1	15,4	14,2	14,1	14,0	13,7
	Jeunes	Pour cent	18,3	20,7	31,6	35,6	35,7	33,2	33,2	33,2	33,0
Déficit d'emplois	Total	Millions		5,5	10,3	11,3	12,0	12,4	13,0		
	Femmes	Millions		2,0	3,5	3,8	3,9	4,2	4,4		
	Hommes	Millions		3,5	6,8	7,5	8,1	8,2	8,6		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		20,6	30,5	33,1	33,8	32,9	33,1		
	Femmes	Pour cent		39,7	53,2	55,3	55,4	56,0	56,3		
	Hommes	Pour cent		16,1	24,9	27,5	28,5	27,2	27,3		

Tableau C7. États arabes (non-CCG) (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		7,5	8,9	9,4	9,4	9,5	9,9	10,1	10,4
	Femmes	Millions		5,5	6,1	6,3	6,3	6,4	6,6	6,8	7,0
	Hommes	Millions		2,0	2,8	3,1	3,1	3,1	3,2	3,3	3,4
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		38,2	38,8	39,7	38,8	38,4	38,5	38,6	38,6
	Femmes	Pour cent		57,2	54,3	54,0	52,8	52,8	53,0	53,1	53,2
	Hommes	Pour cent		19,8	23,9	25,8	25,3	24,5	24,6	24,7	24,6
Emploi informel	Total	Millions		13,5	15,7	15,5	16,1	17,1	17,9	18,6	
	Femmes	Millions		1,7	1,6	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	
	Hommes	Millions		11,8	14,1	13,9	14,5	15,5	16,1	16,7	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		63,9	66,9	67,7	68,5	67,9	68,1	68,2	
	Femmes	Pour cent		54,4	50,8	50,7	51,3	51,3	51,4	51,3	
	Hommes	Pour cent		65,5	69,4	70,3	71,1	70,4	70,7	70,7	
Salariés	Total	Millions	9,5	13,5	15,2	14,7	15,2	16,4			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	6,8	7,5	8,3	8,1	8,3	8,8			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	58,3	64,2	64,6	64,4	64,6	65,0			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	41,7	35,8	35,4	35,6	35,4	35,0			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	0,2	0,3	5,1	5,4	5,7	6,3	7,0		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	1,5	1,5	21,7	23,8	24,3	25,1	26,5		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C8. États arabes (CCG)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	11,4	21,5	29,9	30,0	30,2	30,7	31,3	31,7	32,2
	Femmes	Millions	1,6	3,3	5,2	5,9	6,2	6,4	6,6	6,7	6,9
	Hommes	Millions	9,8	18,2	24,7	24,2	23,9	24,3	24,7	24,9	25,3
	Jeunes	Millions	1,7	2,8	2,4	2,3	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5
Taux d'activité	Total	Pour cent	56,6	61,7	66,6	66,9	67,7	68,1	68,2	68,0	67,8
	Femmes	Pour cent	21,3	26,5	32,9	36,4	38,7	39,0	39,3	39,3	39,3
	Hommes	Pour cent	77,5	81,3	85,0	83,9	84,1	84,8	84,8	84,7	84,6
	Jeunes	Pour cent	27,8	30,4	28,7	28,6	29,7	31,1	31,4	31,4	31,6
Emploi	Total	Millions	11,0	20,7	28,8	28,4	28,8	29,5	30,1	30,6	31,1
	Femmes	Millions	1,5	2,9	4,6	5,0	5,5	5,7	5,9	6,0	6,2
	Hommes	Millions	9,5	17,7	24,2	23,4	23,3	23,8	24,2	24,6	24,9
	Jeunes	Millions	1,5	2,4	2,0	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	54,5	59,2	64,0	63,2	64,5	65,4	65,7	65,6	65,6
	Femmes	Pour cent	19,8	23,5	28,5	31,3	33,8	34,6	35,0	35,0	35,2
	Hommes	Pour cent	75,1	79,1	83,5	81,1	81,9	83,0	83,4	83,4	83,4
	Jeunes	Pour cent	23,6	26,0	24,3	22,8	25,1	27,0	27,4	27,5	27,7
Chômage	Total	Millions	0,4	0,9	1,1	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1
	Femmes	Millions	0,1	0,4	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7
	Hommes	Millions	0,3	0,5	0,4	0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4
	Jeunes	Millions	0,3	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Taux de chômage	Total	Pour cent	3,6	4,0	3,8	5,5	4,7	4,0	3,7	3,5	3,4
	Femmes	Pour cent	6,8	11,2	13,3	14,2	12,6	11,2	10,9	10,8	10,5
	Hommes	Pour cent	3,1	2,7	1,8	3,3	2,6	2,1	1,7	1,6	1,4
	Jeunes	Pour cent	15,0	14,3	15,3	20,5	15,5	13,1	12,8	12,7	12,2
Déficit d'emplois	Total	Millions		3,7	4,9	5,9	5,2	4,6	4,5		
	Femmes	Millions		1,9	3,1	3,6	3,3	2,9	3,0		
	Hommes	Millions		1,8	1,8	2,3	1,9	1,7	1,4		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		15,3	14,6	17,1	15,2	13,5	12,9		
	Femmes	Pour cent		39,2	40,5	41,5	37,4	34,0	34,1		
	Hommes	Pour cent		9,4	6,9	9,0	7,6	6,6	5,6		

Tableau C8. États arabes (CCG) (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		1,8	1,2	1,5	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3
	Femmes	Millions		1,1	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
	Hommes	Millions		0,7	0,4	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		20,1	14,3	18,5	17,1	16,4	15,6	15,7	15,7
	Femmes	Pour cent		29,0	23,0	25,5	23,1	22,7	21,7	21,9	22,0
	Hommes	Pour cent		13,7	7,7	12,8	12,1	11,0	10,2	10,0	9,8
Emploi informel	Total	Millions		7,6	10,3	10,0	10,3	10,5	10,7	10,7	
	Femmes	Millions		0,9	1,5	1,6	1,8	1,8	1,9	1,9	
	Hommes	Millions		6,7	8,9	8,4	8,5	8,7	8,8	8,8	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		37,0	35,8	35,4	35,8	35,6	35,4	35,1	
	Femmes	Pour cent		32,1	32,1	32,6	32,2	31,9	31,8	31,6	
	Hommes	Pour cent		37,8	36,5	35,9	36,6	36,5	36,3	36,0	
Salariés	Total	Millions	10,4	19,9	27,5	27,1	27,3	28,0			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	0,6	0,7	10,3	10,3	10,5	10,5			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	94,7	96,6	95,6	95,5	95,0	95,0			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	5,3	3,4	4,4	4,5	5,0	5,0			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	0	0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	0,1	0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C9. Asie de l'Est

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	851,0	902,2	914,1	901,4	918,4	921,2	919,7	919,7	920,8
	Femmes	Millions	381,7	398,2	411,5	405,3	415,8	415,8	415,0	414,7	414,9
	Hommes	Millions	469,3	504,0	502,6	496,1	502,6	505,4	504,7	505,1	505,9
	Jeunes	Millions	152,3	139,4	93,3	86,9	89,3	88,6	88,6	88,8	89,0
Taux d'activité	Total	Pour cent	74,5	69,5	66,8	65,6	66,5	66,4	66,0	65,7	65,5
	Femmes	Pour cent	67,2	61,7	60,4	59,3	60,5	60,3	59,9	59,5	59,3
	Hommes	Pour cent	81,7	77,2	73,0	71,8	72,4	72,5	72,1	71,8	71,6
	Jeunes	Pour cent	64,6	55,4	49,2	46,4	48,2	48,0	47,9	47,7	47,6
Emploi	Total	Millions	822,0	861,5	874,6	858,5	878,3	878,0	876,9	876,8	877,6
	Femmes	Millions	370,3	382,5	395,9	388,4	399,8	398,7	398,1	397,7	397,9
	Hommes	Millions	451,7	478,9	478,7	470,1	478,5	479,3	478,8	479,1	479,8
	Jeunes	Millions	141,6	125,8	83,8	76,4	78,8	76,4	75,6	75,8	75,9
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	72,0	66,3	63,9	62,4	63,6	63,3	62,9	62,6	62,4
	Femmes	Pour cent	65,2	59,2	58,1	56,8	58,2	57,8	57,4	57,1	56,9
	Hommes	Pour cent	78,7	73,3	69,6	68,0	69,0	68,8	68,4	68,1	67,9
	Jeunes	Pour cent	60,0	50,0	44,2	40,9	42,5	41,3	40,9	40,7	40,6
Chômage	Total	Millions	29,0	40,8	39,5	42,9	40,1	43,1	42,9	43,0	43,1
	Femmes	Millions	11,4	15,7	15,6	16,9	16,0	17,1	17,0	17,0	17,0
	Hommes	Millions	17,6	25,1	23,9	26,0	24,2	26,0	25,9	26,0	26,1
	Jeunes	Millions	10,7	13,6	9,5	10,4	10,5	12,2	13,0	13,0	13,1
Taux de chômage	Total	Pour cent	3,4	4,5	4,3	4,8	4,4	4,7	4,7	4,7	4,7
	Femmes	Pour cent	3,0	3,9	3,8	4,2	3,8	4,1	4,1	4,1	4,1
	Hommes	Pour cent	3,8	5,0	4,8	5,2	4,8	5,2	5,1	5,2	5,2
	Jeunes	Pour cent	7,0	9,8	10,2	12,0	11,7	13,8	14,7	14,7	14,7
Déficit d'emplois	Total	Millions		87,5	76,8	83,0	77,4	79,7	78,8		
	Femmes	Millions		41,8	36,4	40,3	36,6	37,6	36,9		
	Hommes	Millions		45,8	40,4	42,8	40,8	42,2	41,9		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		9,2	8,1	8,8	8,1	8,3	8,2		
	Femmes	Pour cent		9,8	8,4	9,4	8,4	8,6	8,5		
	Hommes	Pour cent		8,7	7,8	8,3	7,9	8,1	8,1		

Tableau C9. Asie de l'Est (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		40,1	21,2	23,7	21,0	21,8	22,4	22,6	22,8
	Femmes	Millions		23,0	11,7	12,6	11,2	11,5	11,6	11,7	11,8
	Hommes	Millions		17,2	9,6	11,1	9,8	10,3	10,7	10,9	11,0
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		15,9	11,2	12,7	11,3	11,8	12,1	12,2	12,2
	Femmes	Pour cent		19,2	13,2	14,4	13,0	13,4	13,6	13,6	13,7
	Hommes	Pour cent		13,0	9,5	11,1	9,9	10,4	10,8	10,9	11,0
Emploi informel	Total	Millions	467,8	426,9	415,9	431,6	415,6	410,2	405,5		
	Femmes	Millions	203,3	189,6	180,8	190,2	183,9	181,3	179,1		
	Hommes	Millions	264,5	237,2	235,1	241,4	231,7	228,8	226,4		
Taux d'informalité	Total	Pour cent	54,3	48,8	48,4	49,1	47,3	46,8	46,2		
	Femmes	Pour cent	53,1	47,9	46,6	47,6	46,1	45,6	45,0		
	Hommes	Pour cent	55,2	49,6	50,0	50,4	48,3	47,8	47,3		
Salariés	Total	Millions	352,3	443,6	498,1	488,5	502,2	505,7			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	469,8	417,9	376,4	370,0	376,1	372,4			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	42,9	51,5	57,0	56,9	57,2	57,6			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	57,1	48,5	43,0	43,1	42,8	42,4			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	296,8	120,5	3,3	3,0	2,8	3,1	3,1		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	36,1	14,0	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C10. Asie du Sud-Est

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	246,4	294,0	333,5	330,2	330,1	338,9	344,4	348,2	351,1
	Femmes	Millions	103,1	121,8	139,3	137,5	138,1	141,2	143,8	145,2	146,3
	Hommes	Millions	143,3	172,2	194,1	192,8	192,1	197,7	200,6	202,9	204,8
	Jeunes	Millions	54,9	53,1	49,6	47,2	45,2	45,8	46,7	47,0	47,1
Taux d'activité	Total	Pour cent	68,5	67,7	67,2	65,7	64,9	65,9	66,2	66,1	65,9
	Femmes	Pour cent	56,6	55,6	55,7	54,3	53,9	54,5	54,8	54,7	54,5
	Hommes	Pour cent	80,6	79,9	78,9	77,3	76,2	77,6	77,8	77,7	77,5
	Jeunes	Pour cent	53,9	49,4	46,0	43,8	42,0	42,5	43,2	43,3	43,3
Emploi	Total	Millions	236,8	284,4	325,4	320,4	319,6	330,2	335,8	339,6	342,5
	Femmes	Millions	99,0	117,7	136,1	133,5	134,0	137,8	140,3	141,8	142,9
	Hommes	Millions	137,8	166,7	189,3	186,8	185,6	192,5	195,5	197,8	199,6
	Jeunes	Millions	48,8	47,9	45,2	42,4	40,4	41,2	42,2	42,5	42,6
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	65,8	65,4	65,6	63,8	62,9	64,2	64,5	64,5	64,3
	Femmes	Pour cent	54,3	53,7	54,4	52,7	52,3	53,2	53,5	53,4	53,2
	Hommes	Pour cent	77,6	77,4	76,9	75,0	73,6	75,5	75,8	75,7	75,5
	Jeunes	Pour cent	47,9	44,6	42,0	39,4	37,5	38,2	39,0	39,2	39,2
Chômage	Total	Millions	9,6	9,6	8,0	9,9	10,5	8,7	8,6	8,6	8,6
	Femmes	Millions	4,1	4,1	3,2	3,9	4,0	3,5	3,4	3,4	3,4
	Hommes	Millions	5,5	5,4	4,8	5,9	6,4	5,3	5,1	5,1	5,2
	Jeunes	Millions	6,1	5,2	4,4	4,8	4,8	4,6	4,5	4,5	4,5
Taux de chômage	Total	Pour cent	3,9	3,3	2,4	3,0	3,2	2,6	2,5	2,5	2,4
	Femmes	Pour cent	4,0	3,4	2,3	2,9	2,9	2,5	2,4	2,4	2,3
	Hommes	Pour cent	3,8	3,2	2,5	3,1	3,4	2,7	2,6	2,5	2,5
	Jeunes	Pour cent	11,0	9,8	8,8	10,1	10,6	10,1	9,7	9,6	9,5
Déficit d'emplois	Total	Millions		26,5	22,4	26,7	32,1	24,0	22,6		
	Femmes	Millions		15,3	12,3	13,4	16,5	12,0	11,3		
	Hommes	Millions		11,2	10,2	13,3	15,5	12,0	11,3		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		8,5	6,5	7,7	9,1	6,8	6,3		
	Femmes	Pour cent		11,5	8,3	9,1	11,0	8,0	7,4		
	Hommes	Pour cent		6,3	5,1	6,6	7,7	5,9	5,5		

Tableau C10. Asie du Sud-Est (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		21,9	18,8	20,3	20,0	19,2	19,0	19,0	19,0
	Femmes	Millions		14,0	11,6	12,0	11,5	11,3	11,2	11,3	11,3
	Hommes	Millions		7,9	7,2	8,3	8,6	7,9	7,8	7,7	7,7
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		20,3	17,5	18,8	18,6	17,8	17,6	17,5	17,5
	Femmes	Pour cent		26,5	22,1	22,8	21,8	21,5	21,3	21,3	21,4
	Hommes	Pour cent		14,4	13,0	15,0	15,5	14,3	14,0	13,9	13,9
Emploi informel	Total	Millions	225,7	229,1	225,1	228,5	231,2	234,3	235,5		
	Femmes	Millions	93,5	95,8	92,4	95,2	96,3	97,5	97,9		
	Hommes	Millions	132,2	133,3	132,7	133,3	134,9	136,8	137,5		
Taux d'informalité	Total	Pour cent	79,4	70,4	70,3	71,5	70,0	69,8	69,3		
	Femmes	Pour cent	79,5	70,4	69,2	71,0	69,9	69,5	69,1		
	Hommes	Pour cent	79,3	70,4	71,0	71,8	70,1	70,0	69,5		
Salariés	Total	Millions	79,6	119,0	163,9	158,9	159,3	165,4			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	157,2	165,4	161,5	161,5	160,4	164,8			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	33,6	41,8	50,4	49,6	49,8	50,1			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	66,4	58,2	49,6	50,4	50,2	49,9			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	75,9	30,1	10,4	9,5	9,3	8,0	7,4		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	32,0	10,6	3,2	3,0	2,9	2,4	2,2		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C11. Asie du Sud

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	523,2	632,3	717,6	718,6	739,4	762,4	806,0	810,3	825,6
	Femmes	Millions	127,8	158,3	183,0	182,1	190,2	197,7	225,5	220,9	223,9
	Hommes	Millions	395,4	474,0	534,6	536,5	549,2	564,6	580,5	589,4	601,7
	Jeunes	Millions	125,2	126,6	114,5	113,4	114,3	115,6	119,3	116,7	117,8
Taux d'activité	Total	Pour cent	55,7	53,6	51,3	50,5	51,2	52,0	54,2	53,6	53,8
	Femmes	Pour cent	28,0	27,4	26,6	26,1	26,8	27,5	30,8	29,7	29,6
	Hommes	Pour cent	81,9	78,6	75,1	74,1	74,7	75,8	76,7	76,7	77,1
	Jeunes	Pour cent	43,4	37,4	31,8	31,3	31,4	31,6	32,6	31,8	32,1
Emploi	Total	Millions	486,6	586,0	671,8	664,1	691,4	722,8	765,0	768,9	783,2
	Femmes	Millions	118,2	145,9	170,7	168,6	177,7	186,6	214,1	209,8	212,4
	Hommes	Millions	368,4	440,2	501,1	495,5	513,7	536,2	550,9	559,1	570,9
	Jeunes	Millions	109,5	107,0	92,3	89,8	93,3	97,1	99,9	96,9	97,2
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	51,8	49,7	48,0	46,7	47,8	49,3	51,4	50,9	51,0
	Femmes	Pour cent	25,8	25,3	24,9	24,1	25,0	25,9	29,3	28,2	28,1
	Hommes	Pour cent	76,3	73,0	70,4	68,4	69,9	71,9	72,8	72,7	73,1
	Jeunes	Pour cent	38,0	31,6	25,6	24,8	25,6	26,6	27,3	26,4	26,5
Chômage	Total	Millions	36,6	46,2	45,8	54,5	48,1	39,6	41,0	41,4	42,3
	Femmes	Millions	9,6	12,4	12,3	13,5	12,5	11,2	11,4	11,1	11,5
	Hommes	Millions	26,9	33,8	33,5	41,0	35,6	28,4	29,6	30,3	30,9
	Jeunes	Millions	15,7	19,7	22,2	23,5	21,0	18,5	19,4	19,7	20,6
Taux de chômage	Total	Pour cent	7,0	7,3	6,4	7,6	6,5	5,2	5,1	5,1	5,1
	Femmes	Pour cent	7,5	7,9	6,7	7,4	6,6	5,6	5,1	5,0	5,1
	Hommes	Pour cent	6,8	7,1	6,3	7,6	6,5	5,0	5,1	5,1	5,1
	Jeunes	Pour cent	12,5	15,5	19,4	20,8	18,3	16,0	16,2	16,9	17,5
Déficit d'emplois	Total	Millions		89,2	82,6	93,9	83,7	75,3	78,6		
	Femmes	Millions		31,8	29,7	31,4	29,3	28,5	31,3		
	Hommes	Millions		57,5	52,9	62,5	54,4	46,7	47,3		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		13,2	11,0	12,4	10,8	9,4	9,3		
	Femmes	Pour cent		17,9	14,8	15,7	14,2	13,3	12,8		
	Hommes	Pour cent		11,5	9,6	11,2	9,6	8,0	7,9		

Tableau C11. Asie du Sud (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		100,5	111,1	114,1	107,1	101,8	101,8	102,8	103,2
	Femmes	Millions		81,5	83,6	82,3	80,4	78,7	78,3	78,7	78,9
	Hommes	Millions		19,0	27,5	31,8	26,7	23,1	23,5	24,1	24,3
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		29,7	30,8	31,5	29,4	27,9	27,8	28,0	28,1
	Femmes	Pour cent		49,8	48,3	47,3	46,0	44,9	44,5	44,7	44,7
	Hommes	Pour cent		10,9	14,7	16,9	14,1	12,2	12,3	12,6	12,7
Emploi informel	Total	Millions		504,9	584,0	586,0	605,7	628,3	667,2	666,2	
	Femmes	Millions		131,8	153,2	153,3	161,1	167,7	194,2	188,9	
	Hommes	Millions		373,0	430,8	432,7	444,6	460,7	473,0	477,2	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		86,1	86,9	88,2	87,6	86,9	87,2	86,6	
	Femmes	Pour cent		90,4	89,7	90,9	90,7	89,9	90,7	90,1	
	Hommes	Pour cent		84,7	86,0	87,3	86,5	85,9	85,9	85,4	
Salariés	Total	Millions	100,6	131,8	203,0	186,5	198,2	206,0			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	385,9	454,3	468,9	477,6	493,1	516,8			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	20,7	22,5	30,2	28,1	28,7	28,5			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	79,3	77,5	69,8	71,9	71,3	71,5			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	178,7	133,3	63,9	76,9	68,5	63,4	60,9		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	36,7	22,8	9,5	11,6	9,9	8,8	8,0		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C12. Pacifique

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	14,8	17,5	20,6	20,7	21,2	21,7	22,1	22,3	22,6
	Femmes	Millions	6,6	8,0	9,7	9,7	10,0	10,2	10,4	10,4	10,5
	Hommes	Millions	8,3	9,5	11,0	11,0	11,2	11,5	11,7	11,9	12,0
	Jeunes	Millions	3,0	3,3	3,5	3,4	3,5	3,5	3,6	3,5	3,6
Taux d'activité	Total	Pour cent	64,9	62,8	62,9	62,1	62,6	63,0	63,2	62,9	62,8
	Femmes	Pour cent	57,0	57,0	58,5	57,8	58,5	58,8	59,0	58,6	58,4
	Hommes	Pour cent	72,8	68,7	67,3	66,5	66,7	67,3	67,5	67,4	67,2
	Jeunes	Pour cent	64,7	57,3	56,1	54,8	55,8	55,9	55,7	55,0	54,6
Emploi	Total	Millions	14,0	16,6	19,7	19,6	20,2	20,9	21,3	21,5	21,7
	Femmes	Millions	6,2	7,6	9,2	9,2	9,5	9,8	10,0	10,1	10,2
	Hommes	Millions	7,8	9,0	10,5	10,4	10,7	11,1	11,3	11,4	11,5
	Jeunes	Millions	2,7	2,9	3,1	3,0	3,2	3,3	3,3	3,2	3,2
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	61,1	59,7	60,0	58,6	59,7	60,8	60,9	60,6	60,4
	Femmes	Pour cent	53,9	54,1	55,9	54,6	55,9	56,8	56,9	56,5	56,3
	Hommes	Pour cent	68,4	65,3	64,1	62,6	63,4	64,8	65,0	64,7	64,6
	Jeunes	Pour cent	57,6	51,1	50,2	48,0	50,2	51,4	51,1	50,3	49,8
Chômage	Total	Millions	0,9	0,9	1,0	1,2	1,0	0,8	0,8	0,8	0,9
	Femmes	Millions	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	Hommes	Millions	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5
	Jeunes	Millions	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Taux de chômage	Total	Pour cent	5,8	5,0	4,7	5,7	4,7	3,6	3,6	3,7	3,8
	Femmes	Pour cent	5,5	5,1	4,5	5,5	4,4	3,5	3,4	3,6	3,7
	Hommes	Pour cent	6,1	4,9	4,8	5,8	4,9	3,8	3,8	3,9	4,0
	Jeunes	Pour cent	11,0	10,9	10,4	12,3	10,2	8,1	8,3	8,6	8,8
Déficit d'emplois	Total	Millions		1,6	1,8	2,1	1,8	1,6	1,5		
	Femmes	Millions		0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8		
	Hommes	Millions		0,8	0,9	1,1	0,9	0,8	0,8		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		8,8	8,3	9,5	8,0	6,9	6,7		
	Femmes	Pour cent		9,5	8,4	9,3	8,3	7,3	7,0		
	Hommes	Pour cent		8,3	8,2	9,7	7,7	6,5	6,3		

Tableau C12. Pacifique (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
	Femmes	Millions		0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
	Hommes	Millions		0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		18,9	18,0	19,4	18,8	18,3	18,5	18,7	18,9
	Femmes	Pour cent		20,8	19,5	20,8	20,2	19,8	20,0	20,2	20,4
	Hommes	Pour cent		17,1	16,6	18,1	17,5	17,0	17,1	17,3	17,4
Emploi informel	Total	Millions		5,9	6,8	6,7	7,0	7,3	7,4	7,4	
	Femmes	Millions		2,8	3,3	3,2	3,3	3,4	3,5	3,5	
	Hommes	Millions		3,2	3,6	3,5	3,7	3,9	3,9	3,9	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		35,9	34,7	34,4	34,6	34,9	34,7	34,7	
	Femmes	Pour cent		36,9	35,4	35,1	34,9	34,9	34,8	34,8	
	Hommes	Pour cent		35,0	34,2	33,7	34,4	34,8	34,7	34,6	
Salariés	Total	Millions	9,8	12,2	14,6	14,4	15,0	15,1			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	4,2	4,3	5,1	5,1	5,3	5,8			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	70,0	73,8	74,2	73,8	74,0	72,4			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	30,0	26,2	25,8	26,2	26,0	27,6			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	0,9		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	5,3	4,4	5,0	5,0	5,0	4,9	5,3		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C13. Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	197,6	214,2	223,6	220,9	222,9	225,1	226,6	226,6	226,6
	Femmes	Millions	85,9	97,4	104,0	102,8	104,2	105,3	106,0	105,8	105,7
	Hommes	Millions	111,7	116,8	119,6	118,1	118,7	119,8	120,5	120,8	120,9
	Jeunes	Millions	25,3	23,4	21,6	20,8	21,1	21,9	22,3	22,1	21,8
Taux d'activité	Total	Pour cent	56,4	57,7	58,5	57,6	58,0	58,5	58,7	58,6	58,5
	Femmes	Pour cent	47,4	50,9	52,9	52,2	52,8	53,3	53,5	53,3	53,2
	Hommes	Pour cent	66,2	65,0	64,4	63,3	63,5	64,0	64,2	64,1	64,0
	Jeunes	Pour cent	47,5	45,0	43,6	42,1	42,9	44,5	45,5	45,1	44,6
Emploi	Total	Millions	180,2	193,0	208,1	204,7	206,6	210,9	212,6	212,3	212,3
	Femmes	Millions	77,2	87,8	96,5	95,1	96,3	98,3	99,2	98,9	98,8
	Hommes	Millions	103,1	105,2	111,6	109,6	110,3	112,6	113,3	113,4	113,5
	Jeunes	Millions	21,0	18,5	18,4	17,3	17,7	18,8	19,2	18,9	18,7
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	51,5	52,0	54,4	53,4	53,8	54,8	55,1	54,9	54,8
	Femmes	Pour cent	42,5	45,8	49,1	48,3	48,8	49,7	50,1	49,8	49,7
	Hommes	Pour cent	61,1	58,6	60,0	58,8	59,0	60,1	60,4	60,2	60,1
	Jeunes	Pour cent	39,5	35,5	37,1	35,1	35,8	38,2	39,2	38,6	38,1
Chômage	Total	Millions	17,4	21,2	15,5	16,2	16,3	14,2	14,0	14,3	14,3
	Femmes	Millions	8,8	9,6	7,5	7,7	7,9	7,0	6,8	6,9	6,9
	Hommes	Millions	8,6	11,5	8,0	8,4	8,4	7,2	7,2	7,4	7,4
	Jeunes	Millions	4,3	4,9	3,2	3,5	3,5	3,1	3,1	3,2	3,2
Taux de chômage	Total	Pour cent	8,8	9,9	6,9	7,3	7,3	6,3	6,2	6,3	6,3
	Femmes	Pour cent	10,2	9,9	7,2	7,5	7,6	6,6	6,4	6,5	6,5
	Hommes	Pour cent	7,7	9,9	6,7	7,2	7,1	6,0	6,0	6,1	6,1
	Jeunes	Pour cent	16,9	21,1	14,9	16,6	16,4	14,1	13,9	14,4	14,5
Déficit d'emplois	Total	Millions		35,8	30,1	34,1	32,9	29,6	28,3		
	Femmes	Millions		18,5	16,0	17,9	17,4	15,8	15,0		
	Hommes	Millions		17,3	14,1	16,1	15,5	13,8	13,3		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		15,6	12,6	14,3	13,7	12,3	11,8		
	Femmes	Pour cent		17,4	14,2	15,9	15,3	13,9	13,1		
	Hommes	Pour cent		14,1	11,2	12,8	12,3	10,9	10,5		

Tableau C13. Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		6,9	5,3	5,8	5,4	4,9	4,9	5,0	5,0
	Femmes	Millions		3,4	2,5	2,7	2,5	2,3	2,3	2,3	2,3
	Hommes	Millions		3,4	2,8	3,1	2,9	2,6	2,6	2,6	2,6
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		13,2	10,8	11,8	11,0	10,0	10,0	10,1	10,1
	Femmes	Pour cent		13,5	10,6	11,4	10,6	9,7	9,6	9,7	9,7
	Hommes	Pour cent		12,9	10,9	12,1	11,3	10,3	10,3	10,5	10,5
Emploi informel	Total	Millions		16,1	19,6	18,6	19,0	19,0	18,7	18,2	
	Femmes	Millions		7,5	9,1	8,5	8,8	8,7	8,6	8,4	
	Hommes	Millions		8,6	10,5	10,0	10,3	10,3	10,1	9,8	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		8,4	9,4	9,1	9,2	9,0	8,8	8,6	
	Femmes	Pour cent		8,6	9,5	9,0	9,1	8,9	8,7	8,5	
	Hommes	Pour cent		8,2	9,4	9,1	9,3	9,1	8,9	8,6	
Salariés	Total	Millions	149,9	162,0	177,0	174,3	176,0	179,5			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	30,3	31,0	31,1	30,5	30,5	31,3			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	83,2	84,0	85,1	85,1	85,2	85,1			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	16,8	16,0	14,9	14,9	14,8	14,9			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	0,1	0	0	0	0	0	0		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	0,1	0	0	0	0	0	0		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C14. Europe de l'Est

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	147,8	148,7	146,2	144,8	144,7	143,8	141,9	140,5	139,4
	Femmes	Millions	71,1	71,3	69,2	68,5	68,6	68,4	67,5	66,7	66,1
	Hommes	Millions	76,7	77,4	77,0	76,3	76,0	75,3	74,4	73,8	73,2
	Jeunes	Millions	19,6	15,7	9,7	9,1	8,9	8,5	8,5	8,8	9,0
Taux d'activité	Total	Pour cent	59,4	59,4	59,7	59,3	59,5	59,5	58,9	58,4	58,0
	Femmes	Pour cent	53,2	52,9	52,5	52,1	52,5	52,6	52,1	51,5	51,1
	Hommes	Pour cent	66,5	66,9	68,1	67,6	67,7	67,6	67,0	66,4	65,9
	Jeunes	Pour cent	40,9	37,8	33,6	31,9	31,0	29,5	29,1	29,4	29,6
Emploi	Total	Millions	131,1	136,9	139,3	136,8	137,1	137,4	136,2	134,8	133,9
	Femmes	Millions	63,1	66,1	66,0	64,8	65,0	65,2	64,6	63,9	63,4
	Hommes	Millions	68,0	70,8	73,3	72,0	72,1	72,2	71,5	71,0	70,5
	Jeunes	Millions	15,2	12,8	8,4	7,7	7,5	7,3	7,4	7,6	7,8
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	52,7	54,7	56,9	56,0	56,4	56,9	56,6	56,1	55,7
	Femmes	Pour cent	47,2	49,0	50,1	49,3	49,7	50,1	49,9	49,3	49,0
	Hommes	Pour cent	59,0	61,3	64,8	63,8	64,3	64,7	64,4	63,9	63,4
	Jeunes	Pour cent	31,7	30,9	29,0	26,9	26,1	25,4	25,3	25,5	25,8
Chômage	Total	Millions	16,7	11,8	6,8	8,0	7,5	6,4	5,7	5,7	5,5
	Femmes	Millions	7,9	5,3	3,1	3,7	3,6	3,2	2,8	2,8	2,8
	Hommes	Millions	8,7	6,5	3,7	4,3	3,9	3,2	2,9	2,8	2,8
	Jeunes	Millions	4,4	2,9	1,3	1,4	1,4	1,2	1,1	1,2	1,2
Taux de chômage	Total	Pour cent	11,3	7,9	4,7	5,5	5,2	4,4	4,0	4,0	4,0
	Femmes	Pour cent	11,2	7,4	4,5	5,5	5,2	4,7	4,2	4,2	4,2
	Hommes	Pour cent	11,4	8,4	4,8	5,6	5,1	4,2	3,8	3,8	3,8
	Jeunes	Pour cent	22,5	18,4	13,7	15,7	15,6	14,0	13,2	13,2	12,8
Déficit d'emplois	Total	Millions		21,7	14,3	15,7	14,1	13,4	12,0		
	Femmes	Millions		10,9	7,4	8,2	7,3	7,1	6,3		
	Hommes	Millions		10,8	6,9	7,5	6,7	6,3	5,7		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		13,7	9,3	10,3	9,3	8,9	8,1		
	Femmes	Pour cent		14,2	10,1	11,2	10,1	9,8	8,9		
	Hommes	Pour cent		13,2	8,6	9,5	8,5	8,0	7,3		

Tableau C14. Europe de l'Est (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		6,1	3,4	3,6	3,6	3,5	3,3	3,5	3,5
	Femmes	Millions		3,6	2,0	2,1	2,1	2,0	1,9	2,0	2,0
	Hommes	Millions		2,5	1,4	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		14,7	11,7	12,6	12,8	12,1	11,4	11,6	11,7
	Femmes	Pour cent		17,5	13,9	14,7	14,9	14,2	13,2	13,5	13,7
	Hommes	Pour cent		12,0	9,6	10,6	10,7	10,2	9,7	9,8	9,8
Emploi informel	Total	Millions		28,8	28,8	27,9	28,5	26,7	26,1	25,6	
	Femmes	Millions		13,3	12,9	12,5	12,8	12,0	11,7	11,5	
	Hommes	Millions		15,5	15,9	15,4	15,7	14,7	14,4	14,1	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		21,0	20,6	20,4	20,8	19,5	19,2	19,0	
	Femmes	Pour cent		20,1	19,6	19,3	19,6	18,4	18,2	18,0	
	Hommes	Pour cent		21,9	21,6	21,3	21,8	20,4	20,1	19,9	
Salariés	Total	Millions	114,3	118,1	122,1	119,7	120,4	120,6			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	16,8	18,8	17,2	17,1	16,8	16,8			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	87,2	86,3	87,6	87,5	87,8	87,8			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	12,8	13,7	12,4	12,5	12,2	12,2			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	1,4	0	0	0	0	0	0		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	1,0	0	0	0	0	0	0		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Tableau C15. Asie centrale et occidentale

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Population active	Total	Millions	55,9	64,7	76,5	74,4	76,7	79,0	80,1	80,9	81,6
	Femmes	Millions	21,2	24,7	29,8	28,8	29,9	31,0	31,5	31,8	32,0
	Hommes	Millions	34,7	40,1	46,7	45,6	46,8	47,9	48,6	49,1	49,6
	Jeunes	Millions	12,1	12,0	11,7	10,8	11,1	11,4	11,4	11,5	11,6
Taux d'activité	Total	Pour cent	57,7	55,1	56,8	54,7	55,8	56,8	56,9	56,8	56,6
	Femmes	Pour cent	42,7	41,1	43,4	41,5	42,6	43,7	43,9	43,8	43,6
	Hommes	Pour cent	73,5	69,7	70,8	68,5	69,5	70,4	70,5	70,4	70,2
	Jeunes	Pour cent	44,5	39,1	41,1	38,2	39,5	40,5	40,6	40,5	40,3
Emploi	Total	Millions	50,7	59,3	69,6	67,7	70,1	73,0	74,4	75,1	75,7
	Femmes	Millions	18,8	22,6	26,9	26,1	27,1	28,4	28,9	29,2	29,4
	Hommes	Millions	31,8	36,7	42,7	41,6	43,1	44,7	45,5	45,9	46,4
	Jeunes	Millions	10,0	10,2	9,7	8,9	9,2	9,7	9,8	9,9	9,9
Ratio emploi-population	Total	Pour cent	52,3	50,5	51,7	49,8	51,0	52,5	52,9	52,7	52,5
	Femmes	Pour cent	37,9	37,6	39,2	37,6	38,6	40,0	40,3	40,2	39,9
	Hommes	Pour cent	67,3	63,9	64,7	62,5	63,9	65,6	66,0	65,8	65,6
	Jeunes	Pour cent	36,7	33,2	33,8	31,4	32,8	34,5	34,9	34,8	34,6
Chômage	Total	Millions	5,2	5,4	6,9	6,7	6,6	5,9	5,7	5,8	5,9
	Femmes	Millions	2,3	2,1	2,9	2,7	2,8	2,7	2,6	2,6	2,7
	Hommes	Millions	2,9	3,3	4,0	4,0	3,8	3,3	3,1	3,2	3,2
	Jeunes	Millions	2,1	1,8	2,1	1,9	1,9	1,7	1,6	1,6	1,6
Taux de chômage	Total	Pour cent	9,4	8,3	9,0	9,0	8,6	7,5	7,1	7,2	7,3
	Femmes	Pour cent	11,0	8,4	9,6	9,4	9,4	8,6	8,2	8,3	8,3
	Hommes	Pour cent	8,4	8,3	8,6	8,7	8,0	6,8	6,4	6,5	6,6
	Jeunes	Pour cent	17,5	15,0	17,6	17,8	16,9	14,8	13,9	14,1	14,1
Déficit d'emplois	Total	Millions		12,1	12,7	13,1	12,4	11,7	11,5		
	Femmes	Millions		5,7	6,2	6,3	6,1	6,0	6,0		
	Hommes	Millions		6,5	6,4	6,8	6,3	5,7	5,5		
Taux d'incidence du déficit d'emplois	Total	Pour cent		17,0	15,4	16,2	15,0	13,8	13,4		
	Femmes	Pour cent		20,0	18,8	19,5	18,5	17,5	17,1		
	Hommes	Pour cent		15,0	13,1	14,0	12,7	11,3	10,8		

Tableau C15. Asie centrale et occidentale (suite)

Indicateur	Groupe	Unité	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures travaillées par semaine par personne employée	Total	Heures		43,1	42,0	40,3	41,1	41,3	41,2	41,1	
	Femmes	Heures		39,1	38,1	36,5	37,3	37,6	37,3	37,2	
	Hommes	Heures		45,6	44,6	42,8	43,6	43,7	43,8	43,7	
Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Millions		7,8	6,0	6,3	5,7	5,5	5,5	5,6	5,6
	Femmes	Millions		5,1	3,8	3,9	3,6	3,5	3,5	3,5	3,6
	Hommes	Millions		2,8	2,2	2,4	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0
Taux de jeunes ni en formation ni en emploi (NEET)	Total	Pour cent		25,5	21,0	22,4	20,3	19,7	19,5	19,6	19,6
	Femmes	Pour cent		33,5	27,1	28,2	26,1	25,7	25,5	25,7	25,7
	Hommes	Pour cent		17,7	15,2	16,8	14,9	14,0	13,7	13,8	13,9
Emploi informel	Total	Millions		27,6	27,7	25,9	26,5	26,6	26,8	26,9	
	Femmes	Millions		11,2	11,0	10,2	10,6	10,9	11,0	11,0	
	Hommes	Millions		16,4	16,7	15,7	15,9	15,8	15,9	15,9	
Taux d'informalité	Total	Pour cent		46,5	39,8	38,3	37,8	36,4	36,1	35,8	
	Femmes	Pour cent		49,4	41,0	39,1	39,1	38,3	37,9	37,6	
	Hommes	Pour cent		44,7	39,1	37,8	36,9	35,3	34,9	34,6	
Salariés	Total	Millions	25,3	34,6	44,7	43,8	45,5	47,7			
Travailleurs indépendants	Total	Millions	25,3	24,7	24,9	23,9	24,6	25,4			
Part des travailleurs salariés	Total	Pour cent	50,0	58,4	64,2	64,7	64,9	65,3			
Part des travailleurs indépendants	Total	Pour cent	50,0	41,6	35,8	35,3	35,1	34,7			
Pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Millions	9,3	6,2	3,1	3,1	2,8	2,8	2,6		
Part de la pauvreté extrême au travail (<2,15 dollars É.-U. PPA par jour)	Total	Pour cent	18,3	10,5	4,4	4,5	4,0	3,8	3,6		

Note: Le terme «jeunes» correspond aux 15-24 ans. Les termes «femmes» et «hommes» correspondent aux personnes âgées de 15 ans et plus.

Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent

L'Organisation internationale du Travail est l'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. Elle rassemble gouvernements, employeurs et travailleurs autour d'une approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, en soutenant la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

Dans un contexte de ralentissement de la croissance économique, les marchés du travail ont fait preuve de résilience en 2023. Le chômage mondial est tombé à son niveau le plus bas depuis le début de la pandémie, et le taux d'activité s'est redressé dans la plupart des régions. Malgré ces indicateurs positifs, les conditions de travail montrent de la fragilité, et la hausse rapide des prix de l'énergie et de l'alimentation a entraîné une crise du coût de la vie. La croissance de l'emploi devrait s'essouffler en 2024, même si le chômage restera globalement stable. Les forts déficits de travail décent, qui sont dans une large mesure antérieurs à la pandémie, devraient persister dans ces circonstances, en particulier les écarts d'activité entre hommes et femmes, la pauvreté au travail et l'informalité.

Cette année, le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances* évalue de manière exhaustive les déséquilibres sur le marché du travail qui sont apparus avec la reprise après la pandémie, et qui s'ajoutent aux déficits persistants de travail décent. Il analyse les évolutions mondiales, les différences régionales et les résultats des différents groupes de travailleurs sur le marché du travail. Le rapport fournit également des projections pour 2024 et 2025. Enfin, il présente les tendances en matière d'activité, d'heures travaillées et de croissance de l'emploi, et analyse leur contribution aux déséquilibres du marché du travail.